

Entre deux gendarmes

Lendemain de fièvre
au Maroc

La guerre du Golfe a réveillé les aspirations de la population au changement. Le souverain chérifien a dû lâcher du lest pour contenter une opinion acquise aux thèses irakiennes.

(Page 5.)

Mars
dans le monde

Une chronologie des principaux événements du mois écoulé

(Page 8.)

La grande parade
de Georges Seurat

Le Grand Palais présente une rétrospective du peintre de « la Grande Jatte ». Il y manque les œuvres grand format. Regrettable.

(Page 11.)

Le Monde

N° 2215 - DU JEUDI 11 AU MERCREDI 17 AVRIL 1991

SELECTION HEBDOMADAIRE
Édition internationaleUne banque
pour l'Europe

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est inaugurée lundi 15 avril à Londres en présence d'une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Les premiers germes, français, de cette nouvelle institution internationale datent de l'automne 1989. Dix-huit mois seulement entre l'idée et sa réalisation : belle performance pour un projet aussi ambitieux. C'est ce qu'aime à souligner son président, M. Jacques Attali, l'ancien conseiller spécial du président de la République.

Les événements de ces dix-huit derniers mois confirment la nécessité d'un tel organisme, original puisque sa vocation est à la fois financière et politique. La BERD doit, selon ses statuts, promouvoir simultanément l'économie de marché et la démocratie à l'Est. Les changements intervenus justifient aussi certaines inflexions dans les priorités de la banque.

Depuis l'automne 1989, plusieurs évolutions ont modifié les données sur lesquelles travaillaient la BERD. L'Allemagne de l'Est a été précédemment absorbée par celle de l'Ouest. Avec un pays membre de moins, la banque a aussi une économie de moins à aider. Elle pourrait accueillir l'Albanie. Mais l'expérience de l'ex-RDA montre aussi l'ampleur des besoins et l'impénitence des populations : à Leipzig comme à Bucarest, à Dresde comme à Cracovie.

AUTRE modification : l'évolution de l'Union soviétique. Pays membre qui devra être assisté, l'URSS pourrait constituer rapidement un point de friction au sein du conseil d'administration de la Banque. Alder l'URSS ? La BERD devra juger si les derniers développements à Moscou, tant économiques que politiques, vont dans le sens du marché et de la démocratie. La communauté financière internationale craint aussi que l'URSS ne soit prochainement en cessation de paiement.

Les dix-huit mois écoulés ont surtout confirmé la grande méfiance des investisseurs occidentaux à l'égard de l'Est. Hormis quelques grandes opérations spectaculaires, les capitaux privés ne se sont pas précipités dans les nouvelles démocraties.

PLUSIEURS raisons expliquent cette prudence. Les industriels s'inquiètent d'une stabilité politique encore incertaine. Le risque économique leur apparaît toujours élevé du fait de l'incertitude des monnaies, des incertitudes sur les droits de propriété et de la faiblesse des infrastructures. Mais l'Europe de l'Est supporte aussi les conséquences de l'insuffisance d'épargne mondiale, pénurie encore accrue par les besoins nouveaux de la reconstruction des pays du Golfe. Dans ces conditions, la BERD - dont le capital s'élève à 10 milliards d'euros - jouera un rôle extrêmement positif, comme « catalyseur » de fonds.

La reconstruction des infrastructures matérielles (routes, chemins de fer, télécommunications, voies d'eau) et les réformes institutionnelles (lois et règlements, organismes de régulation des marchés...) constituent cependant le chantier principal dans chacun de ces pays. Ces opérations sont indispensables mais n'ont qu'une faible rentabilité financière immédiate. La BERD doit jouer là un rôle essentiel. Banque d'affaires, elle sera en fait beaucoup plus une banque de développement, comme la Banque mondiale. Surtout si elle veut être l'architecte de la future confédération européenne.

(Lundi 15 avril.)

Le calvaire des Kurdes

Entre 400 et 1 000 réfugiés kurdes d'Irak meurent chaque jour aux abords de la frontière irako-turque

Plus de 400 000 Irakiens, en majorité kurdes, s'entassent depuis environ dix jours près de la frontière turque, selon les autorités d'Ankara, qui ont autorisé le transfert de 20 000 réfugiés sur le territoire turc pour faciliter les secours. Entre 400 et 1 000 d'entre eux meurent chaque jour, « la plupart de maladies qui pourraient être évitées », a indiqué le porte-parole du département d'Etat à Washington. Au total,

plus de 2 250 000 Kurdes d'Irak ont quitté leurs foyers, selon les derniers chiffres rendus publics par les organisations humanitaires à Genève. Par ailleurs, dans des conditions effroyables, 1,5 million de réfugiés attendent de pouvoir pénétrer en territoire iranien, dans la région de Piranshahr, a affirmé, vendredi 12 avril, le gouverneur de cette ville située dans le nord-ouest de l'Irak.



Entre l'exil et la peur

par Jean-Pierre Langellier

Nation orpheline, recrée d'épreuves, les Kurdes vivent un nouveau calvaire, l'un des pires de leur longue histoire. Familier des défaites et des trahisons, le plus nombreux des peuples sans patrie disait n'avoir que ses montagnes pour amis.

Dans le nord de l'Irak, deux millions de Kurdes les ont pourtant quittés, et affrontent aujourd'hui l'impossible choix entre l'exil et la mort.

Ce n'est ni leur premier exode, ni la plus grosse - loin de là - des hécatombes humaines en cette fin de siècle qui vit s'effondrer, parmi beaucoup d'autres, dix millions de Bengalis et six millions d'Afghans. Mais rarement une fuite éperdue aura-t-elle été, si vite, tant de monde et dans des conditions aussi terribles. En outre, cet exode kurde diffère des précédents par son ampleur et sa nature.

Les trois cent mille réfugiés qui en 1975 trouvèrent asile en Iran étaient, pour l'essentiel, liés par la famille ou

le clan aux Peshmergas, que le brusque « lâchage » de Téhéran venait de plonger dans la débâcle. Les 65 000 villageois échoués en Turquie en 1988 avaient, eux, survécu aux bombardements chimiques qui firent 5 000 morts dans la région de Halabja. Cette fois, c'est un peuple tout entier - des paysans aux hommes d'affaires - qui a abandonné sa terre natale.

Lire la suite page 4 et nos informations page 3

Première visite à Tokyo d'un chef du Kremlin

M. Gorbatchev souhaite obtenir
l'aide économique du Japon

Premier chef du Kremlin à se rendre au Japon, le président Mikhaïl Gorbatchev était attendu mardi 16 avril à Tokyo pour une visite d'Etat de quatre jours. A la veille de son arrivée dans la capitale nipponne, l'incertitude domine quant à son intention de régler ou non le contentieux sur les quatre îles méridionales de l'archipel des Kouriles, occupées par l'URSS depuis la fin de la seconde guerre mondiale et revendiquées par le Japon. Tokyo en fait un préalable à une véritable normalisation de ses relations avec l'URSS et à l'octroi d'une aide économique souhaitée par Moscou pour le développement de la Sibirie.

(Lire page 4.)

La tentation centriste
du président soviétique

Entre les partisans d'une autorité centrale forte et ceux qui sont favorables à une limitation des compétences fédérales, M. Mikhaïl Gorbatchev cherche un point d'équilibre. S'il continue de gouverner par oukases et d'édicter des interdictions, il se déclare dans le même temps d'accord sur « l'idée d'un table rond réunissant différents courants politiques du pays ». Une décision parce qu'une perche tendue aux « démocrates ».

(Lire page 2.)

Accord électoral entre le RPR et l'UDF

MM. Chirac et Giscard d'Estaing
définissent une stratégie commune

Le bureau politique de l'Union pour la France (UPF), réunissant les représentants de l'UDF et du RPR, a conclu, mercredi 10 avril, un accord général concernant l'union de l'opposition. Le manifeste adopté par l'UPF précise, notamment, l'organisation d'un système de « primaires » pour l'élection présidentielle et prévoit que, pour les élections régionales et législatives, l'opposition présentera partout des candidats communs.

(Lire page 7.)

Michelin victime
de la récession dans l'automobile

Premier fabricant mondial de pneumatiques, Michelin a annoncé, mardi 9 avril, la suppression de 4 900 emplois en France (13 % de ses effectifs). Victime de la récession du marché automobile et d'une concurrence très vive, le groupe, très endetté, prévoit de réduire aussi ses effectifs à l'étranger.

(Lire page 9.)

La galaxie Hersant

Spéculations sur la succession du « papivore » de la presse française

par Michel Calanna d'Istria et Yves-Marie Labé

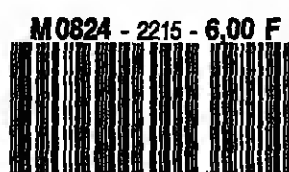
Insaisissable Robert Hersant ! Le plus connu des patrons de presse français est aussi le plus discret tant il est économe, voire avaro, de ses interventions publiques. Mais il n'en continue pas moins d'écarter son empire de papier. Le point d'angoisse d'audiovisuel au point d'y perdre ses fonds - on ceux de ses banquiers ? Voilà ce passionné de télévision qui abandonne la direction de la Cinq, mais à ses conditions, après avoir fait une nouvelle fois la preuve de son habileté tactique en éconduisant l'assaut de M. Jérôme Seydoux.

Le dit-on fatigué, surveillant de loin le travail de ses troupes ? Ses collaborateurs s'en amusent, qui témoignent de sa vigilance sur tous les dossiers importants. Spécule-t-on sur sa prochaine retraite, y compris dans son groupe de presse ? Le voilà parti à l'assaut de l'Est, d'abord dans la presse quotidienne régionale française, puis au-delà, en Europe centrale.

L'aventure audiovisuelle, gouffre d'argent frais, mettrait en péril la

maison Hersant : le rachat de la Cinq par Hachette a remboursé toutes les sommes investies dans la chaîne. La vente de l'ancien immeuble de France-Soir, rue Réaumur, a fourni un second ballon d'oxygène. Bienvenues, ces rentrées exceptionnelles ne suffiront pas longtemps à financer la nouvelle fringale d'achat qui saisit Robert Hersant. Répugnant à vendre l'un de ses titres, il a accumulé des actifs évalués à 5 ou 6 milliards de francs, qui peuvent gager de nouveaux emprunts, et les banquiers n'ont jamais été avares, même au temps de la nationalisation du crédit. Mais la rentabilité doit être au rendez-vous, pour en payer les intérêts.

Lire la suite page 10



Vivre avec les « affaires »

L'Assemblée nationale a rejeté la motion de censure déposée par l'opposition pour dénoncer la « confusion des pouvoirs »

par Jean-Marie Calambani

Dans le retour précipité du pays à la case départ, c'est-à-dire à l'atmosphère délétère qui prévalait avant la guerre du Golfe, on ne sait trop ce qui l'emporte : l'écœurement, devant l'impressement avec lequel la vie politique a rechuté, de façon presque pathétique, comme si la guerre et le consensus qui l'a accompagnée n'étaient qu'un mauvais souvenir à effacer ; l'effacement, devant les conséquences qu'une telle dérive comporte pour l'ensemble des acteurs politiques, Front national excepté ; l'étonnement, plus simplement, devant la naïveté de ceux qui, ayant ouvert la boîte de Pandore, pensent qu'ils vont pouvoir garder le contrôle d'un processus qui fait oublier que le « régime des partis » est l'un des fondements de la démocratie, et laisse penser qu'ils sont « tous pourris » ; l'espoir, malgré tout, que les uns et les autres cherchent à s'en sortir « par le haut » afin de mettre un terme au déperissement de l'esprit public.

Cet espoir se nourrit d'abord de la prestation de M. Michel Rocard à l'Assemblée nationale.

Celui dont on ne cesse d'annoncer la chute et sur le sort duquel il est de bon ton de s'apitoyer, non seulement l'a échappé belle (fragilité par l'attitude du président de la République et de ses amis, il s'est retrouvé en position de loyal bouclier de celui-ci), mais il s'est surtout bien défendu.

Il s'est élevé au-dessus des contingences du moment pour appeler à la légitimité de la politique, faisant observer au passage qu'il est le premier à avoir eu le courage de réglementer le financement de la vie politique, et que, devant la difficulté à demeurer, pour la droite, d'obtenir que M. Rocard, chutant sur les « affaires », incarne, si peu que ce soit, la corruption.

M. Giscard d'Estaing, lui aussi, tient le choc : il était dans son rôle lorsque, à l'appui de sa demande « d'assainissement » de la vie publique, il a plaidé pour l'indépendance de la justice. Cette revendication-là, fut-elle tardive, émise d'ailleurs dans les termes

utilisés par la gauche d'avant mai 1981, ne peut que susciter, comme il y a dix ans, l'adhésion. Il n'est d'ailleurs pas inutile de se souvenir que la procédure française elle-même crée une imbrication avec le pouvoir politique qui est d'ordre institutionnel, et que le système français n'apporte pas un niveau de garantie suffisant pour le justiciable si l'on se réfère aux critères en vigueur dans les grandes démocraties occidentales.

Il n'est donc pas davantage inutile d'entendre le garde des sceaux promettre d'y porter remède en réformant le statut de la magistrature et celui du Conseil supérieur de la magistrature.

Le régalier recherché par l'opposition n'était certes pas si ambivalent : elle attendait une occasion de se résoudre. Elle n'a pas manqué celle qui lui a été donnée d'accrocher au passage à la gauche un grelot - que cette droiture lui réservait d'ordinaire - à savoir l'abus de pouvoir.

Lire la suite page 6

سكنا لالاحل

Les Occidentaux s'efforcent de contenir l'exode des Kurdes

Le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, a déclaré, lundi 15 avril, que, selon les estimations des secouristes internationaux sur place, entre 400 et 1 000 réfugiés irakiens meurent toutes les vingt-quatre heures, aux abords de la frontière irako-turque. Le gouvernement turc a confirmé, dimanche 14 avril, qu'il allait transférer quelque vingt mille réfugiés kurdes sur le territoire de la Turquie, pour faciliter les secours. Par ailleurs, alors que les Etats-Unis continuent, lundi 15, de déployer leur opération « Provide comfort » à destination des réfugiés (plus de cent missions d'avions et d'hélicoptères avaient été effectuées à la date du dimanche 14 avril), la Communauté européenne et la France multiplient les opérations de secours, en particulier

auprès des réfugiés en Iran. Ainsi, la Communauté a commencé à mettre en œuvre l'aide de 150 millions d'écus (près de 1 milliard de francs) alloués aux réfugiés irakiens. Paris, de son côté, a formulé des « propositions concrètes » visant à permettre « le retour des réfugiés dans leurs foyers avec l'assistance et sous la protection de l'ONU ». M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, s'est rendu à cet effet, samedi 13 avril, à Genève, pour y rencontrer M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et le prince Sadruddin Aga Khan, chargé de la coordination des secours internationaux. Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 15 avril à Luxembourg, ont proposé que le président irakien Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide » contre la population kurde, aux termes de la

convention des Nations unies de 1948 (lire page 4). Sur le terrain, les rebelles kurdes ont fait état, dimanche 14 avril, de nouvelles attaques de l'armée irakienne et ont demandé une protection internationale pour les centaines de milliers de réfugiés qui ont fui vers la Turquie et l'Iran. Au même moment, M. Saddam Hussein se rendait au Kurdistan, pour la première fois depuis le début de l'insurrection. Le nombre des réfugiés est estimé à deux millions : un million cinq cent mille d'entre eux attendaient, vendredi 12 avril, de pouvoir pénétrer en territoire irakien, dans la région de Piranshahr, et plus de quatre cent mille irakiens s'entassaient depuis dix jours près de la frontière turque. Les rebelles ont déclaré, jeudi

11 avril, avoir repoussé une attaque de la garde républicaine irakienne, au nord de la ville d'Irbil. La veille, Washington avait mis en garde Bagdad contre toute attaque aérienne dans les régions où se trouvent les réfugiés kurdes. Toujours le 10 avril, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution créant une mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït chargée de surveiller la frontière commune aux deux pays. En revanche, l'initiative britannique sur la création de « zones de protection » pour les Kurdes en Irak s'est considérablement transformée devant les réticences du Conseil de sécurité. Les diplomates ont décidé d'attendre les résultats de la mission qu'un envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU doit effectuer à Bagdad.

La Turquie commence à transférer les réfugiés vers des zones plus accessibles

ISTANBUL
de notre correspondant

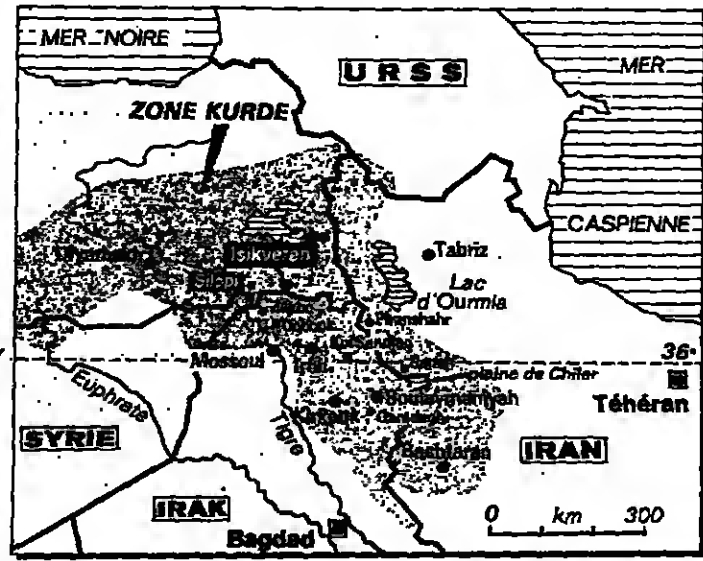
Cédant à la pression de la communauté internationale et ému par l'indescriptible misère des réfugiés d'Irak, la Turquie a annoncé qu'elle allait déplacer vers les vallées un premier groupe comprenant au moins vingt mille des quarante mille réfugiés qu'elle avait jusqu'à présent maintenus dans des camps insalubres et inaccessibles situés dans les montagnes qui forment sa frontière avec l'Irak.

« Il est impossible d'aider les gens d'Isikveren (là où ils sont). Nous devons les déplacer vers des sites acceptables », a déclaré le premier ministre Yildirim Akbulut après sa visite, vendredi, dans ce camp, où cent cinquante mille personnes sont installées dans des abris précaires aux flancs de montagnes escarpées.

Une course contre la montre est désormais engagée pour sauver les réfugiés, qui continuent de mourir par dizaines chaque jour. A Isikveren, les larmes de tristesse, le sol est jonché d'excréments, ainsi que des entrailles des chèvres et des moutons que les réfugiés avaient emmenés dans leur fuite. Les morts sont enterrés dans plusieurs cimetières au sein du camp, mais le terrain rocheux ne permet pas de creuser des tombes suffisamment profondes.

Paradoxalement, le froid, qui tue les plus faibles, a jusqu'à présent empêché l'explosion d'épidémies. Mais les travailleurs humanitaires sur place affirment que quelques jours de soleil suffiraient pour causer une rapide prolifération de bactéries nocives qui pourraient décimer la population.

Le gouverneur de la région de



Sud-Est, M. Hayri Kozakcioglu, a confirmé, dimanche 15 avril à la télévision que, dans un premier temps, un groupe de réfugiés serait transféré dès lundi par cars et camions vers un camp près de Silopi, à quelques kilomètres du poste frontière de Habur. Ce camp, érigé pour les pèlerins en route vers La Mecque, a été utilisé à plusieurs reprises au cours des dernières années pour abriter des réfugiés arrivés en Turquie.

En 1988 déjà, les Kurdes irakiens fuyant les bombardements chimiques de Saddam Hussein avaient trouvé là un abri temporaire avant d'être répartis dans trois sites à l'intérieur du pays ; en 1990, les Bengladeshis et Pakistannais ayant fui l'Irak

et le Koweït avaient été également logés à Silopi, en attente de rapatriement.

La décision de transférer les réfugiés est une concession importante de la part de la Turquie, qui continue cependant d'insister pour qu'une solution politique soit trouvée, permettant aux réfugiés de rentrer chez eux rapidement. L'installation de ceux-ci dans des sites plus accessibles, à basse altitude, devrait faciliter l'arrivée des secours, jusqu'à présent limitée par l'isolement géographique des camps, et faire ainsi baisser la tension entre la population déplacée et les troupes turques chargées de superviser les distributions.

Au moins deux réfugiés ont été

tués récemment par les soldats turcs, incapables de contrôler une population trop désespérée pour être disciplinée. Samedi, plusieurs milliers de réfugiés, défiant les avertissements des troupes, ont pillé un dépôt de nourriture de l'armée turque situé dans une petite vallée en contrebas du camp d'Isikveren.

Quant au pont aérien américain, qui devrait permettre la distribution quotidienne de sept cent mille repas et, selon le gouverneur Kozakcioglu, aider au déplacement des réfugiés, il sera organisé avec l'aide de plus de neuf mille soldats américains arrivés du Golfe. Une trentaine d'entre eux ont déjà été déployés à Isikveren, aux côtés des troupes turques. La France et la Grande-Bretagne ont également procédé à plusieurs parachutages de provisions et d'équipement au cours des derniers jours.

Selon un communiqué officiel du ministère turc des affaires étrangères, les Etats-Unis envisagent la création de camps temporaires sur la frontière irako-turquoise et au nord de l'Irak, mais le gouvernement américain n'a pour l'instant pas confirmé qu'il envisageait d'installer des réfugiés sur le sol irakien. Pour leur part, les troupes turques ont déjà procédé à plusieurs opérations de déminage en Irak, près du camp de Cukurca, où plus de cinquante mille réfugiés sont installés du côté irakien de la ligne de démarcation. « L'effort sera purement humanitaire et d'action à l'intérieur de l'Irak n'a aucun aspect militaire », a déclaré M. Kozakcioglu.

NICOLE POPE
(Mardi 16 avril)

La tournée du secrétaire d'Etat américain

M. Baker se montre très prudent sur les chances de discussions israélo-arabes

A l'issue de sa mission au Proche-Orient, M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, se montre très prudent quant aux chances de réussite d'une conférence régionale sur le conflit israélo-arabe. M. Baker, de nouveau, quitter Washington, mardi 16 avril, pour Luxembourg où il devait avoir des entretiens mercredi 17 avec les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne. Il devait ensuite se rendre, le 18, à Israël puis en Egypte, en Arabie saoudite et en Syrie.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Prenant sans doute la mesure d'un dossier auquel se sont déjà vainement confrontés nombre de ses prédécesseurs, M. Baker a mis sa garde contre tout optimisme prématuré quant aux perspectives d'un règlement négocié au Proche-Orient. Du moins était-ce là ce qu'il a bien voulu entendre à la suite d'entretiens conduits à Jérusalem dans une atmosphère de grand secret : une heure et demie de conversation avec le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, puis, surtout, deux heures et demie de face-à-face avec

le chef du gouvernement, M. Itzhak Shamir.

Durant les quelques minutes - moins d'une dizaine - qu'il a bien voulu consacrer à la presse, après avoir vu M. Lévy, le secrétaire d'Etat américain a manifesté une extrême prudence : « Certes, nous avons fait quelques progrès. Il y a quelques raisons d'espérer, a-t-il dit, mais il y a encore un très, très long chemin à parcourir et une quantité de problèmes qui ne sont nullement résolus ». « Je ne voudrais pas que la presse puisse croire qu'il y a déjà un accord », a-t-il poursuivi. La remarque visait directement certaines déclarations de M. Lévy, assurant qu'il y avait une très large entente entre les deux parties, celle-ci portant sur le projet américain de réunir une conférence régionale qui mettrait Arabes et Israéliens autour de la table de négociation, sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS.

Un haut fonctionnaire américain a confirmé à la presse que les dirigeants israéliens avaient donné leur accord au principe d'une telle conférence, mais il a insisté sur le fait qu'il restait à s'entendre sur « les participants, le cadre, le caractère, le lieu et le moment » de cette réunion - autrement dit, sur le plus dur ou presque. C'est que le « ouï » israélien est assorti de conditions que M. Baker doit encore présenter à la partie arabe. Pour Israël, les partici-

pants palestiniens (sans doute au sein d'une délégation jordanienne-palestiniennne) ne doivent comprendre aucun représentant des Arabes de Jérusalem (que l'Etat hébreu considère comme sa capitale réunifiée à jamais) et l'OLP devra être tenue en dehors de tout le processus ; les Etats-Unis, de leur côté, devront se contenter d'un rôle purement symbolique, patronnant la seule ouverture des pourparlers, puis laissant se dérouler des négociations directes entre Arabes et Israéliens.

M. Lévy expliquait, à la télévision, qu'il était convaincu que la conférence pouvait être réunie cette année à Washington. Il assurait que la plupart des obstacles - entre Israéliens et Américains - avaient été levés. Bref, on laissait entendre qu'un accord existait bel et bien entre l'Etat hébreu et les Etats-Unis. Peu-être faut-il y voir que précaution tactique : les responsables israéliens paraissent extrêmement soucieux d'éviter qu'on puisse ultérieurement leur faire le reproche d'être responsables d'un éventuel échec des efforts américains - comme cela avait été le cas lors de la première médiation tentée l'an passé par M. Baker.

Le secrétaire d'Etat s'est encore entretenu avec une délégation de six personnalités nationalistes des territoires occupés (1). La conversation a duré deux heures, et le compte-

rendu qu'en ont fait les Palestiniens n'était pas vraiment chaleureux. Le secrétaire d'Etat leur a déclaré, on l'a dit, que les Etats-Unis n'avaient, à ce stade, aucunement l'intention de reprendre un dialogue officiel avec l'OLP. Les Palestiniens ont assuré, de leur côté, qu'ils avaient pas de raison de faire des concessions sur la question de la composition d'une éventuelle délégation palestinienne à des pourparlers avec les Israéliens - une telle délégation devra, notamment, être désignée par l'OLP. Ils ont encore dénoncé la passivité des Etats-Unis devant la poursuite de la politique de colonisation des territoires occupés.

La question a figuré au menu des entretiens que M. Baker a eus avec les dirigeants israéliens. Le secrétaire d'Etat a demandé des éclaircissements sur les plans du ministre de la construction, M. Ariel Sharon, visant à ériger plusieurs milliers de logements en Cisjordanie pour les juifs soviétiques - en contradiction flagrante avec la politique annoncée officiellement par le gouvernement israélien auparavant.

ALAIN FRACHON
(Jeudi 11 avril)

(1) La délégation comprenait MM. Fayçal Hussein, Moussa Naïsch, Elias Freij, Maher El Masri, Haydar Abdelschafi et Zacharia Al Agha.

Martyre dans la boue

PIRANSHAHR
(frontière irano-irakienne)
de notre envoyé spécial

Une page est-elle tournée ? Il y a une semaine, les centaines de milliers de réfugiés kurdes progressaient dans la montagne, affamés, épuisés, l'esprit hanté par les morts abandonnés au cours de ces nuits glacées. Tragique, l'exode avait pourtant parfois quelque chose de joyeux, à l'image de ces enfants qui, voyageant à l'intérieur d'un camion-citerne, sortaient de la cuve en éclatant de rire à la lumière du jour. Les hommes, les femmes, les enfants, greloient de froid et de fièvre, évanescents sur les camions de vivres.

Désormais, cette foule poursuit son martyre, entre neige et soleil, couverte de boue. Les enfants en bas âge ne s'essient plus à contourner les obstacles que leur réservaient les pierres, les trous et les flaques d'eau. Ils se laissent désormais glisser sur le chemin ; ils tombent et pleurent à nouveau. Les quelques visages ravagés par les bombes au phosphore ne présentent plus ces brûlures roses et brunes mais des écorchures de terre, comme des essaims de mouches s'accrochant à une plaie. Les chaussures ne servent à rien, sinon à grossir des boues épaisses et luisantes autour des pieds.

Les fruits rejoignent le flot de couvertures, de déchets et de vêtements qui dispersaient sous les voitures et les piétons. A l'approche du camp, une vieille femme découpe à la hâte des morceaux d'agneau qu'elle cache dans des chiffons sales. Certains tentent de s'extirper de la route en esquivant les pierres mais ils tombent encore. Une fillette se masse les pieds, une autre claque des dents. Une femme donne le sein à son enfant en marchant.

« Nous ne croyons plus personne »

Un autre nourrisson laisse entrevoir des jambes squelettiques entre les plis d'une couverture. Une femme fait chuter le plateau, la théière et les tasses qu'elle portait sur la tête. Un petit garçon de quatre ans continue d'agripper sa sœur, âgée de deux ans peut-être, sur son dos. Ake, une jeune mère, explique qu'elle réchauffe son bébé en le frottant continuellement : « La nuit, je le serre très fort dans mes bras et je souffie dessus ».

En territoire irakien, 20 kilomètres avant la frontière, quatre hommes creusent un trou à côté de quatre tombes. Le père y a déposé le cadavre de son bébé, il l'a recouvert de quatre pierres et d'un peu de terre. Plus loin, les peshmergas, les combattants kurdes, qui viennent ici conduire leurs familles, ont déposé leurs armes sous le contrôle d'un de leurs chefs. Des centaines de kélechnikov se sont ainsi accumulés. D'autres hommes font le chemin jusqu'à la frontière, des bidons d'essence à la main, afin de passer à la paille sèche.

A 100 kilomètres plus au sud, à Sardacht, le passage de la frontière est plus rude

encore. Les réfugiés traversent des torrents. Accrochés à un câble, ils se laissent glisser dans les flots glacés. « Il n'y a pas de chemin. Ils marchent dans la montagne. Les Iraniens ont réussi à restaurer une piste, ils ont construit un pont, et il y a maintenant sept points de passage. Mais les gens sautent sur des mines irakiennes », explique Thierry Fournier, de l'équipe de Médecins sans frontières arrivée mardi à Sardacht, où l'on compte cent cinquante mille réfugiés.

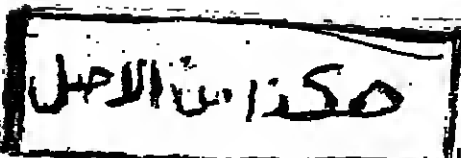
« Chaque jour, ils en arrivent par dizaines, les bras et les jambes amputées. Certains sont installés sur des civières de fortune, une couverture accrochée à deux bouts de bois. » Dans l'un des camps installés au plus près de la frontière, cinquante nourissons décèdent chaque jour, selon Thierry Fournier.

Dans des conditions d'hygiène aussi déplorable, nous ne pouvons pas distribuer de lait en poudre sans déclencher des épidémies. Car, les réfugiés fabriquent ce lait dans des ustensiles sales, avec de l'eau des montagnes. L'idéal serait de disposer de packs de lait, mais ce posent alors les problèmes d'acheminement dans les camps ».

Composée de six personnes, l'équipe de MSF a doublé la capacité de l'hôpital de Sardacht, portant son nombre de lits à cent cinquante : « Nous enregistrons trois mille demandes de consultation et cent cinquante d'admission à l'hôpital par jour. La moitié des blessés graves sont entrainés par boîtes. Il y a aussi beaucoup de personnes brûlées par les larmes que les gens allument dans les camps. Ils ont tellement froid la nuit qu'ils mélangent du bois avec beaucoup d'essence. » Manque de nourriture, de médicaments, de couvertures : les besoins sont énormes, répète-t-on chaque jour à la frontière irakienne.

Les premiers effets de l'aide internationale ne sont toujours entendus près de deux semaines après l'arrivée des premiers réfugiés (et alors que le gouverneur de Piranshahr, M. Ahmed Ziaï, estime à 1 500 000 le nombre de Kurdes bloqués dans la montagne, attendant de passer en Iran). Parfois avec des excès de colère. Prisonnier dans le col embourbé de Piranshahr, Moustapha Omar, treize-six ans, professeur de physique à l'université d'Irbil, enrage contre les alliés : « Nous sommes des Kurdes, pas des animaux qu'on va laisser crever. Quelle est la différence entre le Koweït et le Kurdistan ? Nous pensions que Saddam Hussein était fini. Les alliés nous ont encouragés à nous soulever en oubliant de nous donner des armes et de la nourriture. Qu'est-ce que nous allons devenir maintenant ? La plupart des réfugiés n'ont même pas 10 dollars en poche. Nous avons entendu l'appel de Tebeini [leader de l'Union patriote du Kurdistan] à revenir dans notre pays. Mais maintenant, nous ne croyons plus personne. Je suis prêt à prendre les armes, à me battre, à condition que les alliés nous aident dans cette guerre sanglante ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX
(Lundi 15 avril)



Lendemain de fièvre au Maroc

La guerre du Golfe a réveillé les aspirations de la population au changement

RABAT

de notre envoyé spécial

Son cœur était avec le peuple irakien et sa tête avec les troupes de la coalition. Hassan II, qui aime insister sur la « forte symbiose » qui le lie à « ses » sujets et qui a pris l'Occident pour modèle, a réussi le petit exploit de se sortir, presque sans encombre, de la guerre du Golfe avec une habileté que même ses adversaires politiques ne lui contestent pas. « Cette crise, d'un point de vue, nous l'avons bien gérée », se félicite M. Driss Bassi, ministre de l'Intérieur. Le souverain chérifien a, tout de même, dû lâcher du lest pour contenir une opinion publique acquise aux thèses irakiennes. Ainsi a-t-il été conduit non seulement à prendre ces sentiments en compte dans ses discours mais encore à les laisser s'exprimer dans la rue. Comme on l'a vu lors de la manifestation – la plus imposante jamais organisée depuis l'indépendance – « marche verte » exception – qui a rassemblé, le 3 février, à Rabat, entre 150 000 et 200 000 personnes. Malgré tout, le roi a maintenu, tant bien que mal, le cap qu'il s'était fixé. Ainsi a-t-il refusé de céder aux pressions de ceux qui réclamaient le retour des quelque 1 200 soldats envoyés en Arabie saoudite dès le début de la crise du Golfe, rappelant, à cet égard, la mission « purement défensive » de ce contingent. De même a-t-il veillé à ce que les médias officiels sachent, en cette affaire, ni sonder, ni laisser la presse d'opposition libre de se déclarer contre les forces de la coalition.

Les partis d'opposition qui, sans nuance, se sont fait l'écho des sentiments populaires, ont cependant évité de pousser leur avantage jusqu'à un point de rupture avec le pouvoir. Les sanglantes émeutes de Fès à la mi-décembre ne les incitent guère, il est vrai, à courir le risque de nouveaux affrontements. Ainsi ont-ils préservés les chances d'un dialogue qui avait été amorcé en mai 1990 après le dépôt d'une motion de censure au Parlement mais que la crise du Golfe avait gelé.

La brièveté de l'offensive terrestre a, en tout cas, épargné au Maroc de fortes turbulences. Il n'est pas certain, en effet, que Hassan II aurait réussi son exercice de corde raide si la « Tempête du désert » avait soufflé plus longtemps. D'après Amnesty International, « entre le 17 janvier et la fin février plus de 400 personnes – la plupart des lycéens et des étudiants – ont été arrêtées dans vingt-cinq villes au moins pour avoir participé à des manifestations (interdites) en faveur de l'Irak et une centaine jugées et condamnées à des peines allant jusqu'à quinze mois d'emprisonnement ». « Faut-il dire », réplique M. Bassi, « que la répression n'a été liée à l'affaire du Golfe ».

Si adroitement qu'aient été maîtrisées les colères de la rue, il est apparu que les relations du roi avec « son » peuple n'étaient plus sans nuages. Tout juste un mois avant qu'il ne fête le trentième anniversaire de son accession au Trône, quelques cris hostiles avaient été lancés à son encontre lors de la manifestation de Rabat. Ce qui, au Maroc, est une manière de faire insolite. « Il y a une aspiration au changement de plus en plus forte qui commence à s'exprimer ouvertement », constate M. Nadir Yeta, rédacteur en chef du quotidien pro-communiste *Al Bayane* (le Manifeste).

Pas de programme commun

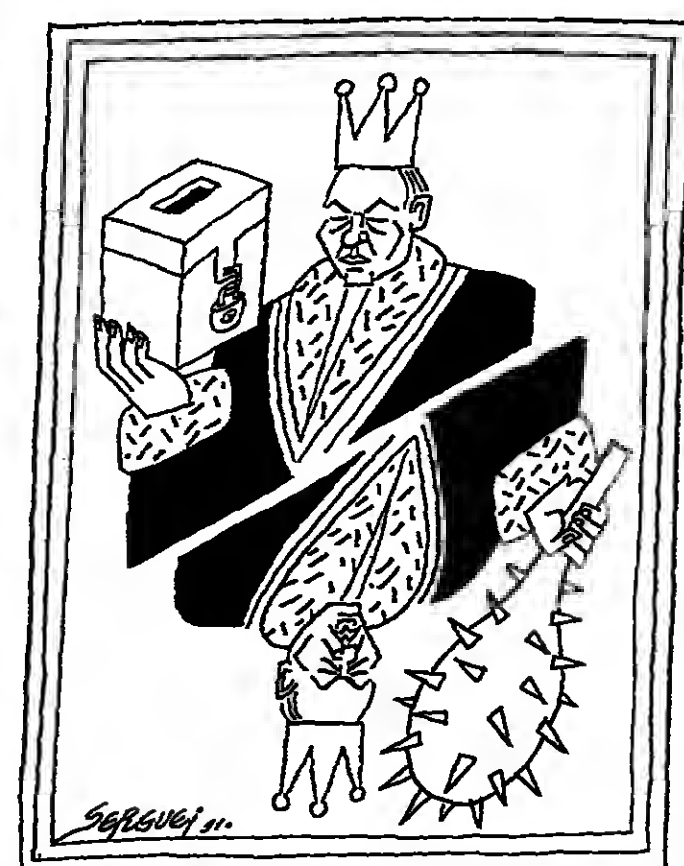
« La guerre du Golfe a prouvé qu'il n'y a pas de vide politique », assurent les responsables d'une opposition qui a servi de porte-voix à une opinion en mal d'expression. A la faveur d'inevitables surenchères, se sont multipliés des gestes de solidarité dont certains sont demeurés sans suite : organisation de collectes, jumelages entre villes marocaines et irakiennes, changements de nom de rues et de places, boycottage des centres culturels des pays membres de la coalition, etc. Aujourd'hui encore, la presse non officielle ne désarme pas.

« L'heure est à la vigilance », commente M. Fathallah Oualalou, chef du groupe parlementaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Il faut maintenir la pression.

La guerre du Golfe n'est pas sans conséquence au sein même de l'opposition maintenant que la fièvre est quelque peu retombée. Ainsi, voit-on le Parti du progrès et du socialisme (PPS) critiquer, après coup, « le machisme » dont ont fait preuve l'USFP et l'istigal. Tout comme l'on assiste, dans les deux-moitiés de ces deux partis, à une sourde lutte d'influence entre « durs » et « modérés ». Querelles intestines sur lesquelles Hassan II a toujours su jouer – s'il ne les a pas attisées – pour gouverner à son aise.

« Les partis d'opposition n'ont aucun programme et encore moins de programme commun », si ce n'est un égal souci de critiquer le gouvernement », affirme M. Oualalou. « Nous sommes sur la même longueur d'onde au point de présenter des amendements ou comme dans les débats parlementaires », renchérit M. Abdelhak Tazi, membre du comité exécutif de l'istigal.

Alliance cotoie entre les deux principaux partis de l'opposition, la tranquille USFP qui se rattache au courant social-démocratique et le turbulent istigal dont elle est issue et qui joue la carte du populisme, voire, à l'occasion, celle de l'isla-



misme ? Les responsables de ces deux formations jurent leurs grands dieux qu'il n'en est rien et énumèrent toutes les occasions qui se sont offertes à eux de travailler ensemble, depuis trois ans et demi, sur les fronts social et parlementaire. Qu'il s'agisse, par exemple, du dépôt d'une motion de censure en mai puis du lancement d'un mot d'ordre de grève générale en décembre.

« Malgré des sensibilités différentes, une certaine confiance est née entre nous », affirme M. Oualalou. « Nous sommes sur la même longueur d'onde au point de présenter des amendements ou comme dans les débats parlementaires », renchérit M. Abdelhak Tazi, membre du comité exécutif de l'istigal.

85 000 offres d'emplois

Est-ce à dire que l'opposition va se montrer plus combative ? Elle se garde, pour le moment, d'en brandir la menace. Si, du côté du PPS, on se félicite « d'un climat de nouveau favorable à une mobilisation sociale », l'USFP et l'istigal ne dévoilent rien de leurs intentions si tant est que ces

deux formations aient déjà en tête un quelconque plan de bataille.

Dans le Maroc d'aujourd'hui où le luxe le plus ostentatoire côtoie la misère la plus criante, les sujets de préoccupation ne manquent pas. Heureuse initiative : le souverain chérifien vient, pour sa part, de donner des instructions afin que soient satisfaites, d'ici au 31 décembre, les demandes d'emploi d'urgence recensées de quelque 85 000 jeunes au moins titulaires du baccalauréat. « Ce n'est pas une démarche bureaucratique imposée d'en haut qui obéit à une logique perverse d'assistance sociale », explique M. Habib El Malki, membre du comité central de l'USFP et secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir.

Le respect des droits de l'homme ? Un tout récent rapport d'Amnesty International rappelle que le Maroc a encore fort à faire pour ne pas être montré du doigt. Selon l'organisation humanitaire, « au cours des trois derniers mois, plus de 1 500 personnes ont été arrêtées et plus d'un millier d'entre elles condamnées pour des infractions politiques ». Et d'ajouter que « la détention prolongée de prisonniers d'opinion, le recours systématique à la torture, les procès inéquitables et les disparitions n'ont pas cessé depuis trente ans ».

« Amnesty International n'a fait aucun effort d'analyse », se plaint M. Bassi. La situation a pourtant évolué depuis mars 1990. Pour sa part, M. Abdelaziz Bennani, vice-président de l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) constate des « avancées ». Et de citer notamment le système de la garde à vue, les conditions de détention, la prévention des tortures, la création de tribunaux administratifs. Hassan II a promis, le 3 mars, que ces « suggestions » du Conseil consultatif des droits de l'homme, créé à son initiative en mai 1990, « seront incessamment l'objet de dispositions législatives ou réglementaires ».

« Si la guerre du Golfe a pu, en ce domaine, faire un peu bouger les choses », comme le reconnaît M. Bennani, beaucoup regrettent que les juges aient la main si lourde à l'encontre des émeutiers de Fès. D'aucuns disent aussi leur déception que le roi n'ait profité du trentième anniversaire de son accession au Trône pour annoncer l'élargissement des prisonniers politiques, dont on évalue le nombre à plusieurs centaines. La libération de la famille Oukif e laisse chacun sur sa faim.

« Sa Majesté est disposée à examiner les demandes de grâce des prisonniers condamnés pour atteinte à la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat qui lui a soumise le Conseil consultatif », laisse-t-on entendre dans les milieux proches du palais.

« Il n'est pas exclu qu'il y réponde favorablement », ajoute-t-on. Faut-il confondre pour trouver les occasions d'écarter sa menace.

Le « consensus patriotique »

D'autres opposants, sous couleur de l'islam, sont-ils en mesure de contester l'ordre des choses ? Certes, pendant la guerre du Golfe, ils ont tenté, ici et là, de faire entendre leur différence, notamment au cours de la manifestation de Rabat. Mais le pouvoir les a et l'aïe et veillé à contenir tout « péril vert ». Ainsi, les masques sont-ils formés entre les prières. Quant aux imams, ils reçoivent du ministère de l'Intérieur, sous couvert du ministère des habous, copie des grandes lignes de leur prêche du vendredi. Révocation ou détention guette celui qui s'écartera des directives officielles pour se livrer à des digressions politico-religieuses.

« Le consensus patriotique » bâti autour de la question du Sahara occidental qui, depuis 1975, a lourdement hypothéqué la vie politique, « doit être renégocié », remarque M. Yeta, car, à son avis, « il se situe désormais dans un environnement politique, économique et social qui a évolué ». Quoi qu'il en soit, vu de Rabat, cet épincé dossier est en

voie d'être réformé. Soit, comme apparemment on le souhaite en haut lieu, par un référendum à l'automne prochain si l'ONU prend en compte les « réserves » royales. Soit, comme le proposent les partis d'opposition, par un renouveau à cette consultation qu'ils jugent maintenant « dépassée ».

Des institutions crédibles

Seules comptent, aux yeux des partis d'opposition, les élections législatives prévues à la mi-1992 qui avaient été reportées de deux ans sous prétexte de référendum à venir sur le Sahara occidental. Hassan II a promis, le 3 mars, que ces élections seraient « l'objet de soins particuliers » afin que « leurs résultats soient le reflet exact des aspirations profondes de (notre) peuple ». On se dit donc prêt, dans les milieux gouvernementaux, à lever toutes les équivoques et, si nécessaire, à envisager une réforme du mode de scrutin et un redécoupage des circonscriptions. « Nous allons en être, depuis 1963, à nos cinquantièmes élections législatives pluralistes », insiste M. Bassi. Le Maroc est, en la matière, le mieux rodé des pays sud-méditerranéens.

Ces propos ne tombent pas dans l'oreille des sourds. C'est peut-être sur ce dossier que les partis d'opposition risquent, dans les mois à venir, de se montrer le plus combatifs. Fausse monarchie constitutionnelle : l'USFP et l'istigal ne veulent plus cautionner un « système qui repose sur la falsification des élections » et réclament la mise en place « d'institutions crédibles ».

Ces derniers mois, l'attention populaire a été distraite par ce qui se passait du côté de Bagdad. Mais, notait récemment *Libération*, l'hebdomadaire de l'USFP, la manière dont le pouvoir a alors mis avec l'opinion publique, a finalement remis celle-ci face à « la dure réalité » d'un système politique qui, en deux mois comme en cent, souffre d'un mal guérissable : « l'absence de démocratie ».

Début avril, dans un éditorial paru à la une du quotidien *l'Aftan du Sahara*, qui passe pour refléter les vues du palais, M. Ahmed Alaoui, ministre d'Etat, s'apitoyait sur le triste sort de l'Afrique où, depuis l'indépendance, la plupart des pays « n'ont connu que des régimes de répression ». L'avenir, écrivait-il, « il n'est pas difficile de le prévoir : la démocratie, comme la liberté, est contagieuse ». On ne saurait mieux dire.

JACQUES DE BARRIN
(Samedi 13 avril.)

Vers un référendum au Sahara occidental

Avec plus de neuf mois de retard sur le calendrier initial, le Conseil de sécurité, dont les cinq membres permanents se sont réunis mercredi 10 avril, devait approuver rapidement le rapport définitif du secrétaire général visant à mettre un terme au contentieux qui, depuis 1976, oppose le

Maroc à l'Algérie à propos du Sahara occidental où devrait être organisé, sous l'égide de l'ONU et à une date non encore fixée, un référendum d'autodétermination, permettant eux quelques 700 000 Saharais de choisir entre l'indépendance ou le maintien dans le royaume chérifien.

Outre l'Irak et quelques autres dossiers critiques, l'ONU affronte un nouveau défi : le Sahara occidental. L'événement de cette ancienne colonie espagnole, que le Maroc administre depuis 1975, est un effet incertain, même si Hassan II la considère, « pour toujours », comme partie intégrante du royaume chérifien. Le secrétaire général des Nations unies s'appuie sur son rapport définitif sur cet épincé dossier qui devrait être réformé, dans les mois à venir, par un référendum d'autodétermination.

Sur le rapport intérimaire de M. de Cuellar, dont la mise en net avait été notamment retardée par la crise du Golfe, l'Algérie avait émis des objections et le Maroc, des « réserves ». Il semble, aujourd'hui, vu de New York, que ces différends sur la composition du corps électoral et la présence de troupes marocaines aient été éliminés et que la voie soit, enfin, ouverte pour l'organisation de la consultation.

Ne serait-ce pas un peu vite dit ? Certes, l'Algérie, occupée à régler ses problèmes intérieurs,

est moins attentive à ce qui se passe au Sahara occidental. Probablement aussi moins combative pour défendre le droit à l'existence d'un « Etat » qu'elle a porté sur les fonts baptismaux à l'époque où elle entretenait des relations exécrables avec Rabat. Reste à attendre le résultat des élections législatives algériennes du 27 juin pour mesurer l'enthousiasme de ceux qui les gagneront à se faire les avocats de la cause sahraoui.

Hassan II, pour sa part, appelle de ses vœux ce référendum dont il avait accepté le principe en 1981, à Nairbi, lors d'un sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Mais, bien entendu, à ses yeux, « il ne s'agit que d'un référendum confirmatif de (notre) intégrité territoriale » qui doit avoir lieu « pour conférer à (notre) unité territoriale une opposabilité à l'égard de tous ».

A la vérité, le roi du Maroc n'est prêt à s'engager dans cette aventure électorale que s'il est assuré d'en sortir vainqueur. Son prestige pâtit durement d'un échec. Ne s'est-il pas présenté à « son » peuple comme le « rassembleur » des énergies

autour de la « cause sacrée » des provinces sahariennes, qui eût lourdement hypothéqué la vie politique ?

L'idéal, pour le souverain chérifien, qui, militairement, reste maître du terrain, serait de négocier un bon compromis avec ceux d'en face, le référendum de pure forme ne servant qu'à l'évaluer. A l'image de ce qui s'est fait entre la France et l'Algérie, au moment de l'indépendance. Mais les discussions directes entre Hassan II et des responsables du Front Polisario sont demeurées sans suite. Quant aux déclarations de dirigeants sahraouis, elles n'ont pas eu l'effet escompté, même si « déserteurs » ont mis jour les faiblesses et les divisions du mouvement sahraoui.

Si les choses ne se présentent pas comme il l'entend, Hassan II pour toujours se retranchera habilement derrière les partis d'opposition, plus que jamais hostiles à l'organisation d'un référendum, à leurs yeux « dépassés ». « Vox populi, vox Dei » ?

(Vendredi 12 avril.)

TOGO : après la découverte d'un charnier

Colère populaire à Lomé

Le Togo a retrouvé peu à peu son calme, samedi 13 avril, après la découverte d'un charnier le jeudi 11 dans la lagune du quartier Bé. Le couvre-feu a été assoupli dès le vendredi soir 12 avril. Le gouvernement a décrété un deuil national, mardi 16 avril, à la mémoire des dizaines de personnes qui ont trouvé la mort, la semaine dernière, dans la lagune de Lomé. Le gouvernement a démenti toute implication de militaires et annoncé l'ouverture d'une enquête dont les conclusions seront rendues publiques.

de notre envoyée spéciale

« Ce sont les militaires ! Ils les ont tués à coups de gourdin », hurle un homme à la voix bruyante de larmes. Jeudi 11 avril, dans la matinée, dix-neuf cadavres ont été retirés des eaux de la lagune. Ils seront bientôt dix-neuf, allongés là, en plein soleil, sur le sol sablonneux, dans le quartier Bé, au cœur de la capitale. On les verra comme on peut, avec des cris, avec des chants. « Dieu est notre seule force », psalmodient les femmes. On évacue les corps avec des pagyes pour chasser les mouches.

Quels qu'en soient les auteurs, ce massacre constitue un drame sans précédent. Amorcé tardivement, la démocratisation du système politique – marquée, depuis près de vingt-quatre ans, au sceau du parti unique – a entisé les impatiences de la rue.

Depuis le 5 octobre, date de la première manifestation ostentative, les heurts et les morts ont été nombreux. La découverte des morts de la lagune vient de faire, d'un seul coup, monter tragiquement les enchères. « Pour nous, les Togolais, c'est un drame insupportable. Jamais on n'avait vu un massacre d'une telle ampleur », souligne Jean-Pierre Cabre, patron du bureau indépendant, le *Tribune des démocrates*. « Le Togo est un petit pays, un couloir de 55 000 kilomètres carrés, avec à peine trois millions d'habitants ! Il ne supporte pas ce qui est arrivé », résume le journaliste en une boutade amère.

Pourtant, devant l'« insupportable », la rue, jeudi matin, se tait. La majorité des habitants de Lomé attend ce que le président Eyadéma va dire dans son discours annoncé pour la mi-journée, le premier depuis le début des émeutes d'avril. Certains ont-ils sincèrement espéré que le « Général » allait jeter spectaculairement l'éponge ? Que celui qui s'était vanté, dans le passé, d'être « trop bon » en viendrait à démissionner ? Ou bien, au contraire, qu'il fustigerait, avec force et ténacité, les exactions supposées de ses troupes ? Ces réveurs, s'il en était, auront été déçus.

Après avoir rappelé les concessions faites à l'opposition le 17 mars (amnistie générale, multipartisme, « Forum de dialogue »), le chef de l'Etat a condamné les « jeunes gens désarmés », transformés en « bandes de hors-la-loi » qui se livrent « à la violence et au vandalisme » et dénoncé les « provocations qui visent à opposer notre jeunesse à notre armée ». Quant aux cadavres de la

lagune, pas un mot. Le président Eyadéma se contentera de déplorer la mort « de civils et de militaires qui sont tombés durant ces manifestations » et d'adresser ses « condoléances » aux familles. Brandissant le spectre du « chaos » et de « la logique de la guerre civile », il conclura sur la nécessité de « sauvegarder, par tous les moyens », les « acquis du pays ».

Dans un communiqué publié, jeudi soir, le Front des associations pour le renouveau (FAR), qui groupe la douzaine de mouvements contestataires de la capitale, dénoncera « l'horreur constatée dans le quartier Bé », sans reprendre à son compte les accusations de la rue. C'est avec une grande prudence que le FAR se contente en effet d'exiger « du gouvernement qu'il fasse « route la lumière sur cette affaire ». « Notre position est équilibrée », reconnaît M. Kokou Koffigoh, un des principaux dirigeants du FAR, qui préside aussi la Ligue togolaise des droits de l'homme. « D'un côté, nous avons obtenu satisfaction sur toutes nos revendications politiques. D'un autre, nous savons que cela n'a pas suffi à calmer la rue », avoue l'avocat.

Les lois sur l'amnistie et le multipartisme ont été votés par le Parlement, jeudi 11, en toute hâte. « La seule chose qui pourrait apaiser les gens, c'est qu'on nous laisse parler publiquement, en nous accordant l'accès aux médias officiels », assure M. Koffigoh. Malgré un calme apparent, chacun est conscient que le moindre incident pourrait relancer l'agitation.

CATHERINE SIMON
(Samedi 13 avril.)

5498 12/25/54

MM. Chirac et Giscard d'Estaing définissent une stratégie commune

Le bureau politique de l'Union pour la France (UPF), réunissant les représentants de l'UDF et du RPR, a conclu, mercredi 10 avril, un accord général concernant l'union de l'opposition. La manifestation adoptée par l'UPF précise, notamment, l'organisation d'un système de « primaires » pour l'élection présidentielle et prévoit que, pour les élections régionales et législatives, l'opposition présentera partout des candidats communs.

Il y avait une obligation morale que politique pour l'opposition à se réunir, en ce début de printemps, le dynamisme de son union. Dès lors que les trois groupes parlementaires venaient d'affirmer leur solidarité en déposant, mardi 9 avril, une motion de censure commune contre le gouvernement, il était paradoxal et politiquement suicidaire que, dès le lendemain, RPR et UDF fussent publiquement leurs divergences lors de la réunion du bureau politique de l'Union pour la France. Depuis l'échec du 8 novembre dernier, ce d'un désaccord brutal sur l'organisation de « primaires » présidentielles en cas d'élection anticipée, chacun avait pu mesurer les effets négatifs, dans l'opinion, de semblables égarments. La rivalité repartait de plus belle entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, la désapprobation des électeurs de chaque camp s'accroissait, l'ironie sur les divisions du Parti socialiste devenait moins fondée, le Front national trouvait une occasion supplémentaire de se gausser, et, au sein de cette opposition, un climat délétère semblait s'installer au Parlement.

La prise en compte de tous ces périls imposait donc qu'un accord fût enfin conclu. Et, même, qu'il fût proclamé de façon quelque peu spectaculaire.

Pénétrés, ainsi, de l'urgence de se ressaisir — et dans un bel état d'union — les responsables de l'opposition ont voulu tout à la fois régler les modalités des élections régionales, législatives et présidentielles, poursuivre les « états gé-

raux », élaborer un programme de gouvernement et lancer des campagnes d'opinion communes.

L'objet du contentieux, qui avait été à l'origine de la rupture du 8 novembre, a trouvé une solution. Si l'élection présidentielle a lieu au terme normal du septennat (1995), la désignation du candidat unique de l'opposition se fera selon le système des « primaires » étalées dans le temps et à travers les régions, tel qu'il avait été arrêté par l'opposition depuis l'année dernière. En revanche, en cas d'élection présidentielle anticipée, une procédure précipitée devra intervenir. Le « comité national pour les élections primaires présidentielles », composé, à parité, de membres du RPR et de l'UDF, devra choisir à la majorité des trois quarts entre les trois solutions suivantes : soit la consultation, co ou seul dimanche, des élus et des électeurs de l'opposition (comme pour une élection à la date normale) ; soit la consultation des seuls élus ; soit, enfin, « toute autre procédure permettant de désigner le candidat commun ».

Hésitations et refus

Si le comité n'arrive pas à se déterminer, le deuxième méthode (consultation des seuls élus) sera automatiquement retenue. Acquis, de la sorte, au principe de la candidature unique, le RPR et l'UDF ont décidé de l'étendre aux deux prochaines consultations nationales, les régionales de 1992 et les législatives de 1993. Pour les premières, la règle sera celle des listes communes. Pour les secondes, celle de candidats communs, avec, toutefois, les exceptions qui pourraient être justifiées, mais seulement dans le cadre de circonscriptions à conquérir qui ne sont pas actuellement détenues par des députés membres des groupes parlementaires RPR, UDF et UDF.

Si les députés sortants conservent le privilège de se représenter seuls dans leur circonscription, aucune répartition n'est, pour le moment, établie entre les trois groupes pour défendre les couleurs

de l'opposition dans les fiefs adverses.

Jusqu'au dernier moment, la prudence, la circonspection, voire le pessimisme ont été de rigueur, au point que, poussant à l'extrême l'intimidation et le pressio psychologique, le report de ce bureau politique tout annoncé avait été agité comme une ultime arme de dissuasion. Horreur ! Cependant, contre ces « Scud » de la division, les « Patriotes » de l'union ont fait barrage. Et, pour que l'accord définitif fût conclu, chacun attendait l'autorisation de M. Giscard d'Estaing. Elle fut accordée co bonne et due forme.

Or le président de l'UDF, absent de Paris durant les derniers jours, entretenait le doute sur ses intentions. Ses représentants chargés des

contacts avec le RPR, MM. François Bayrou et Alain Madelin, ne cachaient ni leur agacement ni leur irritation devant les hésitations et même les refus, exprimés parfois de façon sibylline, par le président de l'UDF des projets d'accord. C'est, tout au moins, ce que racontaient les amis de M. Chirac de leurs conversations avec ceux de M. Giscard d'Estaing. Ces derniers faisaient mine, eux, de s'émouvoir des différences d'approche qu'ils disaient percevoir entre M. Alain Juppé, désireux de conclure avant la réunion du conseil national du RPR, le 13 avril, et M. Nicolas Sarkozy, moins volontaire.

M. Giscard d'Estaing, disait-on, demeurerait intransigeant sur un principe qui aurait consisté à figer la situation électorale datant de 1988.

En conséquence, le RPR et l'UDF auraient dû conserver, chacun, le même nombre de présidences de conseil régional (en métropole : treize pour l'UDF, sept pour le RPR). Quant aux élections législatives, la répartition des candidats uoiques se serait faite à parité entre les deux formations sur l'ensemble des circonscriptions, qu'elles soient acquises ou à prendre.

Ce « gel » d'une situation politique ancienne était considéré comme inacceptable par le RPR et même comme une possible cause de rupture. Le parti de M. Chirac, qui estime avoir déjà été pénalisé en 1988, fait valoir que, depuis lors, les préférences des électeurs de l'opposition ont évolué. Il en veut pour preuve, notamment, le

sondage BVA pour Paris-Match (du 27 mars dernier) donnant 27 % des intentions de vote aux candidats RPR et 11 % à ceux de l'UDF en cas d'élections législatives. Le président du RPR a fait état de cette enquête au cours de la réunion du bureau politique de l'UPF, et il n'a pas hésité à s'en prendre au comportement public des centristes. Par deux fois, sans qu'il prenne la peine de les nommer, M. Chirac a réclamé que « dans la pratique, les gens de responsabilité s'abstiennent de toute critique à l'encontre les uns des autres ».

« Je me demande si je dois me sentir concerné ? » s'est écrié, aussitôt, M. Méhaignerie. M. Chirac ne l'a pas démenti, ayant, confit-il, eu privé, « les oreilles chauffées » par les leçons des centristes sur l'Europe, selon lui tout à fait déplacées, et les « états d'âme » inopportuns de certains centristes lors des votes de censure à l'Assemblée nationale. M. Méhaignerie a fait valoir qu'il ne pense pas « que la censure automatique soit une obligation pour l'opposition » et il a souligné que l'union commence « sur le terrain ». Dans un souci d'apaisement, M. Giscard d'Estaing a expliqué que toutes ces querelles étaient vaines, que « l'union commençait aujourd'hui » et qu'il fallait apprendre, maintenant, à faire l'éloge des uns et des autres.

Ainsi, l'union de l'opposition est officiellement proclamée et magnifiée. M. Chirac a émis le vœu « qu'en la circonstance » par une manifestation hautement symbolique, le cadre est donc dessiné. Il reste à le remplir et, surtout, à convaincre l'opinion — jusqu'ici bien sceptique — du caractère crédible de ces bonnes résolutions. Car l'enjeu reste le même : MM. Giscard d'Estaing et Chirac demeurent bien les deux postulants, toujours en course pour la mission de conduire l'opposition à la conquête de l'Élysée. Désormais les conditions de leur compétition apparaissent : mieux formalisées, simplifiées et, peut-être, clarifiées.

DANIEL CARTON
et ANDRÉ PASSERON
(Vendredi 12 avril.)

Le « manifeste »

Le bureau politique de l'UPF a adopté, mercredi 10 avril, le texte suivant :

Aujourd'hui les difficultés de la France s'accroissent. Le pouvoir socialiste est incapable de résoudre ces problèmes. Le socialisme ne porte plus d'espoirs. Aujourd'hui le désenchantement, l'écœurement, parfois la révolte, sont partout. Les signes les plus flagrants sont dans la décomposition morale. Les affaires de corruption, les tentatives multiples de la droite montrent le véritable visage de ceux qui se présentent, naguère, comme les défenseurs de la morale.

Les dossiers prioritaires du Parti socialiste sont des échecs criants. Le problème des banlieues devait être réglé en 1988. L'école devait trouver un équilibre sans précédent. 1991 devait être l'année de la justice. Il suffit d'énumérer ces trois thèmes pour deviner l'état d'esprit de ceux qui avaient cru aux promesses. La réalité est que le chômage repart, que la France est menacée de récession, que le

monde agricole et rural est abandonné à son sort. En deux ans, trois nouveaux impôts ont été mis en place.

Au bout de dix années, il faut une autre politique pour la France. A cette fin, l'Union pour la France entend proposer aux Français un projet pour la France et préparer la nécessaire alternance.

La dynamique d'un projet pour la France : le travail des états généraux doit être prolongé, aujourd'hui, par l'élaboration d'une plate-forme commune de gouvernement, qui devra être présentée, en fin d'année 1991 ou début d'année 1992. Cette plate-forme commune vaudra engagement pour les deux formations composant l'Union pour la France à gouverner ensemble.

La dynamique de candidats commune pour gagner ensemble les prochaines élections : l'Union pour la France s'engage à présenter et à soutenir un candidat commun dès le premier tour de la prochaine élection présidentielle. L'Union pour la France présentera des listes com-

munes aux prochaines élections régionales et den candidats communs aux prochaines élections législatives. Les investitures communes seront préparées dans le cadre de la commission électorale de l'Union pour la France. Cette commission déterminera, d'un commun accord, les exceptions éventuelles qui pourraient être justifiées, dans le seul cadre des circonscriptions à conquérir, par la recherche de la plus grande efficacité électorale.

La dynamique d'actions communes à l'ensemble de l'opposition : l'Union pour la France se fixe pour objectif de faire connaître aux Français les propositions qui sont les siennes :

— au niveau national, en engageant des campagnes d'opinion communes et en mobilisant les porte-parole de l'Union pour la France.

— au niveau local, en organisant un tour de France de réunions communes dans tous les départements. (Vendredi 12 avril.)

SPORTS

Résultats

Automobilisme

Championnat du monde des voitures de sport

Première des dix épreuves du nouveau championnat du monde des voitures de sport, les 430 km de Suzuka, disputés dimanche 14 avril au Japon, ont été gagnés par l'équipage franco-italien Baldi-Alfieri sur Peugeot 905 (les 74 tours en 2 h 25 mn 01 s à la moyenne de 179,37 km/h). C'était la troisième course de la 905 à moteur atmosphérique depuis sa création il y a un an.

Cyclisme

Marc Madot le vainqueur de Paris-Roubaix

Six ans après sa première victoire dans la course Paris-Roubaix en 1985, le Français Marc Madot (RMC) a une nouvelle fois remporté la « reine des classiques », dimanche 14 avril dans le Nord. Il est arrivé sur la piste du vélodrome de Roubaix avec plus d'une minute d'avance sur le Grenoblois Jean-Claude Colotti (Tonton Topis) et le Belge Carlo Bomans (Weinmann). Depuis le « double » d'Henri Pelissier en 1919 et 1921, aucun coureur français n'avait réussi à s'imposer à deux reprises.

Football

Coupe d'Europe des clubs champions

L'Olympique de Marseille s'est imposé face au Spartak de Moscou (3-1), mercredi 10 avril, en match aller des demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions de football. Avant même la seconde manche, l'équipe marseillaise nambie pratiquement assurée de se qualifier pour la finale, le 28 mai à Bari (Italie). Dans l'autre demi-finale, les Yougoslaves de l'Etoile rouge de Belgrade

se sont imposés à Munich contre le Bayern (2-1).

Championnat de France

La trente-troisième journée du championnat de France de première division a été marquée par la lutte à distance de Cannes et de Lille pour la quatrième place du classement, place qualificative pour une Coupe d'Europe, tandis que l'OM, trois jours après sa victoire à Moscou, assommait Nancy. « Lille b. Auxerre 1-0 » « Nantes et Sochaux 0-0 » « Caen b. Montpellier 1-0 » « Metz b. Nice 1-0 » « Bordeaux b. Rennes 1-0 » « Lyon et Toulon 1-1 » « Marseille b. Nancy 6-2 » « Toulouse et Brest 0-0 » « Cannes b. Paris-SG 2-0 » « Monaco b. St-Etienne 2-0 » Classement : 1. Marseille, 47 pts ; 2. Monaco, 44 pts ; 3. Auxerre, 41 pts ; 4. Cannes, 38 pts ; 5. Lille, 35 pts ; 6. Montpellier, Metz, 34 pts ; 8. Lyon, 33 pts ; 9. Brest, Caen, 32 pts ; 11. Nice, Paris-SG, Nantes, 31 pts ; 14. Bordeaux, 30 pts ; 15. Sochaux, Toulon, 29 pts ; 17. St-Etienne, Toulouse, 28 pts ; 19. Nancy, 27 pts ; 20. Rennes, 28 pts.

Motocyclisme

Vingt-quatre heures de Mans

La Yamaha privée des Français Philippe Monneret, Bruno Bonhult et Rachel Nicoté a domé le pion aux épreuves officielles Kawasaki et Suzuki lors de la quatorzième édition des Vingt-quatre heures du Mans motocyclistes disputées samedi 13 et dimanche 14 avril sur la circuit de la Sarthe. L'équipage privé a devancé deux Kawasaki d'usine, celles de Thierry Crine et d'Alexis Vieira, tandis que les deux Suzuki officielles étaient contraintes à l'abandon. C'est la troisième victoire d'une moto privée depuis la création de l'épreuve d'endurance en 1978 ; les

deux premières avaient eu lieu en 1984 et 1985.

Natation

La retour raté de Mark Spitz

Dix-neuf ans après avoir gagné sept médailles d'or aux Jeux olympiques de Munich, l'Américain Mark Spitz, âgé de quarante et un ans, e entrepris de se qualifier pour les Jeux de Barcelone en 1992. Toutefois il n'a pas réussi son premier test : samedi 13 avril, à Mission-Viejo (Californie), il a été battu par son compatriote Tom Jager, champion du monde et détenteur du record des 50 m nage libre, qu'il affrontait sur 60 m papillon : Jager a réalisé 24 s 92 et Spitz 26 s 70.

Rugby

Championnat de France

Pour la première fois depuis trente et un ans, Agen ne disputera pas la phase finale du championnat de France de rugby. Au moment où le président du club, Guy Basquet, était sorti du comité directeur de la FFR, l'équipe de Pierre Barbizier était tombé en échec par Tarbes (21-12), qui éliminait ainsi le demi-finaliste de l'an passé. Autre absent des phases finales : Grenoble, Castres et Colomiers.

Tennis

Tournoi de Tokyo. — Pour la troisième année consécutive, le Suédois Stefan Edberg, numéro un mondial, n'est imposé dans le tournoi de Tokyo : il a battu en finale le Tchèque Ivan Lendl, classé à la troisième place, 6-1, 7-5, 6-0.

Tournoi d'Amelia-Island. — L'Argentine Gabriela Sabatini a gagné son quatrième tournoi de la saison en battant l'Allemande Steffi Graf en finale du tournoi d'Amelia-Island 7-6, 7-6.

SCIENCES

Le retour de la navette Atlantis et l'anniversaire du vol de Gagarine

Trente ans dans l'espace

Cela se passe le 12 avril 1981 sur la base de Baikonour, dans le Kazakhstan. Ce matin-là, à 7 h 07, Youri Gagarine s'envole pour l'espace à bord de la capsule Vostok-1 (Orient-1). Quelques minutes plus tard, les grondements des moteurs de sa fusée se sont tus, et il découvre lentement les joies de la vie en apesantur et le spectacle inoubliable de cette planète bleue que, plus tard, nous révéleront les premiers hommes sur la Lune.

Solidement sanglé sur son siège éjectable, dans la cabine étiquetée qui lui ont confectionné les ingénieurs soviétiques, Youri Gagarine, fils de paysan, qui est alors âgé de vingt-quatre ans, accomplit en cent huit minutes seulement le premier tour de la Terre en orbite spatiale. Il entre ainsi dans l'histoire. Non sans fracas. Car, n'il est le premier homme à voler dans l'espace, il est aussi celui par qui le scandale arrive, celui qui humilie toute une nation.

Ce jour-là, en effet, l'Amérique découvre avec stupeur une nouvelle qui ne surprend pas vraiment ses dirigeants : elle n'est plus la première en tout, l'Ours soviétique lui a damé le pion dans un domaine technologique qu'elle considérait comme une chasse gardée. A la hâte, Washington tente bien de laver l'affront en faisant accomplir, le 5 mai, un seul tour de puce de quinze minutes à l'astronaute Alan Shepard. Puis, le 20 janvier 1962, c'est au tour de John Glenn de boucler trois révolutions autour de la Terre.

Mais ces modestes prestations ne peuvent faire oublier ni le vol de Gagarine ni celui de son compatriote Guernan Titov, champion toutes catégories du tour de Terre avec dix-sept orbites bouclées sept

mois plus tôt ! Pas un homme politique occidental, pas un scientifique, n'aura la tentation de rabaisser les exploits soviétiques. Exploits techniques d'abord, qui mettent en avant une maîtrise acquise dans le domaine des vols spatiaux, mais aussi celle — et le message ne peut être plus clair en cette période de guerre froide — que les Soviétiques manifestent dans celui des fusées balistiques intercontinentales.

La fin des pionniers

Exploits diplomatiques enfin, dans la mesure où ces premières spatiales sont aussi de merveilleuses opérations de propagande qui servent mieux les intérêts de l'Union soviétique que ne le feraient de nombreux discours. Il faudra attendre en effet le premier pas de Neil Armstrong sur la Lune, le 21 juillet 1969, pour que l'Amérique relève la tête. Ironie de l'histoire, Gagarine n'en saura rien car, seize mois plus tôt, il n'est tué aux commandes d'un avion d'entraînement.

Trente ans après, tout cela paraît un peu désuet. Le temps des pionniers et de la propagande spatiale a vécu, victime des événements et de réalités économiques. La mur de Berlin est tombé et le lustre de l'Union soviétique, comme celui des Etats-Unis, a pâli et avec lui celui des grandes premières spatiales. Certes, les Soviétiques sont toujours les champions du nombre de lancements de fusées. Certes, ils multiplient les vols habités et disposent avec la station orbitale Mir d'un formidable complexe de plusieurs dizaines de tonnes que leur envient les Américains.

Mais tout cela ne doit pas faire oublier que l'Union soviétique, en

butte à une situation économique catastrophique, a dû prendre des décisions difficiles. Conséquences : la navette Bourane comme la fusée géante Énergie n'ont toujours pas volé à nouveau ; quant à la future station spatiale qui devait succéder à Mir et conduire, à la fin du siècle, à la réalisation en orbite d'un ensemble habitable de 400 tonnes (1), elle est renvoyée aux calendes grecques.

Même son de cloche aux Etats-Unis, où les déboires et les bavures de la NASA ont sérieusement entamé l'enthousiasme des politiciens. D'autant que dans les services de lancement, longtemps domaine privilégié des Américains, l'Europe a progressivement conquis la moitié du marché. Aussi ne faut-il guère s'étonner que l'argent n'arrive plus à flots et que le financement des programmes soit plus à l'arrêt. Au point que beaucoup n'interrogent, par exemple, sur l'utilité de la fameuse station spatiale américaine Freedom, dont le Congrès a récemment réduit les ambitions en opérant des coupes sévères dans les budgets.

Drôle d'anniversaire donc que ces trente ans de l'homme dans l'espace, soulignés hier — hasards de l'histoire — par le premier vol de la navette Columbia le 12 avril 1981 et, aujourd'hui, par le retour retardé des cinq astronautes d'Adonis, qui, si la météo les y avait contraints, auraient pu en poser aussi un 12 avril sur les pistes de la base californienne d'Edwards. Dans l'indifférence la plus totale.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
(Samedi 13 avril.)

(1) Déclaration de Victor Blagov, directeur des vols habités au Centre de contrôle soviétique (TSOLUP), à la revue Air et Cosmos du 8 avril.

هكذا من الاول

1^{er}. - URSS : Des mineurs se mettent en grève dans plusieurs régions. Le conflit s'étend pendant tout le mois mais le gouvernement exige une reprise du travail avant toute négociation [3-4, 7, 8, 14, 21, 26 et 27].

2^e. - SRI-LANKA : Ranjan Wijeratne, ministre de la défense, est assassiné à Colombo dans un attentat qui fait au moins vingt morts. Il menait un combat acharné contre la guérilla séparatiste maoïste qu'il a fait près de 6.000 morts depuis le 11 juin 1980. Les combats de reprise des combats [3-4, 5, 16 et 24-25] 11VU).

3^e. - SAO-TOMÉ-ET-PRINCIPE : M. Miguel Trovada, qui avait le soutien de l'opposition, remporte l'élection présidentielle avec plus de 80% des suffrages. Il succède au président Manuel Pinto Da Costa, qui n'avait obtenu l'indépendance en 1975, qui ne se représentait pas (6 et 13).

3^e. - URSS : Dans les Républiques baltes d'Estonie et de Lettonie, plus de 80% des inscrits participent au référendum « librement » organisé par les autorités locales. Le « oui » remporte 70% des suffrages [3-4 et 5].

4^e. - CHILI : Le rapport de la commission « pour la vérité et la réconciliation », qui dénonce les crimes commis par de nombreux militaires sous la dictature, est rendu public. Le 27, le général Pinochet critique avec violence la « partialité » du rapport, dont tous les partis, même le droit vainement le sérieux et l'objectivité (6, 7, 9, 14, 24-25, 26, 28 et 30).

4-6. - FRANCE-PAYS-BAS : Visite officielle en France de la reine Beatrix des Pays-Bas et du prince Claus (du 3 au 7).

5^e. - ÉTHIOPIE : Les rebelles érythréens et tigériens, qui contrôlent presque tout le nord du pays, annoncent qu'ils se sont emparés des provinces du Goudjam et du Gondar, au nord-ouest d'Addis-Abeba [7, 14, 20 et 24-25].

7^e. - ALBANIE : Le port de Durres est placé sous contrôle militaire pour endiguer une nouvelle vague d'émigration ; depuis le début du mois, jusqu'à mille Albanais ont pris d'assaut des bateaux pour se réfugier en Italie. Le 10, deux mille d'entre eux regagnent l'Albanie en raison du mauvais accueil réservé à Brindisi, où les autorités ont été complètement dépassées par cet afflux de réfugiés (du 6 au 13 et 26).

7^e. - CEE : M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, affirme, à Londres, que l'*"absence"* de la CEE dans le conflit du Golfe a confirmé la nécessité d'une politique de défense commune [Doux (3-4), 6, 8, 9, 12, 24-25 et 28].

9^e. - YUGOSLAVIE : A Belgrade, la répression d'une manifestation de l'opposition serbe contre le manque d'objectivité des médias fait deux morts. Sous la pression des étudiants, qui occupent une place du centre de Belgrade, les autorités serbes (ex-communistes) cèdent, le 12, sur plusieurs revendications. Le 13, M. Borisav Jovic, président serbe, annonce sa démission, mais celle-ci est refusée, le 20, par le Parlement serbe. Comme M. Slobodan Milosevic, président de la Serbie, M. Jovic réclame l'intervention de l'état d'urgence et l'instauration de l'armée pour éviter la « décomposition » du pays [promises selon lui dans la presse la matinée (5, 6, 9,

du 12 au 23, 27, 29 et 30VII, 1 et 3/VI).

10^e. - BURKINA-FASO : Le parti unique au pouvoir abandonne la marxisme-léninisme et opte pour le libéralisme et l'économie de marché (12).

10^e. - MALAWI : Des inondations font entre sept cents et mille morts ainsi que près de cent mille sans-abris dans le sud-est du pays (15, 16 et 21).

10^e. - SALVADOR : Aux élections législatives, l'ARENA (droite), parti majoritaire depuis 1983, perd la majorité absolue avec 39 des 84 sièges. La Démocratie chrétienne obtient 20 sièges et le Parti de conciliation nationale (droite), 9, tandis que l'Alliance de gauche Convergence du Parlement craquait fait son entrée au Parlement avec 8 sièges (10-11, 15 et 26).

10^e. - URSS : Trois mille partisans de M. Boris Eltsine manifestent à Moscou sous les murs du Kremline. Dans un message enregistré, M. Eltsine accuse M. Gorbatchev de « mener la perestroïka » et appelle à « déclarer la guerre à la direction soviétique ». Le 28, ils sont encore dix mille à se rassembler à Moscou malgré l'interdiction de la manifestation et une impressionnant déploiement de forces (11, 13, 24-25, et du 28 au 30 et IVU).

13^e. - INDE : Le Parlement est convoqué après la démission, le 6, de M. Chandra Shekhar, premier ministre depuis quatre mois. Des élections sont prévues fin mai (7, 8, 14, 15 et 30).

14^e. - ALLEMAGNE-SUR : M. Erich Honecker, ancien premier ministre allemand transféré à bord d'un avion militaire soviétique d'un hôpital de la banlieue de Berlin à Moscou pour des « raisons humanitaires », départ ne suscite que des protestations de principe à Bonn, en dépit du fait d'arrêt lancé contre lui le 10 novembre 1989 et de la justice demande (16, 17, 20 et 22).

14^e. - GRANDE-BRETAGNE : Irlandais, condamnés à la dette perpétuelle en août 1975 pour avoir tenté la bombe commémorative novembre 1974 contre deux pubs à Birmingham, sont innocencés et libérés après la révision de leur procès (16).

15^e. - ALBANIE-ÉTATS-UNIS : Les relations diplomatiques rompues en 1939, sont rétablies (13 et 14).

15^e. - POLOGNE : Les pays occidentaux regroupés à la Polono annulation de 50% de sa dette technique, qui s'élève à 33 milliards de dollars sur une dette totale de 66 milliards. Le 21, les Etats-Unis allègement à 70% pour les 17 milliards qui leur sont dus (16, 17, 22 et 23).

16^e. - GRANDE-BRETAGNE : L'équipe britannique de rugby bat le grand chelem dans le Tournoi des cinq nations en battant par 21-19 Twickenham le Quinzaine française termine à la deuxième place (le 17 et FINLANDE). Aux élections législatives, le Parti social-démocrate arrive en tête de proue du scrutin, tins depuis le début du siècle, que 48,9 % des 200 sièges devancé par le Parti du centre remporte 55 sièges (+15). La formation par les sociaux-démocrates conservateurs (40 sièges ; +10) libéraux (11 sièges ; -1), au

du 12 au 23, 27, 29 et 30/III. 2 et 3/IV).

10. - **BURKINA-FASO** : Le Parti unique au pouvoir abandonne le marxisme-léninisme et opte pour la libre entreprise et l'économie de marché (12).

10. - **MALAWI** : Des inondations font entre sept cents et mille morts ainsi que près de cent mille sans-abri dans le sud-est du pays (15, 16 et 21).

10. - **SALVADOR** : Aux élections législatives, l'ARENA (droite), parti au pouvoir depuis 38 ans, perd la majorité absolue (39 sur 98 sièges). Le Front démocratique chrétien obtient 26 sièges et le Parti de conciliation nationale (droite), 9, tandis que l'Alliance de gauche Convergence démocratique fait son entrée au Parlement avec 8 sièges (10-11, 15 et 26).

10. - **URSS** : Trois cent mille partisans de M. Boris Yeltsine manifestent à Moscou sous le drapeau du Krenin. Dans un message enregistré, M. Yeltsine accuse M. Gorbatchev de « mener la persécution » et appelle à « déclarer la guerre à la direction soviétique ». Le 28, ils sont encore deux cent mille à se rassembler à Moscou malgré l'interdiction d'une manifestation et un impressionnant déploiement de forces (12, 13, 24-25, et du 28 au 30/IV).

13. - **INDE** : Le Parlement est sous pression à la démission, le 6, M. Chandra Shekhar, premier ministre depuis quatre mois. Des élections sont prévues fin mai (7, 8, 14 et 30).

14. - **ALLEMAGNE-URSS** : M. Erich Honecker, ancien président d'est-allemand, est transféré à Moscou. Le banquier soviétique, un héros de la bataille de Berlin à Moscou pour des « raisonnements humanitaires » dépan ne quitte pas le pays. Le 14, le prince de Bouni, en dépit du refus d'arrêt lancé contre lui le 30 novembre 1990 par la justice allemande (16, 17-18, 20 et 22).

14. - **GRANDE-BRETAGNE** : L'Irlande, condamnée à la dette perpétuelle en août 1975 pour attentats à la bombe communs, le 14 novembre 1974 contre une banque à Birmingham, sont lancés et le 14, après la révision de leur procès (16).

15. - **ALBANIE-ÉTATS-UNIS** : Les relations diplomatiques, rompues en 1939, sont rétablies (13 et 14).

15. - **POLOGNE** : Les pays ci-dessus regroupés au sein du Club de Paris accordent à la Pologne l'annulation de 50 % de sa dette publique, qui s'élève à 33 milliards de dollars sur une dette totale de 66 milliards. Le 21, les États-Unis s'allègent à 70 % pour les 16, 17, 22 et 23/IV).

16. - **GRANDE-BRETAGNE** : L'équipe d'Angleterre de rugby, le chancelier dans le Tournoi cinq nations en battant par 21-17 Tweekenham le Quinze français termine à la deuxième place en décembre (15 et 19).

17. - **FINLANDE** : Aux élections législatives, le Parti social-démocrate arrive en tête. Quarante pourcents des députés du début du siècle, qui (1-8) des 200 sièges que le parti du Centre (15-16) forme par les sociaux-démocrates conservateurs (40 sièges : 17 libéraux (11 sièges) - 1), au

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro
du Monde où est rapporté l'événement cité.
(Jeudi 11 avril.)

_____ par EDOUARD MASUREL _____

depuis avril 1987, ne dispose plus de la majorité absolue au Parlement (17-18 et 19).

17. - URSS : 80 % des Soviétiques participent au référendum sur le « maintien d'une Union renouée » avec dans les six Républiques sur quinze (les trois baltes, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie) qui ont refusé de l'organiser et où seule les minorités nussophones ont voté. Le « oui » recueille 76 % des suffrages, en particulier grâce au vote rural et à celui des Républiques d'Asie centrale. L'approbation est beaucoup moins massive dans les grandes villes de Russie et d'Ukraine. En Russie, l'insatisfaction d'une présidence élue au suffrage universel est approuvée par 68,8 % des électeurs (7 et 10 du 23).

18. - ALLEMAGNE : Les « manifestations du lundi » comme à l'automne 1989, reprennent à Leipzig, où cinquante mille personnes protestent contre la montée en flèche du chômage dans l'ex-RDA et dénoncent la politique du chancelier Kohl. D'autres rassemblements ont lieu dans plusieurs autres villes de l'Est, tandis que M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, estime, le jour que les effets de l'unification monétaire sont « dévastateurs » (24, 10-11, 12, du 20 au 23, 27, 28 et 29).

18. - TOGO : Le président Eyadéma accepte le principe du multipartisme après une semaine de manifestations et d'affrontements dans les rues de Lomé (du 15 au 20 et 22/11, 21/IV).

21. - GRANDE-BRETAGNE : Le gouvernement de M. Major annonce la suppression en avril 1993 de la poll tax, l'impôt local très impopulaire instauré par M^{re} Thatcher en avril 1990. Pour l'année fiscale 1991-1992, la poll tax est fortement réduite grâce à une hausse du taux de la TV, qui passe de 15 % à 17,5 % (9, 14, 20, 21 et 23).

22. - SOUDAN : Un nouveau code pénal, fondé sur la *charia*, la loi islamique, entre en vigueur dans les régions à majorité musulmane (24-25).

24. - BÉNIN : Au second tour de la première élection présidentielle pluraliste, M. Nicéphore Soglo, premier ministre depuis mai 1990, l'emporte avec 67,73 % des suffrages, sur M. Mathieu Kérékou, chef de l'Etat arrivé au pouvoir en octobre 1972 grâce à un putsch militaire, qui obtient contre 32,27 % (5, 12, 13, 15, 19 et 20 du 26/11 au 21/IV).

25. - CHINE : Le discours prononcé par M. Li Peng, premier ministre, pour l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, marque un assoupissement de la ligne officielle. M. Li expose les difficultés auxquelles se heurtent les réformes économiques, sans remettre en cause la politique d'ouverture

prônée par M. Deng Xiaoping (26 et 27).

25. - MALI : Le général Moussa Traoré, au pouvoir depuis novembre 1968, est renversé par un coup d'Etat militaire après quatre années d'émeutes contre la répression et les maux de la guerre civile. Les putschistes promettent des élections démocratiques avant la fin de l'année (à partir du 23).

25. - SUISSE : Mort de Mgr Marc Leclercq, évêque français intérimaire à Lausanne, élu excommunié par Jean XXIII le 26 juin 1963, à l'âge de 82 ans. Il est juan 1988 (26 et 27/11, 3 et 4/IV).

26. - FINANCES MONDIALES : Les cours du dollar atteignent 1,71 DM, 140 yens et 5,81 F à Paris. En six semaines, malgré les interventions répétées des banques centrales, ils ont progressé de 8 % par rapport au mark. Cette hausse s'explique par le succès américain dans la guerre du Golfe, mais aussi par les perspectives de reprise de l'économie américaine, tandis que le mark est affaibli par la dégradation de la situation économique de la RFA (10, 13, 15, 17, 17 au 21, 24-25, 27 et 31/11-1/IV).

29. - AUTRICHE : Deux de ses trois aides soignantes de l'hôpital de Lainz, près de Vienne, qui étaient jugées depuis le 23 février par la cour d'assises de Vienne pour avoir tué 47 condamnés à la réclusion à perpétuité et les deux autres à vingt et quinze ans de prison (2, 3-4, 28 et 31/11-1/7 et 1/IV).

29. - ITALIE : M. Giampaolo Andreotti, président du conseil de juillet 1989, annonce la démission de son gouvernement en raison d'un accord entre le chef du 13 et le chef de la coalition sur le thème de l'élection le 10 du chef d'Etat (30 et 31/11-1/IV).

29. - RWANDA : Un accord cesse-le-feu est signé avec les rebelles d'origine tutsie, qui affrontaient depuis dans le nord du pays depuis le 1^{er} octobre 1990 (7 et 31/11-1/7 et 1/IV).

31. - AFGHANISTAN : Le vice-Roi, Khosr, proche de la frontière pakistanaise, est la première conquise par les moudjahidins depuis le départ des troupes soviétiques en février 1988 (2, 2 et 3/IV).

31. - ALBANIE : Au premier des premiers élections législatives, le Parti du travail (communiste) obtient 64,5 % des suffrages contre 27 % au Parti démocratique créé en décembre 1990. Alors que la participation a atteint 98,9 %, les communistes ont massivement gagné au profit des communistes (27 et 30/11 au 4/IV).

31. - URSS : La Géorgie ont son tour un référendum « illégal » sur la sécession de la « ouï » recueille 98,9 % avec une participation de 90 % (2 et 3/IV).

3. - M. Mitterrand, tirant dans une allocution télévisée ses conclusions de la guerre du Golfe, déclare : « *Je tiens que la France a tenu son rang et son rôle* ».

4. - Pour une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU au Consistoire, le Secrétaire général a convenu avec les chefs d'Etat ou de gouvernement afin « d'assurer, au Moyen-Orient et ailleurs, les bases d'une paix juste et durable ». Il souhaite que l'Organisation de la défense française (du 5, 9, 12 et 14).

6. - M. Rocard explique, dans un entretien au *Monde*, comment il veut faire passer dans la société française le « *modèle d'Etat* » souhaité par M. Mitterrand (7 et 9).

8. - Mort accidentelle de Michel d'Ornano, ancien ministre et bras droit de M. Giscard d'Estaing (9, 10-11 et 14).

10. - Les Economies budgétaires sont rendues publiques. D'un montant total de 10,2 milliards de francs, elles sont nécessaires, non pour financer le coût de la guerre du Golfe, qui est quasiment nul, mais pour pallier la perte de recettes fiscales due au ralentissement de la croissance économique (2, 8, 12, 13, 14, 20, 23 et 28).

13. - Le bureau exécutif du PS adopte à l'unanimité une motion sur la guerre du Golfe, appelant les socialistes à « *appuyer, dans l'unité et la clarté* », l'action de M. Mitterrand, qui a été « *validée par les faits* ». Mais, le 15, M. Chevènement désavoue les membres de son courant qui ont approuvé ce texte (3-4, 9, 12, 13, 15 au 21, 23, 27 et 29).

13. - M. Jacques Mellick, ministre de la mer, présente un plan de reconstruction de la flotte de pêche qui prévoit la démolition ou la vente d'environ mille bateaux (14).

15. - Alors qu'une polémique s'est engagée sur le rôle d'un universitaire, M. Georges Pompidou, qui a été commissaire politique en 1953 dans un missionnaire de prisonniers français du Vietnam, des détenus de ce camp annoncent leur intention de poursuivre M. Boudard pour crimes contre l'humanité (14, du 16 au 23, 27, 29 et 30).

17. - Les élections territoriales en Polynésie sont un succès pour le parti de M. Gaston Flosse, proche du RPR, qui remporte 18 (4-6) et 41 sièges. Le 21, M. Vernaudou (5 sièges) pour M. Entrer du gouvernement du territoire, dirigé depuis décembre 1987 par M. Alexandre Léonetti, membre de la majorité présidentielle, dont la liste a conservé que 14 de ses 23 sièges (15, du 17 au 26 et 30/III, 21/V).

18. - La Banque de France abaisse son taux directeur de 9,25 à 9 % (20).

20. - La coup d'arrêt de Versailles aggrave les pénes prononcées en première instance contre M. Jean-Marie Le Pen. Poursuivi pour avoir déclaré, en septembre 1987, que l'existence des chambres à gaz était un « *point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale* ». M. Le Pen a été condamné à 12 millions de francs de dommages-intérêts et frais de publication, le tribunal national dénonce une tentative de « *apophyse financière* » (9, 20, 21 et 27).

18. - L'inspecteur Antoine Gaudino est révoqué de la police nationale. Son livre sur l'affaire des fausses factures de la SORMAE, publié en

octobre 1990, avait réincité à croire que sur le financement du PS (6, 16, 20 au 23, 27 et 29).

19. - La session extraordinaire du 20 au 23, 27 et 29.

20. - Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a prévalu pendant le conflit (du 20 au 22).

20. - Devant le conseil des ministres, M. Mitterrand admet que le gouvernement a promis de la Réunion, qu'il n'a pas tenu. Il a été réprimandé par le Parlement, qui a voté une motion de censure. Le débat sur le rôle de la France ouverte par la guerre du Golfe est le cœur des débats de la session. Les congressistes de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient. Mitterrand, députés et sénateurs se félicitent du consensus qui a pré

annonceur le rétablissement de leurs relations diplomatiques, rompus en avril 1988.

Le 20, puis le 22, l'aviation américaine abat deux chasseurs bombardiers irakiens qui viole dans le ciel iranien en violation de l'accord de cessez-le-feu. En revanche, les pilotes américains n'ont pas pour instruction d'abattre les hélicoptères de combat irakiens utilisés contre des rebelles chiites et kurdes. Malgré la violence de la répression et les appels à l'aide des insurgés, les Etats-Unis refusent d'intervenir dans ce conflit interne à l'Irak.

Le 22, Le Conseil de sécurité de l'ONU assouplit l'embargo appliqué à l'Irak en raison de la situation économique désastreuse de ce pays : la famine et les épidémies menacent, tandis que la distribution de nourriture, d'eau potable, d'électricité, d'essence est totalement désorganisée.

Le 23, un nouveau gouvernement irakien est constitué. M. Saddam Hussein abandonne à M. Saoudoun Hammadi le poste de premier ministre, mais cela ne remet pas en cause sa position dominante.

Le 28, Bagdad annonce la reconquête de Kirkouk. Appuyées par de violents bombardements, les troupes gouvernementales poursuivent les jours suivants leur contre-offensive, tandis que les insurgés, contraints de se replier, dénoncent le massacre de milliers de civils et que des centaines de milliers de réfugiés s'enfuient vers les frontières turque et iranienne.

cité de vol et crèche

l'âge, le 24 janvier, de la p
diocésane de M. Pierre Bot
de M. Noir et candidat sou
RPR aux législatives pa
Lyon le 27 janvier (du 24

CULTURE

2. - Mort de Serge Co
cheuteur-compositeur,
cinéma: (5, 9 et 10-11).

7. - Mort du paléont
Piveteau (9).

9. - *Cyano de Be*
portraits dessinés à Paris.
meilleur film, du meilleu
pour Jean-Paul Rappae
meilleur acteur pour G
dieu. En un an, le film a
par plus de quatre mill
tateurs en France (7, 9 e

11-12.
Planchon: *Le Vieil Iri*
Paroli, sont mises en scè
tées par l'auteur au TN
banno (23).

12. - Une Rétro
œuvres sculptées par A
entre 1881 et 1907 est
Musée Rodin (16).

19. - Création m
Mort de Klinghoffer, de
du compositeur amér
dans une mise en scène
lars, au Théâtre de B
Bruxelles (14 et 23).

25. - *Danse avec d*
sept Oscars à Hollywo
du meilleur film et du
sateur pour Kevin Cos
27).

30. - Mort de la c
via Monfort (21/v).

[illegible]

u-
 du-
 les
 les
 ges
 de
 ex-
 prio-
 rance
 dre
 le
 de
 bourg,
 et
 Jean
 rem-
 du
 ateur
 a du
 de par-
 timent
 vu
 spec-
 Roger
 fragile
 terpré-
 leur-
 e des
 Claud
 sée au
 de la
 opéra
 John
 ter Sé-
 lania à
 obtient
 nt ceux
 ur réali-
 u 23 au
 mme Sil-

vant les deux cham-
s, qui l'ovation-
il déclare que « le
nu de mettre fin au
-arabe », sans ennon-
ciations.

Etats arabes du Golfe
gypte et la Syrie signent
un accord de coopération
pour le maintien de la
l'ordre la sécurité dans
le retrait des troupes de
l'Organisation. Les
soutiens américains ont
et se poursuivent tout le
même de cinq mille par
mille de prisonniers
ont libérés : l'Irak
détient que sept mille,
Koweït évalue à plus de
le nombre de ses res-
civiles et militaires, enle-
vés irakiens. D'au-
queranta journalistes
t, dont dix-huit Français,
s disparu depuis une
dans la région de Basso-
rès la Ba.

James Baker, secrétaire
américain, commence par
soudite une tournée qui le
conduira au Caire les 10 et
11 avril les 11 et 12, à

un accord est conclu avec les pays
arabes du Golfe, l'Egypte et la Syrie
sur des arrangements de sécurité
régionaux.

Meis l'essentiel du voyage
concerne la relance du processus de
règlement du conflit israélo-arabe. A
propos, M. Baker se fait « encourage-
ment » par les « signes de bonne
volonté » et le « nouvel état d'esprit »
constatés dans les pays visi-
tés. A Jérusalem, le 12, il s'entre-
tient avec une délégation de dix
personnalités nationales palestini-
ennes des territoires occupés, qui
avait reçu l'aval de l'Olp pour cette
première rencontre avec un chef de
la diplomatie américaine.

Le 10, quatre Israéliennes sont
essassinées à coups de couteau à
Jérusalem par un jeune Palestinien,
qui est arrêté. En mars, sept Israé-
liens sont tués et une dizaine d'au-
tres blessés, la plupart à coups de
couteau. Alors que la tension s'est
nettement aggravée dans les terri-
toires occupés, soumis à un couver-
cle total pendant toute la guerre du
Golfe, les autorités israéliennes
annoncent, le 24, que quatre Pales-
tiniens vont être expulsés vers le
Liban.

Le 14, M. Mitterrand, recevant
M. Bush à la Martinique, l'assure du
soutien de la France aux efforts

rechercher une p
Proche-Orient.

Le 14, l'émir J.
Koweït après sept
Arabie saoudite. L
plaignent des lents
en route du pays
et la nourriture
sieurs qui le soude-
tiennent les dizai-
nés en feu et les
lières de mines pos-
sibles. D'autre par-
sont victimes d'
accusés d'avoir oc-
cupant même si

Le 16, M. Sadat
nonces son premi-
la fin de la guerre
ellusion à la ques-
annonce l'écroule-
ment chitine dans
affirme que la
Kurdes va subir

Après de vains
se poursuivent
l'armée irakienne
reprandre le con-
Sud, mais les Is-
s'emparent, le
lère de Kirkouk
que « 95 % du
libéré ».

Le 2, le Conseil de sécurité de l'ONU vote, par onze voix contre une (Cubai et trois sans voix) [Chine, Inde, Yémen], la résolution 686, qui fixe les conditions du cessez-le-feu avec l'Irak. Des discussions vont s'engager à partir du 20 entre les cinq membres permanents du Conseil pour la mise au point d'une nouvelle résolution en vue d'établir un cessez-le feu définitif.

A partir du 2, des soulèvements éclatent dans le sud de l'Irak. Les jours suivants, des insurgés chiites prennent le contrôle des plusieurs villes de cette région, dont Bassora, Amara, Nasrabad, Dour, Bassoora, Karbala. Le 12, Bagdad tendie que les rebelles kurdes ouvrent un second front dans le nord de l'Irak. Mais les forces gouvernementales se réorganisent pour mater ces révoltes.

Le 3, les commandants alliés et irakiens concluent l'accord de cessez-le-feu temporaire sur une bande électorale irakienne proche de la frontière koweïtienne. En vertu de cet accord, dix prisonniers de guerre sont libérés par l'Irak, le 4, puis trente-cinq autres, le 5. Bagdad affirme ne pas en détenir d'autres.

Les 4 et 5, un synode extraordinaire d'évêques consacré au Proche-Orient est réuni à Rome. Le pape Jean-Paul II, concluant le 6 les travaux, lance un appel au « dialogue entre les trois grandes religions monothéistes », et souhaite pouvoir « relancer ce dialogue en se rendant à

américaine des
bres du Congrès
longuement.
temps est ve
conflict israélo-
cier du plan pr
Le 6, les six
sineq que l'Égy
à Damas un
crétant uns
paix pour ass
Goffe après le
la coalition
départs de S
commencé sa
mour au ryd
mois.

Le 7, un
koweitiens
affirme n'en
alors que le
trente mille
sortiments,
vés par les
tre parti
occidentaux
qui avaient
semaine de
sont rit

Le 8, M.
d'Etat arabi
l'Arabie sa
conduit en

2. — Mort de Serge Gainsbourg, chanteur-compositeur, acteur et cinéaste (5, 9 et 10-11).

7. — Mort du paléontologue Jean Piveteau (9).

9. — *Cyrano de Bergerac* remporte dix oscars à Paris, dont ceux du meilleur film, du meilleur réalisateur pour Jean-Paul Rappeneau et du meilleur acteur pour Gérard Depardieu. En un an, le film a déjà été vu par plus de quatre millions de spectateurs en France (7, 9 et 12).

11-12. — Deux pièces de Roger Planchon, *le Vieil Hiver* et *Fragile forêt*, sont mises en scène et interprétées par l'auteur au TNP de Villeurbanne (23).

12. — Une rétrospective des œuvres sculptées par Camille Claudel entre 1891 et 1907 est organisée au Musée Rodin (16).

19. — Création mondiale de *la Mort de Klinghoffer*, deuxième opéra du compositeur américain John Adams, mis en scène par Peter Sellars, au Théâtre de la Monnaie à Bruxelles (14 et 23).

25. — *Danse avec les loups* obtient sept oscars à Hollywood, dont ceux du meilleur film et du meilleur réalisateur pour Kevin Costner (du 23 au 27).

30. — Mort de la comédienne Silvia Monfort (21/V).

En dépit de l'annonce de la suppression de 4 900 emplois

M. François Michelin s'est montré rassurant sur l'avenir de sa firme à Clermont-Ferrand

M. François Michelin, PDG du fabricant de pneumatiques, a annoncé, mardi 9 avril, un plan social (le cinquième du nom depuis 1983) qui prévoit la suppression d'ici à fin 1992 de 4 900 emplois en France, soit 13 % de l'effectif de l'ensemble de la manufacture. Dans un climat de concurrence vive qui oblige le constructeur, très endetté, à de

fortes baisses de prix, le groupe prévoit également des réductions d'effectifs en Espagne (2 000), aux États-Unis (2 230) et en Grande-Bretagne (800).

A Clermont-Ferrand, jeudi 11, M. François Michelin a créé le surprise. Invité par le conseil municipal, réuni à titre exceptionnel à huis clos, il a fait savoir que le seul crité-

que en d'assouvir duquel les effectifs des usines clermontoises ne devaient pas descendre se situait entre 17 000 et 20 000 emplois. Mieux, un chiffre a été donné à la presse par le maire, M. Roger Quilliot: 18 000. Ce chiffre n'a été contesté d'aucune manière par le PDG de la manufacture, qui se trouvait à ses côtés.

Quilliot. Certes, en 1990, la manufacture avait créé une mission d'industrialisation et de développement pour favoriser la création d'activités industrielles en la dotant, pour ce faire, de 40 millions de francs sur quatre ans. Elle a décidé d'augmenter son aide en engageant une somme complémentaire de 90 millions, la moitié de cette somme devant être utilisée sur la région clermontoise.

Mais est-ce suffisant? Sur RMC, M. Michelin a eu des propos d'une extrême rudesse pour Clermont-Ferrand: «Je me demande parfois si Clermont...», a-t-il déclaré, en rappelant «deux ou trois petits signes» qui lui sont restés au travers de la gorge, comme le refus de déclasser un boulevard pour relier une ancienne usine à une nouvelle. «C'est un signal très net que nous a donné la municipalité de l'époque pour dire que Michelin est trop gros à Clermont...»

Jeudi, les élus clermontois auront, à n'en point douter, en mémoire ces cancanes peu amènes. Mais, au-delà des faits d'arme, il leur faudra prévoir impérativement une action dont l'urgence n'échappe à personne. Comme l'ont souligné mardi les députés CGT et CFDT, cette «nouvelle charrette» va porter un coup fatal à l'économie clermontoise, déjà sinistrée.

JEAN-PIERRE ROUGER
(Jeudi 11 avril)

Une concurrence sauvage

par François Renard

AUT-IL que M. François Michelin et ses collaborateurs aient jugé la situation du numéro un mondial du pneumatique suffisamment grave pour annoncer, neuf mois après un plan de 2 260 suppressions d'emplois, un nouveau dispositif social portant sur 4 900 personnes (13 % de l'effectif des usines françaises).

Le 18 octobre dernier, lors de la première conférence de presse sur l'histoire du groupe, M. Michelin n'avait pas laissé pressentir une telle saignée.

Les raisons avancées en octobre 1989 pour expliquer la dégradation dramatique des comptes n'ont pas changé, mais l'horizon s'est encore assombri depuis six mois. Les deux marchés du pneumatique sont également touchés. Celui de la première monte sur les véhicules neufs est affecté par la diminution des ventes des constructeurs (-11 % en tourisme et -14 % en poids lourds aux États-Unis et respectivement -1,7 % et -11,5 % en Europe). Celui du remplacement, le plus rentable, a stoppé sa progression en 1990 et s'est enfoncé en Amérique du Nord du fait du ralentissement de

l'expansion. Surtout, une concurrence sauvage oppose les principaux fabricants mondiaux de pneumatiques: Michelin et sa nouvelle filiale américaine, Uniroyal-Goodrich, Goodyear, le japonais Bridgestone-Firestone, Sumitomo-Dunlop, Pirelli, qui vendent souvent à perte à des constructeurs automobiles, eux-mêmes accablés à sa montrer très exigeants.

Le résultat est une guerre des prix implacable qui dégrade les marges de façon insupportable et ébranle l'ensemble des fabricants. Michelin, toutefois, est le plus endetté de tous (48,8 % de son chiffre d'affaires mondial de 56 milliards de francs), surtout après le rachat de Goodrich, si l'on s'aperçoit, un peu tardivement, que ses problèmes sont structurels.

Par sa brutalité, son nouveau plan social - d'ailleurs étendu aux usines espagnoles et américaines - va embourber le gouvernement, dont certains membres seront tentés de mettre en doute les qualités de gestionnaire des dirigeants du groupe, mais qui ne pourront que s'incliner.

(Jeudi 11 avril)

Préalable à la réduction de sa dette extérieure

L'Égypte signe un accord de principe avec le Fonds monétaire international

Après trois années de négociations entre les autorités du Caire et les experts financiers internationaux, l'Égypte a signé le 9 avril au Caire un accord de principe avec le Fonds monétaire international.

Cet accord, qui consacre les mesures de redressement économique engagées par l'Égypte, devrait être entériné par le conseil d'administration du FMI, le 15 mai. Le 20 mai devrait débiter à Paris une réunion des créanciers publics de l'Égypte, au cours de laquelle une large fraction (entre 30 % et 50 %) de la dette extérieure du pays sera annulée.

LE CAIRE

de notre correspondant

En juillet 1990, à la veille de la crise du Golfe, les finances égyptiennes frôlaient la catastrophe. Le Caire n'était plus capable de trouver de l'argent frais pour importer des produits aussi essentiels que le blé, dont les réserves ne couvraient que trois mois. Tous les fonds de l'étranger avaient été rôtis et tous les créanciers pressentis, mais en vain, à défaut d'un accord avec le FMI. Il fallait un miracle. Il s'est réalisé grâce à l'invasion irakienne du Koweït.

L'Égypte, qui n'a pas hésité à adopter une position anti-irakienne en 1990, a vu les coffres, jusque-là hermétiquement fermés, s'ouvrir comme par enchantement. Les États-Unis ont immédiatement débloqué 160 millions de dollars d'aide à la balance égyptienne tandis que l'Arabie saoudite signait un chèque sur chèque. La France accordait des facilités de l'ordre de 500 millions de dollars sur un an, l'Allemagne débloquait des protocoles financiers et le Japon desserrait les cordons de sa bourse à travers sa participation économique à l'opération «Bouclier du désert». Le problème le plus pressant, celui du blé, était résolu.

Mais la manœuvre est plus importante encore. En effet les États-Unis ont décidé d'annuler la dette militaire de l'Égypte, soit plus de 7 milliards de dollars. Ainsi, le gouvernement égyptien se trouvait en mesure de réduire une partie du déficit budgétaire 1990-1991, soit 1,2 milliard de dollars représentant le service de la dette militaire américaine.

Un geste symbolique

L'exemple américain a fait école puisque les pays arabes du Golfe ont, eux aussi, passé l'éponge sur les 7 milliards de dollars que leur devait le Caire. Un geste considéré comme symbolique par les Égyptiens, qui n'avaient jamais payé leurs intérêts ou effectué le moindre remboursement aux pays du Golfe. Les créanciers publics du Club de Paris ont, pour leur part, annoncé leur intention d'annuler un tiers au moins de la dette égyptienne accumulée à leur égard, un geste dont seule la Pologne a jusqu'à présent bénéficié.

Mais la crise n'a pas eu que des effets bénéfiques sur l'économie égyptienne. Trois des principales sources de devises étrangères - les virements des expatriés, le tou-

risme et le canal de Suez - ont été affectées. Dans un rapport distribué au FMI et aux diverses instances internationales, le gouvernement a estimé à 27 milliards de dollars les pertes causées par la crise du Golfe à l'Égypte. Selon ce rapport les pertes de l'État sont de 12 milliards de dollars, 3 milliards représentant les virements des expatriés dans le Golfe (un chiffre qui équivaut à la quasi-totalité des virements de l'an dernier), 2 milliards pour le tourisme (cette industrie avait rapporté la même somme pour toute l'année 1989-1990), 500 millions de baisse des revenus du canal de Suez et 5,25 milliards de dollars dus au retour en Égypte de 700 000 expatriés. Un montant nécessaire pour la création d'emplois, à concurrence de 500 millions par exemple, 750 millions de dollars de pertes de devises sans enfié repertes.

Ballon d'oxygène

Le rapport d'autre part à 15 milliards de dollars les dommages subis par les particuliers au Koweït et en Irak du fait de la perte de leur compte en banque et de leurs biens.

Toutefois, le ballon d'oxygène que constitue l'annulation d'une partie de la dette extérieure égyptienne, dont le total est estimé à plus de 50 milliards de dollars, permet au gouvernement de s'attaquer sérieusement à la solution des problèmes qui l'oppressent depuis trois ans au FMI. Dès janvier, le Banque centrale laissait aux banques le soin de déterminer les taux d'intérêt. Résultat: les taux ont grimpé de près de 2 %. Un progrès, même si les 14,5 % donnés par les banques sur les dépôts pour un an restent bien en deca d'une inflation estimée à 18 % par le gouvernement et à 25 % par le FMI.

Le 27 février, le gouvernement a adopté une libéralisation partielle des taux de change. Un marché dit secondaire, équivalent presque à un marché libre, était créé. En moins d'un mois et demi, le dollar est passé d'un peu moins de 3 livres à plus de 3,3 livres. Toutefois, ce marché est plus acheteur que vendeur du fait de la réduction des deux principales sources privées de devises: les virements des expatriés et le tourisme. D'autre part, un marché dit primaire, alimenté par les revenus en devises de l'État et servant principalement à importer les produits alimentaires, continue à subsister. Un marché dont le FMI exige la disparition à moyen terme.

C'est donc fort de ces mesures de restructuration de l'économie, jugées positives par le FMI, et de l'allègement de sa dette extérieure (1) que le gouvernement égyptien a achevé avec succès la longue série de pourparlers avec M. Abdel Chakour Chahin, le directeur des opérations du Fonds pour le Proche-Orient.

ALEXANDRE SUCCIANI
(Vendredi 12 avril)

(1) L'Égypte a déboursé, au cours des deux dernières années, 4,2 milliards de dollars pour rembourser une partie des intérêts et du capital de sa dette extérieure. L'équivalent du tiers des revenus annuels en devises de l'État. Le Caire a de plus accumulé près de 9 milliards de dollars d'arriérés entre juin 1988 et juin 1990.

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Dans la capitale auvergnate, les responsables syndicaux CGT, CFDT et FO, qui s'étaient d'ailleurs réunis tout récemment, ne s'attendaient pas à une telle annonce. Tous estimaient que la convocation du comité central d'entreprise avait pour seul objet les difficultés éprouvées par la direction pour «bouclier» le quatrième plan social de 1990.

De fait, sur les 2 260 suppressions d'emplois envisagées dans ce plan, 230 cas restaient sans solution. Ils seront «traités» dans le cadre du nouveau plan social, commenté par M. François Michelin lui-même, qui a déclaré mardi 9 avril sur Radio Monte-Carlo que la décision prise était pour lui «un drame», en ajoutant toutefois: «C'est la seule qui puisse nous permettre de survivre».

Le groupe, après avoir réalisé un bénéfice consolidé de 2,653 milliards en 1989, annonçait pour 1990 une perte consolidée légèrement inférieure à 2 milliards de francs. La manufacture française quant à elle avait enregistré un bénéfice de 317 millions de francs en 1989. Elle a souffert pour 1990 une perte très supérieure à 1 milliard de francs.

Pour la direction, ce mauvais résultat en France est certes lié à une conjoncture défavorable. La guerre des prix l'a en particulier obligée à de fortes baisses de tarifs en 1990, particulièrement sur le marché de première monte. Très endetté, le groupe souffre aussi d'un accroissement de ses frais financiers, conséquence des fortes investissements réalisés dans les établissements de la manufacture depuis plusieurs années et de la baisse du dollar. Les mauvaises performances mettent aussi en évidence «le problème structurel de la société», dont «les résultats depuis de nombreuses années sont insuffisants pour qu'elle puisse rétablir les conditions de sa rentabilité».

Coup dur pour Clermont

Il y a donc urgence - toujours selon la direction - de supprimer des activités non essentielles à son fonctionnement, surtout au niveau de certaines recherches et de la fabrication sur «des équipements obsolètes». Soit fait, il faut diminuer les coûts d'exploitation pour «améliorer durablement le seuil de rentabilité sans affecter pour autant son niveau de production».

La direction est nette: «La mise en œuvre de ces mesures fait apparaître de nouveaux défis très importants...» D'où le plan proposé, avec la cessation de toute activité industrielle à Orléans

Le quarante-cinquième congrès de la fédération agricole

M. Louis Mermaz a largement épousé les vues de la FNSEA

Sur le registre patelin et carissant dans le sursis du poil, le ministre de l'Agriculture en a fait beaucoup devant les congressistes de la FNSEA, réunis la 11 avril à Angers. Volontiers disert, fainéant de mettre son auditoire dans la confiance («Je vous dirai toujours tout»), donnant de l'«excellent» au président du CNJA, Philippe Mangin, ou au numéro deux de la FNSEA, Luc Guyon, M. Louis Mermaz a offert le spectacle d'un ministre épousant très largement les vues des congressistes, dont il avait suivi les discussions dès la matinée.

ANGERS

de notre envoyé spécial

La trêve paysanne qui prévaut depuis l'automne s'est payée au prix de quelques «vous avez raison» lors de rappels des propos du président Mitterrand sur «les souffrances des agriculteurs français» et encore d'autres «vous avez raison» à propos des critiques de la profession sur la trop lente mise en œuvre de certaines décisions publiques. Reconnaissant que le fonds de calamité avait besoin de 800 millions de francs, le ministre de l'Agriculture a promis: «On va les trouver.» «Quand?», a demandé une voix. «Chaque jour se rapproche de cette date», a-t-il répondu tout de go, aussi à l'aise et un brin désinvolte sur la forme que bon sur le fond.

Une évolution encore timide

Car, pour l'essentiel, M. Louis Mermaz a confirmé le sentiment de l'époque de sa nomination rue de Varenne. Comme avait lui Edgar Faure ou, dans un passé plus récent, M. Jacques Chirac, il semble à pour calmer le jeu. Un jeu dont les règles, pour une bonne partie, lui échappent tant la souveraineté en matière agricole s'est déplacée ces dernières années du côté de Bruxelles. «Il y a eu aujourd'hui deux discours du président de la FNSEA, résumait un participant, celui de Lacombe, et celui de Mermaz.» Le ministre n'a même pas hésité à approuver le syndicat majoritaire sur le thème des «grandes familles qui doivent être aussi le combat de nos paysans». Pour finir - sous

les sifflets, cette fois, - il a salué la beauté des paysages cultivés, les assistants égrenant à un état naturel.

Que fera-t-il retour de ce congrès? D'abord une évolution encore timide de la FNSEA vers l'acceptation de maîtrise des productions, édictée par les attaques, souvent primaires, contre les «surproductions» de la Commission européenne et par un hymne presque caricatural à la fierté d'être des producteurs. «Jamais nous n'accepterons de faire semblant d'être des paysans», a martelé M. Raymond Lacombe, ironisant sur le fonction «bouclier» de l'agriculture. Dans un discours souvent belliqueux (la guerre du Golfe n'est pas loin...), le président de la FNSEA a prié M. Mermaz d'être constant dans son refus face à Bruxelles. «Un ministre, c'est fait pour décider, un fonctionnaire, pour fonctionner», a déclaré M. Lacombe sous les applaudissements de la salle et du ministre qui n'était pas à ça prêt.

Chant Montecarlo («Les paysans ne sont pas assez cultivés pour raisonner de travers»), le leader agricole s'est aussi souvenu du mot d'ordre d'un chef vendéen: «Si l'avance, suivez-moi, si je recule, tuez-moi.» Cette fois, M. Mermaz s'est gardé d'approuver, on ne sait jamais. «Si vous manquez d'idées, je ne vous interdirai pas de vous inspirer des nôtres», a suggéré M. Lacombe, et chacun a pu mesurer ce que l'agriculture a perdu ou gagné à travers de tels propos et l'acquiescement ministériel. Pris entre les rigueurs budgétaires françaises et celles de l'Europe, M. Mermaz dispose d'une faible marge de manœuvre pour entraîner l'agriculture dans la réforme fondamentale des structures et des objectifs qu'elle mérite. Il reconnaît que les aides développées par le gouvernement paraissent insuffisantes, comparées aux besoins. Combien de temps les syndicats vont-ils se satisfaire de l'habileté d'un ministre qui a plus d'un tour dans son sac? Une chose est certaine, M. Mermaz ne pourra pas renouveler souvent son discours d'Angers s'il ne perdrait en amabilité. «Vous avez demandé cent jours, ils ont largement dépassés, lui a lancé M. Lacombe. Vous n'avez pas connu votre Waterloo, mais nous attendons toujours votre Waterloo.» Et M. Mermaz, rue de Varenne, qu'attend-il?

ÉRIC FOTTORINO
(Samedi 13 avril)

au mercredi 17 avril 1991

Sélection hebdomadaire du journal «Le Monde»

Le Monde

SELECTION HEBDOMADAIRE

Edition internationale

TARIF	1 AN	6 MOIS
VOIE NORMALE (y compris CEE par avion)	570	372
VOIE AÉRIENNE		
• Tunisie	510	342
• Europe (hors CEE), Chypre, Turquie, Algérie, Maroc	596	385
• DOM, Afrique francophone	562	368
• États-Unis, Canada, Moyen-Orient	648	411
• TOM, navires marins nationale	666	420
• Asie, Amérique centrale, Amérique du Sud, Afrique anglophone, Afrique du Sud	700	437
• Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande	752	463

Bulletin à retourner à: Le Monde - Services Abonnements
1, place Hubert-Beuve-Méry 94052 Nty-sur-Seine Cedex - FRANCE

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne à la sélection hebdomadaire du Monde

☐ Pour une durée de 1 an ☐ Par voie aérienne
☐ Pour une durée de 6 mois ☐ Par voie normale

MODE DE RÈGLEMENT (les virements ne sont pas acceptés)

☐ Mandat international ☐ Carte bleue visa
☐ Eurochèque libellé en F.F. ☐ Carte American Express

N° carte Visa _____ Expire fin _____
N° carte A.E. _____ Expire fin _____

Signature obligatoire:

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____ CODE POSTAL _____

PAYS _____

111 SHV 02

سكنا في الاول

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Semaine du 8 au 12 avril

Amertume

INDICE CAC 40

- 1,63 %

« Baisseront, baisseront pas ? » Cette interrogation quotidienne et lancinante à propos de l'évolution des taux d'intérêt des Etats-Unis a pesé sur la marché parisien, et à l'a même souvent paré. De fait, le bilan des cinq séances à la Bourse de Paris est peu glorieux. L'indice CAC 40, en terminant à 1 821,43, a renoué avec la baisse, perdant 1,63 %. Toutefois, ces journées, seule celle de mercredi 10 affichait une véritable tendance en se dépréciant de 1,57 %.

Rien de commun avec les quatre autres jours, fides, où lundi 9 et mardi 9 le baromètre de la place a peu évolué (-0,22 % et 0,09 %), tandis que jeudi 11 et vendredi 12, il oscillait un peu plus nettement (+0,48 % et -0,23 %).

Déçu par le maintien de la politique monétaire américaine en l'état, malgré l'annonce vendredi 5 avril d'une aggravation du chômage aux Etats-Unis, les intervenants ont reporté tous leurs espoirs sur la fin de cette semaine avec la publication d'une autre batterie de statistiques.

Ces dernières, en révélant une nouvelle fois le ralentissement de l'économie, devraient pousser la Réserve fédérale (FED) à assouplir le levier de l'argent outre-Atlantique pour faciliter la reprise. Forts de ce raisonnement, les boursiers n'avaient plus qu'à attendre. Jeudi 11 l'annonce d'une baisse de 0,3 % des prix de gros en mars conjuguée au recul de 0,8 % des ventes de détail pour le

même mois confirmait la maîtrise de l'inflation et l'absence de reprise économique. Le tassement des prix de détail révéla le lendemain (-0,1 % contre +0,2 % en février) était aussi dans ce sens... Or, apparemment, ces données laissent dans l'immédiat de marbre les dirigeants de la Fed et décevalent les marchés.

Attente d'une baisse des taux aux Etats-Unis, déteinte confirmée en Grande-Bretagne vendredi 12 et relèvement en Allemagne mardi 9, rien de tel pour rendre les investisseurs indécis. Sans oublier, côté français, la détérioration des résultats, comme cette semaine ceux de la Société générale (-25 %) et surtout l'aggravation de la situation chez Michelin, où 4 900 emplois supplémentaires vont encore être supprimés. A cela s'ajoute la poursuite de la raréfaction du nombre de titres en Bourse avec cette fois-ci l'absorption de l'OPF (Omnium financier de Paris) par sa maison mère Total. Les parts retenues (neuf Total pour quatre OPF) ont entraîné une chute des cours de cette dernière.

Malgré consolation, un nouveau titre s'apprête à entrer sur le marché à règlement mensuel. Il s'agit de la firme de droit américain Rhône-Poulenc, Rorer qui sera transféré du comptant le 23 avril. Une première dans l'histoire boursière. Jamais une filiale étrangère d'un groupe français n'a accédé au marché à règlement mensuel.

Alors que faire dans cette ambiance amère ? L'établissement financier Pélug-Marmont Banque n'y va pas par quatre chemins. Son fonds commun de placement DR Franco crée en début d'année

se trouve totalement désengagé du marché des actions depuis mars, l'ensemble de ses actifs étant placés sur le marché monétaire. La décision s'est faite de manière quasi automatique, les placements variant, en effet, en fonction de l'évolution du DR (délai de recouvrement), un instrument combinant trois paramètres : le multiple de capitalisation (12,4), le taux de croissance des bénéfices des sociétés au cours des douze prochains mois (+8 %) et le taux d'intérêt à long terme des fonds d'Etat (+9,12 %).

Lorsque le DR est élevé (supérieur à 12,9), il révèle la fragilité d'un marché surévalué et incite à se désengager. A l'inverse, quand il est très bas (inférieur à 12,2), il pousse à investir. Ce signal de sortie s'est déclenché voici un mois, et le DR aujourd'hui atteint 13,20. « Le marché se trouve dans une zone de surévaluation historique », affirment les concepteurs de ce système, se référant à l'évolution de ce modèle depuis cinq ans. A l'inverse, ce système a permis au fonds d'être totalement investi dès le début du mois de janvier au moment où personne n'espérait de reprise.

Evénement douloureux de la semaine : Jean-Michel Dérozier est mort à New-York, le 9 avril, d'une crise cardiaque sur le quai d'une gare. A cinquante-quatre ans, dépassait celui qui, en France, depuis plus de vingt ans a imposé un style dans l'analyse financière en réagissant rapidement et avec rigueur aux événements en toute indépendance.

DOMINIQUE GALLOIS (Lundi 15 avril)

DEVICES ET OR

Net raffermissement du franc

Vendredi 12 avril, le cours du mark à Paris était retombé à 3,375 francs, glissant au-dessous de 3,38 francs pour la première fois depuis le début de décembre 1990. Rappels que ce cours était encore de 3,40 francs le 22 mars 1991, et qu'il fléchit 3,41 francs le 15 mars à deux centimes de son cours plafond de 3,43 francs. Certes, la lente érosion de la devise allemande, provoquée par les difficultés croissantes que rencontre la fusion économique RFA-RDA, doit être prise en compte.

Mais la fermeté intrinsèque du franc français, fondée sur une sagesse budgétaire à peu près intacte et une inflation qui pourrait être inférieure à celle de l'Allemagne après le 1^{er} juillet prochain, devient un phénomène incontournable, les marchés commençant, tout de même, à prendre en considération les fameuses « données fondamentales ».

Cette fermeté devrait permettre à la Banque de France de poursuivre sa descente des taux d'intérêt, beaucoup trop élevés dans ce pays, surtout pour les PME. Si l'évolution en cours se poursuivait, elle consolerait, notamment aux yeux de l'étranger, le triomphe de la politique de M. Pierre Bérégovoy et la démonstration qu'une baisse volontaire du loyer de l'argent dans un pays, loin d'affaiblir sa monnaie, peut la renforcer, dans la mesure où elle constitue un signe de confiance dans cette monnaie.

Un signe de confiance, c'est ce que recherchaient cette semaine les opérateurs, passant du dollar au mark, puis du mark au dollar, suivant les initiatives des banques centrales ou les résultats chiffrés. Ainsi, mardi 9 avril, la Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) annonçait, sans crier gare, qu'elle portait de 8,50 % à

8,60 % le taux de ses pensions à 28 jours. Le 31 janvier, ladite Banque portait de 8,50 % à 9 % son taux plan-fond (Lombard) uniquement pour des raisons « techniques » et en jurant qu'elle maintiendrait à 8,50 % ses pensions. Voici qu'elle donne un coup de canif au contrat, répétition peut-être de sa manœuvre de l'automne dernier, lorsque, après avoir, dans les mêmes conditions, porté de 8 % à 8,50 % son taux lombard, le 1^{er} novembre, et maintenu ses pensions à 8 %, elle releva à 8,50 % le taux de ces mêmes pensions un mois après. « Pas trop surprenant, en période de faiblesse du mark », commentait un opérateur, « mais un peu inquiétant tout de même ».

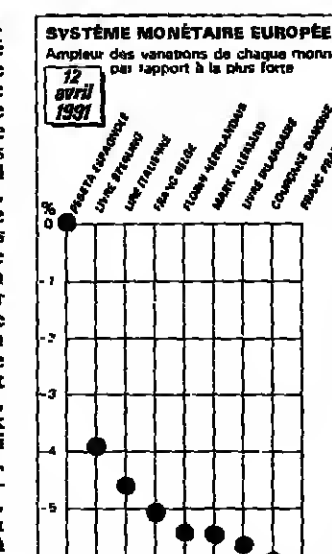
Gare à la Bundesbank

Certes, M. Karl-Otto Pöhl, président de la Bundesbank, a déclaré jeudi 11 ne pas craindre une flambée d'inflation en Allemagne, comme le prédisent les Cassandre, ajoutant que la progression de la masse monétaire M 3 était inférieure aux limites fixées en début d'année. Ce faisant, il semble contredire les conclusions, plutôt pessimistes dans le domaine de la masse monétaire, formulées dans le dernier rapport de la Banque centrale. Surtout, ses propos sont en contradiction avec ceux de M. Dieter Hies, président de la Banque centrale de Berlin, qui lance une mise en garde contre la possibilité de l'inflation après la baisse du mark, et contre les augmentations salariales, laissant entendre que la Bundesbank n'hésiterait pas à durcir sa politique si le besoin s'en fait sentir. En tout cas, le léger relèvement du taux des pensions de la « Buba » fit remonter, furtivement, le mark qui repartit du terrain face au dollar, lequel fléchit à

son tour dans l'attente des chiffres de l'inflation américaine en mars : si cette inflation reflétait la Réserve fédérale semblerait en mesure d'abaisser encore son taux d'intervention, d'où un affaiblissement du « billet vert ». Les chiffres tombèrent (-0,3 % pour les prix de gros, -0,1 % pour les prix de détail, avec une tendance générale à la baisse de l'inflation...), et le dollar remonta, vendredi 12 avril. Comprenne qui pourra !

Le raffermissement de la devise américaine est inévitable, quelle que soit la nouvelle, même celle d'une possible baisse des taux de la Réserve fédérale, déjà anticipée, dit-on. La bataille fait rage chez les analystes.

FRANÇOIS RENARD (Lundi 15 avril)



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 AVRIL 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7870	-	17,440	96,970	56,615	2,9619	52,9240	8,08038
Paris	1,7960	-	17,8327	97,6075	60,3576	2,9359	53,5618	8,08117
Bruxelles	10,1269	5,6678	-	395,505	337,82	16,4451	299,97	4,5554
Zurich	10,0764	5,6185	-	401,754	338,634	16,4754	300,508	4,5582
Amsterdam	2,5348	1,1185	25,0308	-	84,5603	1,1163	75,0797	1,1362
Frankfurt	2,5081	1,1065	24,9898	-	84,5889	1,1061	74,991	1,1364
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Amsterdam	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469
Bruxelles	2,5076	1,0775	24,6011	118,2897	-	3,8679	86,7417	1,3469</

MÉDECINE

Petits soins français pour Anglais

L'hôpital de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), qui accueille déjà des patients britanniques, cherche à passer des accords avec les autorités sanitaires du comté de Kent.

En Angleterre, l'information s'est répandue comme une traînée de poudre. De la BBC en passant par la presse à sensation ou les journaux féminins, les médias ont colporté l'étonnante nouvelle : un hôpital français offrirait de soigner les patients britanniques victimes des listes d'attente. Un affront au fleuron de l'état-providence, le Service national de santé ou National Health Service (NHS).

Avec l'aide d'un avocat, la direction de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer a pris contact avec les autorités sanitaires des districts du Kent, où comté du sud-ouest de l'Angleterre, ainsi qu'avec les représentants d'assurances privées. Objectif : négocier des conventions pour la prise en charge de malades britanniques sans que ceux-ci aient à déboursier un penny.

Rien d'empêche actuellement les patients d'outre-Manche de venir se faire soigner à Boulogne. Mais l'intervention est à leurs frais. Ils sont déjà une dizaine à avoir fait le déplacement et une trentaine attendent leur tour. A soixante-huit ans, M. Robert Davies, de Rochester, se fait opérer d'une cataracte. En Angleterre, le Service national de santé (NHS), fondé sur le principe d'une médecine gratuite pour tous, a des effets pervers. Pour certaines interventions, qui ne sont pas reconnues comme prioritaires et urgentes, les listes d'attente peuvent atteindre un à deux ans.

Seuls les plus fortunés peuvent échapper à ces lenteurs en s'adressant à la médecine privée, et ne sont pas remboursés par le NHS mais par des assurances privées aux coûts prohibitifs. A l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, M. Davies a déboursé environ 7 000 francs contre les 20 000 francs que lui demandait une clinique britannique.

Du sixième étage de l'hôpital général de Boulogne-sur-Mer, on aperçoit les falaises crayeuses de Douvres. C'est là que M. Robert Chanudet, le directeur, a échafaudé son plan. Une véritable offensive commerciale. « Nous avons d'abord lancé une étude de marché pour identifier les secteurs médicaux où l'attente était la plus importante, explique-t-il. Puis, nous nous sommes renseignés sur les prix de revient des actes les plus demandés afin de pouvoir calculer notre propre prix de vente. » Les besoins en chirurgie ophtalmologique, principalement en cas de cataracte, arrivent en tête, suivis par l'orthopédie avec les prothèses de hanche et la chirurgie vasculaire, notamment pour le traitement des varices.

Libre circulation

Malgré ces opportunités, la direction multiplie sans grand succès, depuis trois ans, les contacts avec les autorités sanitaires des districts. Aujourd'hui, la toute nouvelle réforme du système de santé anglais pourrait lever certains obstacles.

Entrée en vigueur le 1^{er} avril, elle accorde une autoonomie comptable aux responsables sanitaires des districts ainsi qu'aux cabinets de médecins et leur permet de passer des contrats annuels avec les établissements de soins de leur choix, publics ou privés. C'est toujours le NHS qui finance, mais cette possibilité contractuelle permet de faire jouer la concurrence dans le système britannique.

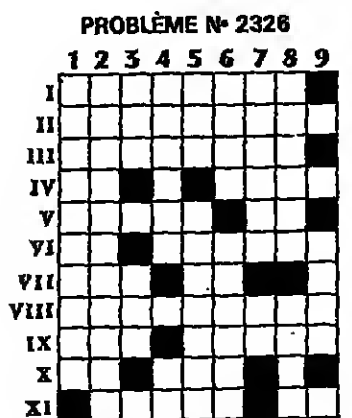
Déjà trois districts du Kent ont manifesté leur intérêt pour les propositions de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer : Medway, qui a envoyé une délégation visiter l'hôpital, Tunbridge et Maidstone. Mais le National Health Service, qui finance les districts, acceptera-t-il de voir l'argent du contribuable profiter à un hôpital outre-Manche ? Selon le département de la santé britannique, dont *The Independent* rapportait les déclarations dans son édition du 3 mars, il est illégal pour les médecins généralistes ou les spécialistes de fonctionner qu'ils occasionneraient des dépenses de soins à l'étranger en dehors de circonstances sociales ou médicales exceptionnelles. Faux, rétorque l'avocat de l'hôpital, M. Philip Jenkins, ce sont les dispositions du traité de Rome prévoyant la libre circulation des services qui doivent s'appliquer. « Il s'agit d'obtenir une décision politique et nous faisons monter la pression chez les Anglais », remarque M. Chanudet.

Côté français, la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) du Pas-de-Calais attend d'être saisie du dossier final pour se prononcer. « Nous avons posé des conditions à ce projet. Tout d'abord, ces interventions ne doivent pas se faire au détriment de la population française. Ensuite les autorités de fonctionnement qu'elles occasionneraient devront intégralement être compensées par les recettes, signalent-ils à la DDASS. Si ces garanties sont respectées, nous ne verrons pas d'objection à la réalisation de ce projet. »

La Sécurité sociale d'interventionnisme absolu ne passe pas dans le financement des soins aux Britanniques, assure la direction. Les médecins et chirurgiens seront payés dans le cadre de leur activité libérale au sein de l'hôpital par les autorités sanitaires du Kent. Le prix de l'intervention, calculé grâce à une comptabilité analytique, couvrira l'ensemble des frais occasionnés et permettra même de dégager un excédent qui pourra être réinvesti dans l'hôpital. Depuis quelques mois, l'équipe hospitalière ne compte pas ses efforts pour attirer les clients britanniques. Un médecin bilingue réceptionne les appels et les courriers en provenance d'Angleterre. Les cuisiniers ont appris à faire le breakfast dans les règles de l'art. Le personnel a suivi des cours d'anglais intensifs. Enfin, quelques infirmières et aides-soignantes sont parties en stage en Grande-Bretagne pour être formées aux techniques de soins à l'anglaise. Déjà, le projet boulognais fait des émules et des cliniques privées des villes voisines suivent de près ses développements. « Nous essaierons de négocier des contrats d'exclusivité », remarque M. Chanudet, qui n'a décidément rien laissé au hasard.

MARTINE LARONCHE
(Mercredi 10 avril.)

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Utiles quand il faut servir des « vieilles ». II. Sortes de acas.
III. Ne voit pas très clairement.
IV. Une chose à réclamer. Très clairs.
V. Une ancienne capitale. Tranche de melon.
VI. Parfois au bout du compte. Ce n'est pas le bon côté des choses.
VII. On peut y trouver une formation. Peut être mis à l'index.
VIII. Qui se peut soulever des tourterelles.
IX. Langue ancienne. S'allongent en cas de déception.
X. Un grand drapeau. Aïe de nuit.
XI. Engagée comme une conversation. Comme parfois un propriétaire.

VERTICALEMENT
1. N'est bonne que si l'on a tout

rendu. - 2. Prouva qu'on s'en trop de la moitié. - 3. On y voit parfois du sang. Une arête. - 4. Manipulé comme un chapelet. Qui a pu nous enlever. - 5. Majeur, en halle. Le mal du pays. - 6. A pu être mangé par celui qui fonce. Ne traverse pas les Pyrénées. - 7. Adjectif qu'on n'utilise pas pour la première fois. Redevient neutre quand on arrive au bout. - 8. Ne rompt jamais. Peut briller dans la nuit. - 9. Sortes de cornichons.

Solution du problème n° 2325*

Horizontalement
I. Jovialité. - II. Nostalgie. - III. Titre. Arc. - IV. El. Mètres. - V. Mer. Nue. - VI. Princesse. - VII. Elder. Or. - VIII. Ré. Elise. - IX. Assa. Avis. - X. Vire. - XI. Test. Test.

Verticalement
1. Intampérant. - 2. Voilerie. - 3. Ost. Rideaux. - 4. Item. Ne. - 5. Rê. Encre. - 6. Il. Tue. Lait. - 7. Egards. Ivre. - 8. Rire. Soies. - 9. Sées. Gres.

GUY BROUTY
* Malencontreusement identifié 2324 dans le n° 2212 de la Sélection hebdomadaire.

CULTURE

Rétrospective Georges Seurat au Grand Palais

Un jeune homme méthodique



Torse de garçon nu et l'Echo (ou l'Appel) : deux études pour *Une baignade* (1883-1884)

Le Grand Palais présente la quasi-totalité de l'œuvre de Georges Seurat, exception faite de ses grands tableaux, que leurs propriétaires ont refusé d'envoyer à Paris.

Seurat sur le motif, vu par l'un de ses disciples, le peintre Charles Angrand : « En 1883-1886, souvent je suis descendu travailler à l'île de la Grande-Jatte à côté de lui. Comme l'herbe d'été vigoureuse devenait haute sur la berge et l'empêchait de voir une barque qu'il avait mise au tout premier plan - et qu'il se plaignait de ce contretemps, - je fus lui rendre ce service de couper l'herbe : car je ne suis pas loin de penser qu'il allait sacrifier sa barque. (...) Seurat fumait en travaillant une pipe à laquelle il ajoutait de la poudre de premier communi. Elle était minime et en bols. En m'apercevant venir, il ne lâchait l'outil que pour me tendre la main. Et, silencieusement comme à l'accoutumée, il se remettait à travailler. L'œil mi-clos. »

Une peinture sur le motif, silencieuse et serein : telle est l'image traditionnelle de Seurat, un Seurat éternellement jeune, né en décembre 1859, mort le 29 mars 1891, à l'âge de 31 ans. Au physique, tel qu'il apparaît peu avant sa mort : rien du débraillé d'artiste, une cravate à pois et une veste boutonnée jusqu'au col pour poser devant le photographe, une barbe en pointe, les cheveux frisés. L'air doux et presque absent. Et, société : un homme placide et discret, parlant peu, se confiant moins encore.

Il a été un fils obéissant, dans une famille bourgeoise, père hussier au tribunal de la Seine, mère « effacée ». Affirmes ses biographes, mais bérillette d'une bonne fortune. Etudiant, il n'est pas moins exemplaire. Elève à partir de février 1878, à dix-neuf ans, du peintre Henri Lehmann, lui-même disciple d'Ingres, et l'un des plus fidèles, Seurat se distingue, au dire de son camarade d'atelier Aman-Jean, par son application. « Très bon élève, régulier, soumis », Seurat dessine des plâtres d'après l'antique et copie à l'huile un portrait d'Holbein le Jeune et le Roger délivrant Antigone de M. Ingres, dont il véarise le dessin. Il aime tant le labeur aux Beaux-Arts qu'il s'en sort plus et se passe de déjeuner pour travailler plus longtemps.

Tant de rigueur et de docilité le prédisposent à une carrière exemplaire suivant les habitudes académiques. On l'imagine décorant un plafond de salle des mariages pour maître d'arrondissement selon les chères vieilles traditions allégoriques de son maître Lehmann et de MM. Lefebvre (Jules) et Delaunay (Elie). Pour ses parents, quelle gloire, alors ! Ils se consacraient assurément une légitime fierté.

Surprise : avec, semble-t-il, autant de résolution et aussi peu de doutes qu'il en avait mis à étudier sous Lehmann, Seurat passe en 1879 du parti de l'Académie à celui, absolument opposé, de l'impressionnisme. En mai, il visite la quatrième exposition du groupe impressionniste, décide de quitter les Beaux-Arts et de s'établir dans un atelier rue de l'Arbalète. Au

nom de quoi cette conversion ? A ce croire son ami Aman-Jean, « il ne se souciait aucunement des impressionnistes, dont tout le monde parlait », avant de rallier soudainement leur cause. Force est donc de supposer que Seurat a été d'un coup convaincu de la supériorité du moderne et de la nécessité de renouveler l'art de la peinture, emporté dans les usages du « beau métier ».

Des grands tableaux qui sont autant de manifestes

La suite est éblouissante et simple. Entre 1884 et 1891, Seurat expose régulièrement des tableaux qu'il s'est donné pour tâche d'élaborer. En 1884, *Une baignade à Asnières*. En 1886, *Un dimanche après-midi à l'île de la Grande-Jatte*. En 1888, *Les Fumeurs de la Parade*. En 1890, *Le Chahut*. En 1891, le *Cirque*. Soit un grand tableau révélateur aux amateurs et à la critique tous les six ou deux ans, avec une régularité prodigieuse et ouillemeot fortuite. Il s'agit pour lui d'être présent chaque année au Salon des Indépendants. Il y tient tant qu'il accroche le *Cirque*, l'achève. Entre ses grandes toiles, il exécute des paysages et des dessins suivant les mêmes principes.

Ceux-ci ne sont pas moins connus que ses toiles, mais moins limpides : les couleurs, selon la lumière qui les affecte, se décomposent selon des proportions variables. Pour les représenter au plus juste, le peintre doit user du mélange optique : des touches séparées, chacune de l'une des différentes tonalités qui apparaissent à l'œil, la dominante chromatique, sa complémentarité, les nuances d'ombre ou d'éclair. Le mélange des pigments sur la palette, procédé traditionnel que les impressionnistes ont repris sans le critiquer, ne suffit pas à enregistrer ces phénomènes subtils, il les simplifie abusivement, il néglige leur variabilité. A l'inverse, la juxtaposition des touches de couleurs ou mélangées, réglée selon des proportions savamment calculées, permet de fixer dans l'immobilité de la peinture les modifications de la lumière.

Ces principes et procédés, Seurat les déduit de ses lectures savantes aux titres interminables : *Des couleurs et de leurs applications aux arts industriels* à l'aide des cercles chromatiques et *De la loi du contraste simultané des couleurs* et *De l'assortiment des objets colorés* de Chevreul, la *Théorie des couleurs* d'Ogden Rood, des articles scientifiques et un essai, *Les Signes inconscients dans l'art*, du théoricien néo-classique Humbert de Superville. Il lit beaucoup en effet, de la chimie, de la physique optique, de la géométrie encore. Il s'efforce de mettre en système les lignes de composition autant que les couleurs et finit par élaborer une théorie stricte, qui n'est connue que par le brouillon d'une lettre programmatique qu'il écrit en août 1890. Son aphorisme fondamental : « L'Art, c'est l'harmonie. L'harmonie, c'est l'analyse des contrastes, l'analyse des semblables de ton, de teinte, de ligne

considérés par la dominante et sous l'influence d'un éclairage en combinaisons gaies, calmes ou tristes. »

Article deux : « La gaieté de ton, c'est la dominante lumineuse de teinte, la dominante chaude de ligne, les lignes au-dessus de l'horizontale. Le calme de ton, c'est l'égalité du sombre et du clair de teinte, du chaud et du froid et l'horizontalité pour la ligne. Le triste de ton, c'est la dominante sombre de teinte, la dominante froide et de ligne les directions abaissées. » Selon ces maximes, il exécute le *Chahut*, liges montantes, brues chaudes, le *Cirque*, construction en ellipse ouverte vers le haut à dominante orange, et ses paysages de Normandie, construits selon des angles droits et des triangulations où le nombre d'or a sa part.

Car telle est la singularité de Seurat : il penche vers le dogmatisme alors que son ambition réaliste devrait l'en délester. Son ambition se veut à l'origine essentiellement d'observation précise de la réalité. Il prétend exécuter des tableaux plus vrais, des analyses chromatiques plus exactes que les impressionnistes. S'il accepte d'être traité de « néo-impressionniste », c'est à ce sens : celui d'un progrès dans la science de la représentation de la nature. Or, de lecture en doctrine, il fioit par attribuer à la ligne et au ton des valeurs déterminées. Il construit sa mathématique de la peinture qui régit chaque élément du tableau, au risque d'éliminer de la composition ce qui dérangeait son système, si bien que ce dernier l'emporte. Mieux encore, Seurat le fétichiste et se confond avec lui. Plus que l'homme d'une œuvre, il se veut l'homme d'une formule. Ingriste discipliné à dix-huit ans, impres-

sionniste « dur » à vingt, il devient néo-impressionniste fanatique à vingt-cinq.

En 1890, il adresse à Fénéon, qui le défend depuis une demi-douzaine d'années, une lettre amère parce que Fénéon a paru attribuer à Paul Signac, l'autre astre du néo-impressionnisme, la paternité d'une partie de la doctrine. « Je prie, écrit-il, et je rétablis à quinze jours près les dates » de ses inventions, pour aboutir à cette conclusion : Signac « a bénéficié de mes recherches ». Autrement dit : je suis le seul inventeur, le seul propriétaire de ma théorie. Il l'avait déjà proclamé sans trop de précautions oratoires en 1888 dans un billet au même, et malheureux, Signac. Déplorant la diffusion du néo-impressionnisme, il termine par cette inquiétante profession de foi avant-gardiste : « Plus nous serons, moins nous aurons d'originalité ». Il n'empêche, Seurat refusait de se laisser diviser. « Tout l'art n'est pas dans la théorie scientifique. Si Seurat n'avait fait que cela, je vous avoue qu'il ne m'intéresserait que médiocrement. » Il n'empêche, Seurat refusa d'en démordre. Il avait froidement : « Ils - les critiques - voient de la poésie dans ce que je fais. Non, j'applique ma méthode, et c'est tout. »

PHILIPPE DAGEN
(Jeudi 11 avril.)

Exposition Seurat, jusqu'au 12 août.

LETO 1985											
2	21	22	23	25	36	14					
6	10	11	12	13	15	16	17	18	19	20	24
3	4	5	7	8	9	13	14	15	16	17	18
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36

Le Monde SELECTION HEBDOMADAIRE

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
Jacques Lescourgeon
Directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire n° 57 460
ISSN : 0026 - 9360

(Vendredi 12 avril.)
► Signalons aussi le très intéressant ouvrage de Charles Henri Puech *Sur le machisme* (Flammarion, 1979).

Le Monde

SECTION B

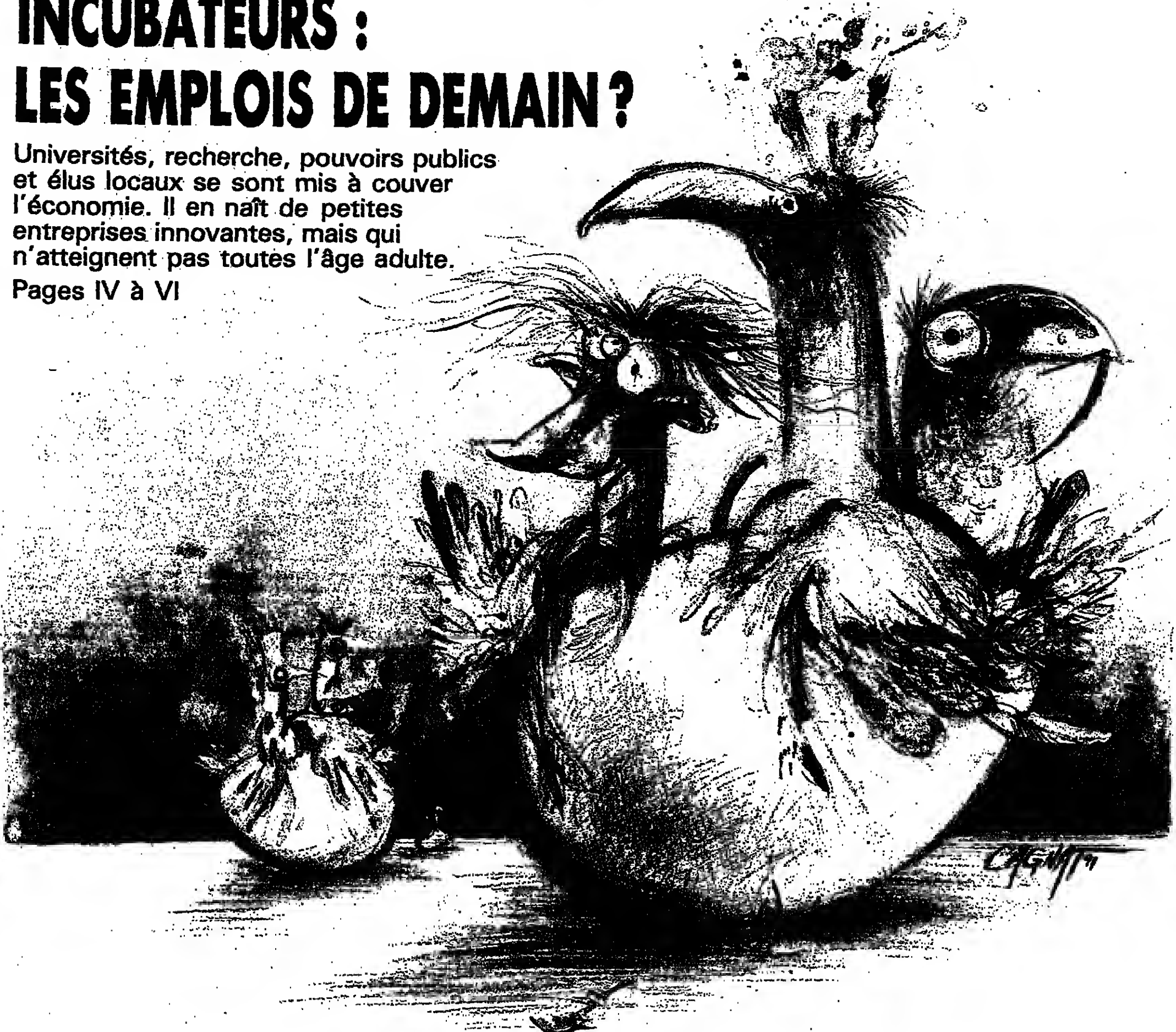
INITIATIVES

EMPLOI

INCUBATEURS : LES EMPLOIS DE DEMAIN ?

Universités, recherche, pouvoirs publics et élus locaux se sont mis à couvrir l'économie. Il en naît de petites entreprises innovantes, mais qui n'atteignent pas toutes l'âge adulte.

Pages IV à VI



(Publicité)

NANTES

LYON



**National
Westminster
Bank**

Présent dans 35 pays, nous sommes en Grande-Bretagne l'une des premières banques de dépôts et dans les toutes premières banques mondiales.
En France notre stratégie de croissance répond à une forte ambition
(450 personnes, 10 succursales actuellement).
Nous recherchons pour nos succursales de
NANTES et LYON

CHARGES DE CLIENTELE ENTREPRISES

Il leur sera confié la responsabilité de développer et gérer une clientèle de petites et moyennes entreprises du Grand-Ouest ou de la région Rhône-Alpes fortement exportatrices, donc soucieuses de bénéficier d'un réseau bancaire de premier ordre à travers le monde.

Ces 2 postes concernent de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Bac + 4 minimum), justifiant d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans le même secteur d'activité et d'une pratique courante de l'anglais.

En fonction du potentiel, des responsabilités élargies au sein du Groupe peuvent être envisagées.
Si vous vous reconnaissez, merci de nous préciser vos motivations accompagnées de vos c.v., photo et prétentions sous référence 7264 à M. Hubert de Rigaud, Directeur des Ressources Humaines, National Westminster Bank s.a., 18 place Vendôme, 75021 Paris Cedex 01.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Le service de l'Etat vous intéresse

Vous avez moins de 40 ans et 8 années d'expérience professionnelle (hors fonction publique) ou de mandat électif local.

Vous pouvez vous inscrire jusqu'au 15 mai 1991 (inclus) au

3^e CONCOURS*

Renseignements et inscriptions :

ENA - 13, rue de l'Université, 75343 Paris Cedex 07.

Tél. : 49-26-43-25 et 49-26-44-03/Minitel : 3615 ENA

* Les épreuves d'admissibilité se dérouleront du 2 au 5 septembre 1991.

سكننا في الامم

صكنا من الاحل

ÉCHOS

L'ANVIE pour
la recherche
dans les entreprises

□ Dans le cadre des mesures prises par le ministère de la recherche et de la technologie, une association a été créée le 18 mars, qui a pour objectif de rapprocher les entreprises et les chercheurs en sciences de l'homme et de la société. Baptisée ANVIE (Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire des sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises), elle est présidée par M. Bertrand Colloby, P-DG de Lafarge-Coppée. M. Jean-Michel Saussois, professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, en est le délégué général. Parmi les membres du conseil d'administration, figurent MM. Michel Crozier (centre de sociologie des organisations), François Kounine (directeur général du CNRS), Alain d'Iribarne, directeur des sciences de l'homme et de la société, et Renaud Sainsaulieu, directeur du laboratoire de sociologie de changement des institutions (IRESCO).

Les syndicats
professionnels
du recrutement
se rassemblent

□ Il existe trois organisations professionnelles du conseil en recrutement, qui ont chacune leur spécificité et leur propre code de déontologie. Il y aura désormais une Confédération française du conseil en recrutement, qui regroupera l'APROCED (Association professionnelle des conseils d'entreprises pour la recherche des dirigeants), la CSNCR (Chambre syndicale nationale des conseils en recrutement) et Syntec-Recrutement.

Présidée par M. Jacques Landreau, ancien président de Syntec-Recrutement jusqu'en 1985, la nouvelle association fonctionne en assemblée générale avec la participation de MM. Didier Vuchot et Gérard Sakakini (APROCED), Jean-Paul Wermes et Philippe Levy (CSNCR), Alexandre Tic et M^{me} Carole de Chilly (Syntec-Recrutement). Sans se substituer aux structures existantes, la Confédération permettra de coordonner et d'harmoniser leurs actions. Elle permettra en outre la création d'un office de qualification professionnelle, dans un métier nouveau où interviennent les cabinets de recherche par voie de presse et ceux qui sont spécialisés dans la « chasse de tête ». Manifestement, elle annonce le rapprochement entre différentes méthodes d'intervention, qui voulaient jusqu'à présent s'ignorer et en viennent à se mélanger dans la pratique.

En 1990, les 136 cabinets, adhérents de fait de la nouvelle organisation, emploient 1 050 consultants et réalisent 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Colloque :
mobilité professionnelle
et solidarités sociales
en Europe

□ Le Fondation Europe et Société, dont M. Jacques Moreau est le délégué général, organise les 13 et 14 juin, au Palais des congrès à Paris, un colloque sur le thème de la « mobilité professionnelle et des solidarités sociales en Europe », c'est-à-dire sur les retraites complémentaires.

L'objectif est en effet de présenter la situation dans les différents pays, à un moment où les salariés sont appelés à se déplacer de plus en plus. Notamment, seront examinées les difficultés créées par l'hétérogénéité des régimes et les moyens de parvenir à une réglementation communautaire pour, par exemple, la transférabilité ou la conservation des droits.

Plusieurs personnalités ont accepté d'intervenir, dont M. Pierre Guillemin, vice-président de l'UIMM, et M^{me} Odile Quintin, chef de l'unité sécurité sociale à la Commission des Communautés européennes.

► Renseignements : Fondation Europe et Société. Tél. : 45-01-55-47.

TRIBUNE

L'ingénieur, l'humanisme et la modernité

par Jean-Michel Besnier

La France manque cruellement d'ingénieurs. François Mitterrand s'en est même alarmé et a demandé aux grandes écoles et aux universités de doubler, dans un bref délai, leurs effectifs. Suffit-il d'invoquer, pour expliquer cette situation, l'imprévoyance des programmes de développement des activités de formation ? Une forte demande sociale n'aurait-elle pu inciter les ministères concernés à rectifier le tir, avant que l'on ne s'avise de l'insuffisance des quelque quinze mille ingénieurs qui sortent chaque année des écoles (chiffre de 1989 auquel s'ajoutent quatre mille cinq cents maîtrises de sciences et techniques et diplômes d'études spécialisées) ? Le problème est justement que cette demande ne s'est pas vraiment manifestée au cours de la décennie passée. Au point qu'il n'est pas dépeçé d'imputer aussi à une véritable crise de vocation le taux de progression anormalement bas des formations d'ingénieurs.

Le monde de l'entreprise a beau être devenu plus attractif, les élèves-ingénieurs en perçoivent surtout les pesanteurs, liées notamment à la hiérarchie. Les meilleurs d'entre eux sont souvent soucieux d'y échapper et le font savoir dès leurs premières années de scolarité. Comment ? Il n'y a certes pas de voie royale pour contourner une situation qui semblerait pourtant, à première vue, sociologiquement enviable. Reste que les choix de ces étudiants qui, sans être transgressifs, rêvent d'un ailleurs sont significatifs et permettent peut-être d'expliquer la crise de vocation qu'on vient de suggérer : tel étudiant de l'université de technologie de Compiègne s'inscrit discrètement en philosophie à l'université Paris-I, tel autre en histoire de l'art ; tel élève de l'Ecole centrale envisage de faire Sciences Po en troisième année, tel autre d'engager des recherches en anthropologie comparée.

S'agit-il seulement, pour chacun d'eux, de cultiver un jardin secret ? On pourrait le penser et s'en réjouir si ces futurs ingénieurs ne justifiaient pas ces choix par des considérations négatives sur l'univers technologique qu'on s'attend à leur voir intégrer. C'est par là que leur cas devient exemplaire : le métier d'ingénieur est souvent perçu par l'élite de nos étudiants comme désincarné et, au fond, sans véritable promesse. Ceux qui y consentent sans état d'âme affichent volontiers une manière de cynisme, peu propice à l'exercice de responsabilités ou, tout simplement, à l'imaginaire prospective. Ceux qui envisagent parfois de s'y dérober n'hésitent pas, au contraire, à traduire leur malaise dans les termes d'un lieu commun

des années 70 : le rejet global de la technique, soupçonnée de tous les maux et, principalement, de conspirer à la déshumanisation.

Le constat s'impose donc : la mauvaise conscience accompagne encore le projet de collaborer à la domination technique du monde. Quand le métier d'ingénieur ne répond pas à l'idéalisme spontané de la jeunesse, on s'y engage rarement sans arrière-pensée. Une tâche se déduit de ce constat, à laquelle se sont, par exemple, attelés des établissements comme l'université de Compiègne (UTC) ou l'Ecole centrale de Paris (ECP) : travailler à combler le fossé qui sépare la conception scientifique-technique du monde d'un attachement aux valeurs de l'humanité. Simultanément, résister au « mépris qu'on a pour les arts mécaniques », comme l'écrivait d'Alembert, il y a deux siècles, en introduisant à l'Encyclopédie.

Remédier
à l'inculture

La chose n'est pas aisée et relève proprement du défi culturel. Il y a plusieurs manières de l'affronter : imposer aux futurs ingénieurs, comme à l'UTC, des enseignements de culture générale (à raison de 20 % du total de formation) ou bien généraliser progressivement, comme à Centrale, un cours ayant explicitement pour objet de susciter la réflexion philosophique chez des élèves qui l'ignorent depuis toujours ou se plaignent d'en être privés. Qu'on se garde d'accueillir ces initiatives comme le résultat d'une mode, celle qui consacrerait un prétendu « retour des littéraires ».

Il s'agit bien sûr de remédier à l'inculture qui menace les cadres de l'entreprise, trop exclusivement tournés vers des savoirs instrumentaux. Mais, au-delà, la sensibilisation de futurs ingénieurs aux débats d'idées qui traversent l'histoire et concernent souvent le rôle joué par les technologies dans nos sociétés offre d'autres atouts. Grâce à elle, on peut espérer éviter que les agents de la technicisation du monde moderne ne soient dépossédés du droit de réfléchir aux conséquences de leurs actions. Les comités de sages ont certes leur vertu. Mais quelle démocratie pourra s'accommoder durablement d'une spécialisation du pouvoir de juger en matière de biotechnique ou d'environnement, par exemple ? La complexité des données du monde contemporain, loin d'être un alibi pour une telle spécialisation, doit stimuler le déconcentration des savoirs à laquelle invite justement la philosophie proposée aux centraliens. C'est en formulant une exigence culturelle de haut niveau

qu'on parviendra à doter les élèves-ingénieurs du langage commun nécessaire à la circulation des savoirs et à la convergence des modèles d'explication du monde.

Comment ne pas voir le bénéfice d'une semblable exigence ? La vertu première de toute culture tient dans la construction de l'identité, celle de l'individu autant que celle des peuples. Elle s'oppose à la « barbarie » en encourageant à la communication, faute de quoi cette identité ne pourrait pas s'éprouver. Est-il meilleur objectif, aujourd'hui comme hier, que d'offrir à la jeunesse talentueuse des grandes écoles de soumettre à la discussion ses choix éthiques, mais aussi ses incertitudes ? Est-il meilleure occasion de le faire que de solliciter pour elle la confrontation des cultures et des civilisations, le conflit des traditions ou bien l'évocation des grands modèles de sagesse que l'histoire de la pensée occidentale nous a légués ? La philosophie, l'histoire des sciences, l'anthropologie, les sciences humaines en général peuvent ébranler les certitudes chez les esprits trop facilement repus d'eux-mêmes ; elles ne sauraient porter au scepticisme, dès lors qu'elles provoquent chez les étudiants un salutaire décentrement, tel qu'une affirmation de soi puisse en résulter.

Loin que la technique se développe sur les ruines de l'humanisme, le philosophe rappelle que la volonté de dominer la nature est contemporaine, depuis Descartes au moins, du désir des hommes de prendre en charge leur destin. L'humanisme consiste d'abord dans la décision d'opposer des valeurs à la réalité qui nous est donnée ; il entre en crise quand cette décision ne mobilise plus les énergies et cède la place au cynisme sous toutes ses formes : autosatisfaction, conformisme, pragmatisme... La technique a pu faire le jeu d'un certain anti-humanisme en paraissant échapper aux hommes et les conduire à adorer ses objets comme autant de fétiches. Il y a là comme une imposture que la réflexion doit aider à dissoudre. La réhabilitation de la technique et de ses agents passera par la réappropriation culturelle du mouvement qui l'a générée et qui enseigne que l'humanisme est sa vocation.

► Jean-Michel Besnier est maître de conférences en philosophie à l'université de Compiègne et à l'Ecole centrale de Paris.

ÉCHOS

Chéquiers-langues

□ Le conseil régional d'Ile-de-France a mis en place un nouveau dispositif de formation pour l'apprentissage des langues européennes. Intitulé « Chéquiers-langues », il s'adresse aux demandeurs d'emploi et se propose de combler leur retard linguistique après un bilan professionnel puis une orientation vers un centre d'évaluation du niveau en langues.

En 1991, ce seront 2 500 personnes, dont 1 000 rémunérées par le conseil régional, qui bénéficieront de cette formation gratuite et personnalisée dans quinze centres habilités. Toutes les techniques seront utilisées, grâce à un crédit de 200 heures de formation en anglais, allemand, espagnol et italien.

Au total, 25 millions de francs seront consacrés à cette formule, sur le milliard de francs que le conseil régional attribue à sa politique de formation professionnelle.

► Renseignements au numéro vert suivant : 05-34-43-44.

LA LIBRAIRIE
DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les ouvrages plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

Découverte de la sociologie

Cahiers réalisés
sous la direction
d'Yves Léonard

Ce numéro des Cahiers français présente quelques-uns des aspects fondamentaux de la sociologie française depuis plus d'un siècle. Les articles sont organisés autour de trois thèmes : « La genèse et les pères fondateurs », « Les enjeux méthodologiques et les outils de recherche », « Les domaines de prédilection de la sociologie française ». Avec, en conclusion, deux textes de Jean-Claude Passeron et Michel Serres, consacrés respectivement au « dispositif complexe des sciences sociales » et aux rapports entre sciences humaines et sciences exactes.

► Cahiers français, n° 247, La Documentation française, 96 p., 50 F.

Générations
et âges de la vie

de Claudine Allias-Donfut

« Les thèmes des générations et des âges ont pris un nouveau relief sous le double effet de l'évolution épidémiologique des sciences sociales et des mutations démographiques de la fin du XX^e siècle. » Privilegiant l'approche conceptuelle, l'auteur de ce « Que sais-je ? » s'intéresse à l'élaboration de la notion de génération, des mythes archaïques à l'anthropologie moderne. Elle expose ensuite les théories du cycle de vie, et notamment les modèles qui ont tenté d'intégrer les dynamiques psychologiques, sociologiques et historiques. Autres titres parus dans la même collection : le Président des États-Unis, de Patrick Gérard ; la Politique, de Nicolas Tenzer ; l'Immigration en France, de Guy Le Moigne.

► Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 126 p.

La version
journalistique anglaise,
méthodologie et lexique

d'Olivier Cohen-Stener
et Philippe Soulas

Ce manuel constitue une leçon progressive de traduction pour les articles de presse en langue anglaise. Il traite successivement des problèmes méthodologiques, grammaticaux et lexicaux et propose quinze versions traduites et commentées. Pour les étudiants linguistes et les candidats aux concours administratifs et aux grandes écoles.

Autre titre chez le même éditeur : Apprendre à traduire, de Françoise Grellet, qui propose aux enseignants une typologie d'exercices de sensibilisation et d'entraînement à la traduction.

► Presses universitaires de Nancy, 197 p., 100 F.

Marianne Rougé

La mobilité

expatrier

Les romans



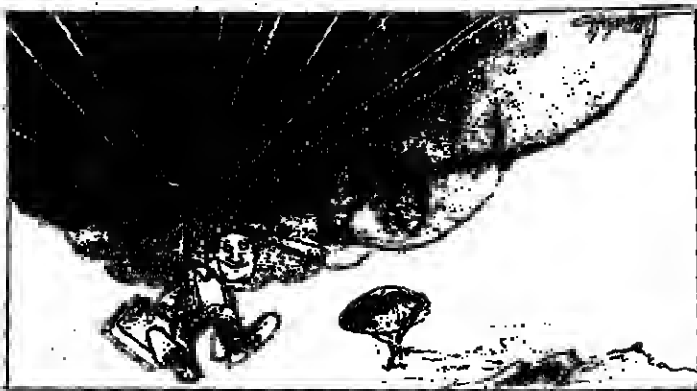
La mobilité est leur affaire

Des cabinets spécialisés assistent les dirigeants dans leurs mutations géographiques

JOHN Peter K., de nationalité américaine, est cadre supérieur dans une importante société, elle aussi américaine. Cette dernière vient tout juste de décider de lui confier la direction de l'une de ses filiales françaises. La promotion est réjouissante. Mais John Peter va avoir à régler de nombreux problèmes avant que sa famille et lui-même retrouvent dans ce pays inconnu un cadre de vie conforme à leurs goûts et qu'ils réussissent à s'y insérer : formalités administratives, logement, scolarisation des enfants, automobile, compte bancaire.

Face à la masse grandissante des transplantés pour raisons professionnelles - parmi lesquels il ne faut pas oublier ceux qui quittent simplement Montpellier ou Strasbourg pour Paris, ou bien l'inverse - on voit aujourd'hui se multiplier les cabinets qui s'efforcent à leur apporter une aide. Beaucoup portent un nom anglo-saxon car cette activité, encore balbutiante en France, est de pratique courante en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

« Les sociétés américaines y attachent une grande importance », souligne Annabel Green, directrice de



Corporate Relocations Paris. Garantir à leurs cadres une insertion harmonieuse dans les lieux où ils sont envoyés est une façon de soigner leur image de marque, donc de faciliter le recrutement des diplômés. « En France, note Roland Prémont, gérant du cabinet Cadre Nouveau, les entreprises ont tendance à se dire que celui à qui elles confient des tâches importantes est a fortiori capable de régler seul ses problèmes personnels. Or c'est l'inverse qui se passe : au moment où les responsabilités professionnelles se font particulièrement lourdes, un brusque afflux de

soucis familiaux constitue souvent la goutte d'eau qui fait déborder le vase ».

UN MAXIMUM D'ENTREPRISES. Une enquête menée en 1988-1989 par Europe Assistance, en prélude au lancement de Settler International, une filiale spécialisée dans l'assistance aux mutations (lire encadré ci-dessous), en témoigne : elle établit en effet que les cadres moyens et supérieurs européens déplacés sont 40 % plus nombreux à divorcer que les sédentaires, et que les difficultés scolaires sont moitié plus fréquentes chez leurs enfants que chez ceux des autres.

Peu à peu, un certain nombre de sociétés, du moins parmi les plus grandes, prennent conscience du problème. En témoigne la création en 1989 d'Eurologement, à l'initiative du CNPF et de deux organismes qui gèrent les fonds patronaux consacrés au logement, l'OCIL et l'UNIL. Cette association lui-même cherche à regrouper un maximum d'entreprises, de syndicats d'employeurs et de salariés, ainsi que d'organismes susceptibles de faciliter la mobilité géographique des salariés, en France et dans la CEE.

Mais faire appel à un cabinet spécialisé n'est pas simple, car il en pousse aujourd'hui comme des champignons après la pluie. Il suffit en effet d'un certain entêtement, de quelques relations, d'un bureau et d'un téléphone pour tenter sa chance dans ce nouveau métier. On y trouve donc le pire et le meilleur : des officines douteuses qui disparaissent au bout de quelques mois, mais aussi de petites équipes très motivées qui fournissent une aide solide et une qualité d'accueil très précieuse en matière d'intégration.

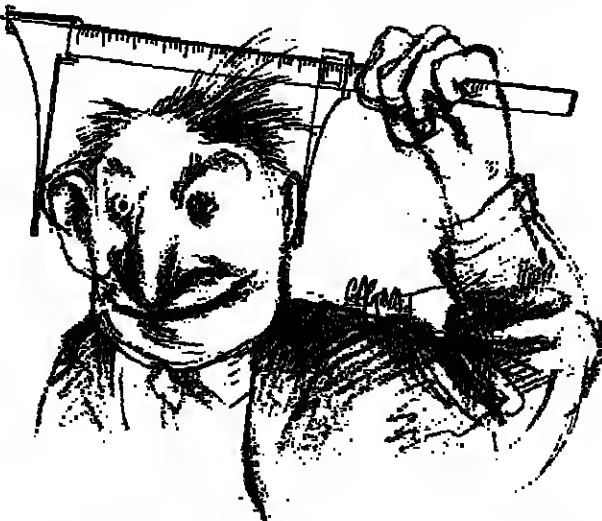
Autre variante, celle qui incarne une société comme Mobilité et Développement (M & D), qui s'intéresse aux déplacements collectifs de salariés autant qu'aux mutations individuelles. Elle intervient ainsi lorsque des entreprises déplaçant leur siège, regroupent sur un site unique des unités dispersées ou encore ferment un établissement tout en réaffectant ailleurs tout ou partie du personnel. L'opération concerne alors souvent plusieurs centaines de personnes, ouvriers et employés aussi bien que cadres.

Né des préoccupations convergentes de diverses instances et personnalités du monde patronal et syndical de la métallurgie, M & D cherche à promouvoir un « accompagnement humain » de ces situations. Ses consultants interviennent tant en matière professionnelle qu'en matière personnelle. Ils aident la société cliente à définir la façon dont seront conduites ces mutations et à briser un plan de communication. Puis se succèdent des réunions par petits groupes, des temps de réflexion, des entretiens individuels, et enfin une aide concrète à la solution des problèmes de chacun.

Marie-Claude Berthod

Forum pour l'emploi en Languedoc-Roussillon

Une première au sud de Montpellier : l'ANPE a mis face à face des cadres et techniciens en attente de réinsertion et des chefs d'entreprise



MONTPELLIER
de notre correspondant

UN parking plein à craquer. Une salle enfumée, noyée sous le hrouhaha et le micro de l'animateur... Pour un peu, on se serait cru dans un marché couvert. A une nuance près, ici, les demandeurs d'emploi avaient pris la place des acheteurs, et les chefs d'entreprise celle des vendeurs.

Ce mardi 2 avril, la délégation du Languedoc Roussillon de l'ANPE avait organisé au Mas de Saporta, au sud de Montpellier, le premier « Forum emploi pour cadres et techniciens ». La formule est née d'une idée simple : sortir de la sacro-sainte agence locale pour l'emploi, ou du système des petites annonces, en mettant face à face des chefs d'entreprise et des demandeurs d'emploi. Sept cents personnes inscrites à l'ANPE étaient dans la salle tandis qu'à la tribune une vingtaine d'entrepreneurs présentaient tour à tour le profil d'une dizaine d'emplois, avant de recevoir, dans un deuxième temps, les candidats intéressés en tête-à-tête.

Tout est parti d'une enquête lancée par la délégation régionale de l'ANPE pour recenser les potentialités d'emploi des cadres et techniciens du Languedoc-Roussillon. « Nous avons lancé cinq cents ques-

tionnaires auprès des entreprises et nous avons eu cent-trente réponses, dont plus de cent offres d'emploi », explique Aimé Léonetti, délégué régional ANPE. Nous avons donc pensé qu'il fallait le faire savoir. Il n'y a plus eu qu'à s'inspirer d'une formule née en France-Comté, mais jusque-là utilisée pour des postes de commerciaux.

EFFICACITÉ. Les invitations ont obligé les chefs d'entreprise à préciser une demande qui parfois restait assez vague. Elles ont aussi contraint les demandeurs d'emploi à se manifester en participant aux entretiens individuels. « Cela les confronte à la réalité du marché du travail, les contraint à modifier leurs demandes, ou au contraire à accepter les offres qui leurs sont faites », ajoute Aimé Léonetti. Maître mot de la journée : l'efficacité.

IBM, des sociétés de travaux publics comme BEC, le Crédit agricole, la chambre de commerce et d'industrie de Montpellier... sont venus proposer et prospecter. Ce fut souvent une bonne occasion de se faire une idée claire d'un postulant. « Notre société est limitée dans son développement, non pas au plan financier ou commercial, mais parce que nous manquons de cadres pour ouvrir de nouveaux magasins, comme le prévoit notre plan de développement », précise Frédéric Lecoq, de la société de prêt à porter KLABI. Nous cherchons donc à recruter et à former pour élargir notre réseau sur toute la France. Des contacts ont été pris.

Dans la salle, on suivait assidûment. Bénédictine, une stagiaire de l'ANPE, sera sur le marché du travail en juillet prochain et recherche déjà un emploi dans les assurances. D'autres, moins jeunes, qui avaient perdu leur emploi, étaient aussi à l'affût de l'oiseau rare. L'ANPE se donne jusqu'en mai pour établir un bilan de ce forum, car il est rare qu'un premier contact se transforme instantanément en contrat de travail. Seule certitude, le courant est passé et les responsables régionaux de l'Agence nationale pour l'emploi envisagent déjà de reconduire l'expérience, sans doute annuellement.

Jacques Monin

Valérie Devillechabrolle

S'expatrier sans douleur

EUROP Assistance a mené l'enquête en 1989. Sachant qu'une entreprise dépense en moyenne environ 100 000 francs mensuels pour un cadre expatrié, et que ce dernier va consacrer l'équivalent d'un mois et demi de son temps de travail pour s'installer, une expatriation coûte entre 180 000 et 250 000 francs, qui, au niveau des charges, se répartissent de la façon suivante : 60 000 francs de charges sociales, 15 000 francs de contribution au logement, 15 000 francs d'avantages en nature et 10 000 francs pour la retraite complémentaire et diverses charges.

Depuis quelques années, les sociétés spécialisées dans l'assistance aux expatriés se

multiplient, développant des réseaux dans les grandes capitales. Europ Assistance a décidé depuis deux ans d'occuper le terrain par l'intermédiaire d'une nouvelle filiale, baptisée Settler. Le principe reste grosso modo le même : les familles sont prises en charge par une « accueillante » expérimentée : en quinze jours, tout doit être réglé. Settler s'appuie sur le réseau et sur les banques de données d'Europ Assistance. Elle vient de créer un pôle d'assistance aux expatriés avec le cabinet Arthur Andersen (questions financières et fiscales). « Nous sommes la seule grosse organisation dans ce domaine », déclare le directeur de la société, Thibaut Mentoux, avec un aplomb étonnant. Il

ajoute que la profession, encore mal connue, serait bien besoin d'être moralisée.

Quelques quatre cents familles débarquant sur le sol français ont eu affaire à Settler en 1990. La majorité d'entre elles s'installent près de Paris, mais la province se développe. De l'avis d'Annabel Green, une des associées de Corporate Relocation, le recherche du logement n'est pas une mince affaire en région parisienne. « Nos clients ne sont pas toujours bien accueillis dans les agences », confie-t-elle. « Les particuliers qui louent à des étrangers se disent que ces derniers peuvent partir à tout moment et font valoir des exigences folles », ajoute Thibaut Mentoux.

Hélène Giraud

Les rémunérations en vitrine

Le voyeurisme en matière de salaires donne lieu à de nombreuses études

LA tentation est décidément trop forte. Qui peut se targuer, en effet, d'avoir un jour résisté au désir de comparer son salaire à celui de son voisin ? C'est la tradition anglo-saxonne, les revenus ne s'affichent pas sous nos latitudes, et nombreux sont ceux qui, en public, se contentent toujours de lâcher du bout des lèvres leur salaire annuel, au mieux en brut mensuel, mais en passant sous silence primes d'ancienneté, de résultats et autres avantages en nature.

Cette pudeur, teintée d'hypocrisie, n'empêche pas que, à l'image de ce qui se passe aux États-Unis, on se bouscule au portillon pour assouvir cette curiosité, naturelle ou entretenue, de se situer par rapport au marché des rémunérations. Inauguré en juin 1969 par l'Expansion, le numéro spécial « Salaire des cadres » est ainsi devenu un rituel annuel auquel sacrifient désormais la plupart des news magazines. Minitel oblige, plusieurs services en font aussi leurs choux gras en proposant aux curieux de calculer le salaire qu'ils sont censés

mériter. Ce créneau se révèle d'autant plus porteur qu'il existe aucune bible qui fasse pleinement autorité en la matière. Quoi qu'en disent les cabinets de conseil en recrutement qui calculent leurs fourchettes de rémunération à partir d'un échantillon « représentatif »... de leur clientèle ! Le niveau d'un salaire n'est jamais que le produit d'un rapport de forces entre deux parties, à un moment donné et dans un contexte précis. De fait, aucune situation particulière, fruit de variables multiples, ne correspond exactement aux grilles, par

définition générale, publiées dans les études de rémunérations. Or on constate que, plus ces dernières s'affinent, plus elles deviennent confidentielles, à commencer par celles commandées par les responsables de la politique salariale au sein des entreprises.

OUTIL DE PROMOTION. La réalisation d'une enquête sérieuse constitue, de surcroît, un travail colossal, dans lequel les entreprises intéressées sont obligées de simplifier. Car il ne suffit pas de mouliner les résultats de questionnaires récupérés auprès de ses clients, en les passant au crible d'ésotériques « coefficients correcteurs », pour obtenir des fourchettes applicables au cas par cas. Une enquête sérieuse se doit, au contraire, d'analyser et d'évaluer minutieusement chaque poste de travail, susceptible de recouvrir, sous une même appellation, des réalités bien différentes d'une société à l'autre.

Le prix de revient d'une telle enquête (jusqu'à plusieurs millions de francs pour une multinationale) pose alors la question de son utilité pour l'entreprise. L'entreprise commanditaire entend-elle décortiquer sa seule politique de salaires afin d'en déceler les incohérences ? Quel travail de titan pour un résultat qui ne sera pas in fine satisfaisant : difficulté de revoir sur les avantages acquis, bien-fondés des critères d'évaluation choisis... A moins que la société en question ne souhaite, par ce biais et avec la complicité du cabinet de conseil, justifier la refonte de son programme auprès de son personnel.

Pour la plupart des auteurs des enquêtes de rémunération difficiles, l'essentiel est ailleurs : dans la gigantesque partie de poker mentaire qui se joue autour de la publicité faite à ces études. « C'est un outil de promotion fantastique »,

reconnaissent-ils volontiers. Et pas seulement pour le cabinet qui cherche à prouver sa bonne connaissance du marché du recrutement des cadres. Telle grande école cherchera aussi, par exemple, à associer sa notoriété en produisant une enquête montrant que les salaires de ses diplômés sont supérieurs à ceux de leurs concurrents. Faut-il s'en offusquer ? Pas sûr, car la transparence du marché est peut-être à ce prix.

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(Écoles d'Ingenieurs et de Commerce, Maîtrises et Bac + 5 universitaires, Cadres)

CHOISISSEZ LE 3^{ème} CYCLE QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ÉTUDES MAIS VOTRE ESPRIT D'ENTREPRISE

En 9 mois, grâce à 7 missions réelles dans 7 entreprises, vous allez devenir un cadre apte à gérer toutes les situations, recherché par les entreprises pour votre talent, votre caractère, votre goût du risque et votre créativité.

Formation du 1^{er} octobre 1991 au 30 juin 1992.
Admission sur dossier et entretiens.
Inscriptions avant le 14 juin.

Instituts Européens des Entrepreneurs
ANGERS - ANGoulême - BEAUVAIS - GRENOBLE - LIMOGES - MONTPELLIER - NANTES - NANCY - ROUEN

LE 3^{ème} CYCLE DE MANAGEMENT TERRAIN

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et la Fondation Internationale des Entrepreneurs pour obtenir une documentation et un dossier d'inscription :
Service Commun d'Informations - Instituts Européens des Entrepreneurs, rue Edouard Chamberland 87100 Limoges **Tél. 55 79 86 51**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

MASTERE SPECIALISE MANAGEMENT DU TOURISME

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour acquérir une expertise dans le secteur du tourisme et approfondir les disciplines de gestion appliquées à ce domaine.

Sélection ouverte aux ingénieurs, DEA, DESS, grandes écoles de gestion, médecins, architectes.

Dossier de candidature et renseignements auprès de Cécile DESTOMBES.

ESCP

GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
78, avenue de la République - 75643 Paris Cedex 11 - Tél. : (1) 49.23.14.14

سكنيا للاعمال

صكزاونا الاصل

IV Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

INITIATIVES
EMPLOI

emplot

Les « incubateurs »

INCUBATEUR : synonyme de couveuse ; apparié où l'on fait éclore les œufs. Incubation : synonyme de couvain ; temps pendant lequel un oiseau couve ses œufs pour les faire éclore.

On pourrait trouver d'autres noms - expériences de laboratoire, greffe, bouturage, culture en serre, mais ces définitions, fournies par le Petit Larousse, s'appliquent parfaitement aux opérations qui visent à rapprocher, dans un environnement économique donné, les besoins de l'industrie, les capacités de l'université, les moyens de la recherche et les offres de la formation. A partir de contacts encore embryonnaires, il est ensuite possible d'espérer un développement des relations - en interface, disent les spécialistes dans leur jargon - qui, à leur tour, feront croître l'activité des entreprises, et donc l'emploi de demain dans les régions.

Simple dans son principe, un tel « montage » se révèle aléatoire dans la réalité, et singulièrement difficile à réaliser. Principalement en France, en com-

paraison de ce qui se passe aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Suède. Par atavisme et en raison du poids de l'histoire socio-culturelle, les universités de l'enseignement supérieur et ceux de la recherche publique - fondamentale, par définition - méprisent depuis trop longtemps le monde de l'économie. On se méfie des contraintes rendues nécessaires par le marché, et on refuse ce que l'on juge être des promesses insoutenables. « Pensez, faisait observer un financier, exaspéré, on peut devenir président d'université sans avoir jamais côtoyé l'entreprise au cours de toute une carrière ! »

RATTRAPER UN RETARD. Ce qui n'était somme toute qu'un retard, au temps de l'expansion, est devenu un handicap sérieux, depuis les années 80. La crise, la place prise par les nouvelles technologies, tout a coïncidé à aggraver la situation alors que, bien rodés, des concurrents étrangers ont pu mettre à profit leur savoir-faire, pour accentuer un avantage qui s'est aussitôt traduit sur le terrain par des pro-

Quand la faculté vend son savoir

Les universitaires se donnent les moyens de valoriser les résultats de la recherche auprès des entreprises. Non sans cos de conscience

« L'UNIVERSITÉ est une entité économique à part entière, qui « produit » des connaissances. » Hier encore, ces propos de Jean-Marie Vincent, directeur du département ULP-Industrie à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, auraient été taxés d'hérésie.

La loi Savary de 1984 faisait de la valorisation de la recherche l'une des grandes missions de l'université. Les premières initiatives dans ce sens ont vu le jour au gré des opportunités et des relations nouées entre chercheurs et industriels. Mais les actions décousues n'ont qu'un temps. Au moment où les grands organismes publics de recherche, suivant les recommandations du rapport de Jean-Claude Derian (le Monde du 27 février), envisagent de mettre en place une nouvelle structure de valorisation et de transfert, certains établissements universitaires construisent autour de la valorisation de leurs savoirs une véritable stratégie, avec l'aide de leurs tutelles : les ministères de l'éducation nationale et de la recherche, et l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche).

« La valorisation de la recherche coûte très cher. Tous les projets ne méritent pas d'être retenus. Il faut sélectionner les projets susceptibles d'un préinvestissement, pouvant les

rendre présentables à un industriel, puis déterminer le meilleur outil contractuel qui permettra de les mener à bien », explique Jean Bedin, chargé de mission auprès du ministère de l'éducation nationale pour le développement des relations industrielles, relations dont il est lui-même responsable à l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI).

LE SOUTIEN DE L'ANVAR. La procédure DIL (diagnostic des innovations dans les laboratoires), mise au point par l'ANVAR, permet aux laboratoires de détecter les projets susceptibles d'un développement. Une subvention destinée à couvrir 50 % des frais de ce diagnostic, jusqu'à un plafond de 20 000 F, est allouée par l'ANVAR aux organismes de recherche qui souhaitent l'établir ou le faire établir par une société spécialisée. L'ENI de Tarbes, ou encore l'INSA de Lyon, l'université Paul-Sabatier (Toulouse-III) et l'Institut national polytechnique de Toulouse (lire l'encadré ci-dessous) ont ainsi bénéficié d'une procédure DIL, en confiant à un cabinet de conseil la réalisation d'un audit. Objectif : identifier leur potentiel, afin de définir une stratégie de transfert adaptée à leurs compétences « et aux attentes du tissu industriel régional », comme le souligne Bernard Mugnicry, directeur de l'ENIT.

Sollicités par les établissements de la recherche d'une méthodologie, les ministères de l'éducation nationale et de la recherche se sont lancés, en 1986, dans un contrat de programme qui s'est traduit par des conseils et par un soutien financier. En quatre ans, quelque 20 millions de francs ont été versés, moitié par l'éducation nationale, moitié par la recherche.

Centrale d'évaluation et de faisabilité à Lille-I. ULP-Industrie à l'université Louis-Pasteur (Strasbourg-I). Serenit à l'ENIT. INSA-VALOR à l'INSA de Lyon, cellule de valorisation économique à Nancy-I, cellule associée recherche-entreprise à Nantes. CITAR (centre d'information technologique et d'aide à la recherche) au CNAM. Une vingtaine de structures d'interface, parties intégrantes des établissements ou constituées en société, comme Ezus SA à Lyon-I, ou OVI SA à Bordeaux-II, ont vu le jour depuis quatre à cinq ans et ont reçu l'aval des ministères concernés. Ces structures définissent les moyens et les méthodes pour effectuer les transferts de connaissances vers les entreprises, et les contraignent par des brevets, des contrats de recherche, voire des créations d'entreprise.

FÉDÉRER LES LABORATOIRES. La mise en place d'une politique systématique de transfert de connaissances pose en effet des problèmes aux universitaires. Des problèmes institutionnels, tout d'abord. Les universités de Lille-I et de Strasbourg-I ont dû réorganiser leur activité de recherche, en raison du nombre de leurs laboratoires (une soixantaine pour la première, pas moins de cent cinquante pour la seconde) et de leur diversité. Il a fallu les fédérer en fonction de leur domaine d'activité, autour de quatre ateliers-services à Lille, et de vingt-cinq centres de recherche à Strasbourg.

Maria Dutron (Zélig)

Vincent, « rien ne peut se faire dans l'université sans une volonté profonde des présidents ». ULP-Industrie bénéficie d'un budget annuel de 1,2 million de francs et son directeur se sait soutenu par les instances dirigeantes de son établissement. L'université Louis-Pasteur a été jusqu'à se doter, outre les trois conseils statutaires (administratif, scientifique et des études), d'un quatrième conseil de valorisation de la recherche, organe de réflexion accueillant des personnalités industrielles régionales, nationales et même étrangères.

Mais le redéploiement des moyens de la recherche en vue de la valorisation s'accompagne parfois difficilement des règles administratives propres aux établissements publics. « Les contraintes du contrôle comptable nous limitent dans notre démarche. Il nous est par exemple interdit de prendre des risques d'entreprise », souligne André Tordeux, de Lille-I, qui envisage de transformer sa structure en filiale pour contourner ces inconvénients.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE. La multiplication de ces structures de transfert au sein des universités pose également la question du rôle de l'ANVAR. Tous les universitaires affirment travailler en partenariat avec l'industrie. Mais en se plaçant en partenaires, et non plus en demandeurs, « Les aides de l'ANVAR se traduisent surtout par des subventions financières, mais vont rarement jusqu'à la réalisation d'études ou d'expertises directes », explique André Tordeux.

Les chercheurs s'interrogent enfin sur les problèmes de propriété intellectuelle et, plus généralement, sur le devenir de leurs travaux, une fois exploités par l'industrie. « Nous avons une mission de protection de l'innovation transférable, ne serait-ce qu'en brevetant une idée », affirme André Tordeux, responsable de la centrale d'évaluation et de faisabilité économique de Lille-I. « Nous devons préserver le patrimoine de l'établissement. Il faut faire intervenir des partenaires qui ne débourneront pas le savoir-faire des chercheurs », confirme Jean Bedin.

Le besoin de personnel compétent sachant « préserver l'équilibre entre l'intégrité de l'université et les possibilités d'ouverture » se fait d'autant plus sentir que les établissements sont seuls responsables des innovations brevetables. Jusqu'en 1989, le ministère de l'éducation nationale était un intermédiaire obligé. Mais il s'est progressivement désengagé, laissant aux laboratoires le soin de mener à bien et de financer la défense de leur propriété intellectuelle.

Les universitaires et les structures de transfert possèdent la même latitude en matière de contractualisation. Malheureusement, « un scientifique est incapable d'évaluer le juste coût d'un projet. L'industrie ne doit pas payer les seuls coûts directs (salaires humains et matériels). Le privilège d'avoir les informations en priorité, cela se paye aussi ! », affirme Jean-Marie Vincent, qui ne cache pas s'être fait traiter de marchand de tapis par un industriel.

Loetitia Van Eckhout (Zélig)



La « Sainte-Alliance » lyonnaise

Des établissements d'enseignement supérieur s'invitent au Salon de la sous-traitance

C'EST une grande première : plusieurs établissements lyonnais issus de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs et université Lyon-I) mettent la dernière main au stand qu'ils animent ensemble au nouveau Salon de la sous-traitance Alliance, prévu au mois de mai dans le parc d'expositions Eurexpo, à Lyon-Chassieu. Chacun d'eux cherchera à développer ses relations industrielles, en particulier avec les entreprises petites et moyennes. Un seul et même logiciel informatique guidera les pas des entrepreneurs vers l'équipe de recherche ou le laboratoire le plus apte.

Dans la région rhônalpine, la reconnaissance mutuelle entre l'industrie et la recherche ne date pas d'aujourd'hui. Le gérant de la société Atlas, André Dalphinnet, pourrait y jouer le rôle du patriarche. Apparue au registre du commerce dès septembre 1983, comme « filiale » de l'Ecole supérieure de chimie industrielle, de l'Institut de chimie et de physique industrielle de l'Institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes et de l'ITECH-Lyon (textile et tannerie), cette entreprise a géré, en 1990, 650 contrats, petits et grands, conclus avec 500 entreprises du cru. Une petite moitié du chiffre d'affaires est réalisée avec le concours des écoles participant au capital. Le solde pro-

vient de conventions spéciales, comme avec des laboratoires de Rhône-Poulenc.

Aujourd'hui, c'est au tour de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon-Villeurbanne (INSA) d'engager des moyens considérables. INSAVALOR, sa filiale, compte une cinquantaine de personnes, dont quarante travaillent dans les laboratoires du campus de la Doua. Le montant des contrats est passé de 30 à 60 millions de francs en trois ans. Près de 500 contrats ont été conclus en 1990, dont un tiers avec les fameuses « PME-PMI ».

CONTINUITÉ. Ces actions permettent une continuité des activités. Ainsi, un bâtiment d'un coût de 20 millions de francs, qui abrite des ateliers où vingt-cinq entreprises et près de 200 emplois, a été inauguré en octobre 1990. Parmi les fleurons de cet « hôtel d'activités » figurent Dunne, entreprise spécialiste de la thérapie du béton, et un centre de recherche de Beghin-Say, spécialisé dans la chimie des sucres. Sur les vingt-deux entreprises présentes le jour où l'on coupa le ruban tricolore, quinze étaient signataires de contrats avec les équipes de l'INSA. Le campus agit pour elles comme un « bouillon de culture ».

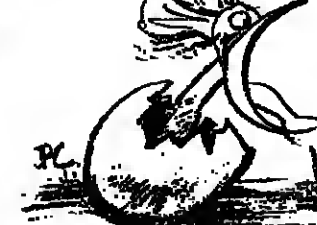
Parmi les universités françaises, Lyon-I fut la première à créer, en mai 1990, une filiale spécialisée baptisée Ezus, du nom de l'unité

celle de mesure de l'énergie créatrice.

« Depuis le mois de septembre, explique M. Gérard Posa, président du directoire, Ezus a conclu 35 contrats, pour un montant de 11 millions de francs, en ouvrant les portes de quelques-uns des 400 laboratoires de Lyon-I. » Un véritable dédale pour les entrepreneurs. Enfin, dans la prestigieuse Ecole centrale de Lyon, le service de gestion des contrats prendra lui aussi, d'ici à la fin de l'année, la forme d'une société anonyme.

Certains de ces universitaires, apparemment en rupture de ban, ne dissimulent pas qu'ils jouent sur plusieurs tableaux. Ils contribuent à canaliser le versement de la taxe professionnelle des entreprises, et le renom accru des établissements facilite grandement le placement des étudiants. Nul ne saurait le nier.

Gérard Buétes



L'expérience toulousaine

HUIT laboratoires de recherche de l'université Paul-Sabatier (UPS-Toulouse-III) ont fait l'objet d'une procédure DIL de 1987 à 1990. La moitié seulement des diagnostics établis se sont concrétisés par un transfert de technologie vers l'industrie, avec à la clef la mise au point d'un produit ou d'un procédé débouchant sur un contrat de commercialisation et, éventuellement, une création d'entreprise. Demi-échec ? La réponse de Claude Parasc, responsable des affaires scientifiques à l'UPS, est nuancée : on ne gagne pas à tous les coups.

C'est un intervenant extérieur, le cabinet CIMO, animé par des ingénieurs spécialisés dans le conseil en stratégie industrielle, qui était chargé d'évaluer la faisabilité des projets. « La procédure DIL ne devait pas bénéficier aux plus gros laboratoires », affirme Claude Parasc. Ceux-là, Claude Parasc, ceux-là, connaissent bien le milieu industriel. Notre ambition était plutôt de dynamiser les

laboratoires moins volontaristes en matière de relations avec l'industrie. » C'est pour quoi le président de l'UPS et le chargé de mission à la valorisation ont choisi, en concertation avec les directeurs de recherche, les laboratoires concernés. L'idée était d'établir, à terme, des contacts privilégiés avec le tissu des PMI régionales.

NUMÉRO UN EN EUROPE. Le laboratoire de biologie cellulaire de la faculté de médecine de Purpan a signé un contrat avec Clonotec (SA spécialisée dans le commerce d'anticorps) pour l'exploitation de la technologie de la lutte contre les polyarthrites rhumatoïdes. Le laboratoire de chimie des matériaux inorganiques et la société Ateca (Montauban) développent un nouveau matériau destiné à l'aérospatiale, tandis que les travaux du laboratoire de génie élec-

trique du professeur Buel ont permis aux établissements Soule (implantés à Bagnères-de-Bigorra) de devenir le numéro un européen dans la technologie des céramiques électriques pour les parafouilles moyennes tensions, une technologie maîtrisée par moins de dix grands groupes dans le monde.

Dans le même temps, l'INPT (Institut national polytechnique de Toulouse) a vu aboutir une vingtaine de procédures DIL. Au vu de ces résultats, l'INPT a créé, en avril 1990, Midivaleur, société anonyme chargée de la valorisation de la recherche et qui se veut « l'outil commercial de l'INPT ». En quelques mois, Midivaleur a signé pour 4 MF de contrats, et l'objectif fixé est de 10 à 11 MF en 1991.

ÉQUILIBRISTES. Jean-Pierre Gidel, consultant de CIMO, qui est intervenu à la fois à l'université et à l'INPT, perçoit l'université comme une nébuleuse, où les compétences comme les responsabilités sont diffusées. « Le chargé de

mission a dû faire de la pédagogie auprès des chercheurs. Nombre d'entre eux se sont sentis grugés par les industriels pour la rémunération de leurs travaux. » De plus, les chercheurs sont « placés dans une position ambiguë : ils sont jugés sur les résultats de la recherche fondamentale, on leur demande de publier, mais ils doivent aussi financer, en partie, leurs travaux par des contrats, alors qu'ils ne sont pas aptes à prendre en compte des problèmes économiques, financiers et industriels ».

Une position d'équilibriste qui crée un certain malaise parmi les chercheurs et qui fragilise la politique de transfert de l'université, au moment où l'INPT, mieux outillé pour gérer les relations avec les industriels, tend à occuper le devant de la scène.

Maria Dutron (Zélig)

de l'emploi de demain

gressions impressionnantes. On le voit bien en constatant le dynamisme du Bade-Wurtemberg, outre-Rhin, ou l'impact du Massachusetts Institute of Technology, le célèbre MIT, sur le redressement accompli par la région de Boston. Il y a belle lurette que, dans ces pays, le tissu industriel a su s'associer, y compris financièrement, avec les laboratoires de recherche universitaires ou de grandes écoles.

A la même époque, c'est ce bilan négatif qui a amené à une prise de conscience progressive, à la fois de l'urgence et du hiatus. Du côté du ministère de la recherche, puis de l'éducation nationale et enfin du ministère de l'industrie, des initiatives sont apparues, menées le plus souvent par des pionniers de la réconciliation, qui ont signifié un début de changement d'attitude. Des premiers outils d'intervention ont été créés. Parallèlement à la redécouverte des ressorts du développement économique local, d'unt les « acteurs » locaux, élus, employeurs, syndicalistes, etc., se sont emparés avec d'autant

plus de gourmandise que la décentralisation ouvrait de nouvelles opportunités, ces tentatives ont vite démontré que le « maillage » des compétences était non seulement possible mais indispensable.

Depuis, le dispositif a été perfectionné, comme en témoigne, entre autres, le lancement, en juin 1990, de la mission FRADE (formation et recherche appliquée pour le développement économique et l'aménagement du territoire), dirigée par Denis Chastenot (lire l'entretien ci-dessous). Symboliquement, il est intéressant de noter que cet instrument, doté de 10 millions de francs seulement pour ses interventions, est né de la volonté du ministre délégué, chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, Jacques Chérèque, qu'il dépend de la DATAR (délégation à l'aménagement du territoire) et qu'il est accueilli dans les locaux de l'ANACE (Agence nationale pour la création d'entreprises).

« FERTILISATION CROISÉE ». Concrètement, l'association peut prendre des formes extrêmement variées, à

chaque fois redéfinies selon les situations locales, l'objectif étant de canaliser les énergies et, par un simple effet de levier, de mobiliser les différentes parties. Ici, un grand groupe peut s'appuyer sur des chercheurs avec lesquels sera signé un contrat. Là, des financiers spécialisés dans le capital-risque aideront au décollage d'un projet. Ailleurs, un réseau sera constitué entre une école d'ingénieurs, un petit laboratoire et une région. On verra des émanations de l'université ou de l'enseignement supérieur prendre la forme d'une SARL, associées dans le capital aux côtés d'entreprises. Des pépinières d'entreprises accueilleront les premiers pas des créateurs et des technopoles tenteront de regrouper les efforts. Sur-tout, des PME et des PMI innovantes pourront accéder à des travaux et à des techniques que, sinon, elles ne maîtriseraient pas.

Le résultat escompté tient dans ce qu'on appelle pompeusement « la fertilisation croisée ». Une ville ou un bassin d'emploi renforce ses positions et pré-

pare le futur. Le lien créé entre l'établissement d'enseignement et les entreprises permet l'adaptation de l'un et des autres. En se développant, le pôle de recherche améliore ses compétences, modifie l'environnement économique et facilite la modernisation. Conséquence non négligeable, cette interaction attire des étudiants, des enseignants, et offre un potentiel de main-d'œuvre très qualifiée à des employeurs qui souffrent de la pénurie d'ingénieurs, de cadres et de chercheurs.

Malgré les balbutiements et les errements, la voie est donc tracée, qui commence à connaître ses premiers succès à Tarbes, à Saint-Nazaire mais aussi à Compiègne ou à Tours. Mais il faudra encore beaucoup de temps pour que cette dynamique, pourtant essentielle, gagne tout le territoire et l'énorme masse des petites et moyennes entreprises.

Alois Lebaube

Le filtre de la finance

Spécialiste de capital-risque, Bernard Daugeras fait l'inventaire des faiblesses des PME

« J'ai vu des dysfonctionnements des grandes entreprises : l'innovation était mieux gérée, les équipes de chercheurs étaient mieux tenues d'essayer. » Et n'aurait donc pas recours aux services de Bernard Daugeras, investisseur au sein de la société de capital-risque Finovélec. Services que cet ex-général du milieu scientifique, reconverti dans la finance à haut risque, ne rend que parcimonieusement : chaque année, Finovélec entre dans le capital d'une quinzaine de sociétés innovantes, alors qu'elle reçoit plus d'un dossier par jour. « Seules nous intéressent les affaires qui naissent riches et dotées d'un fort potentiel de croissance », affirme Bernard Daugeras. Les autres, c'est-à-dire plus de 99 % d'entre elles, ne relient pas du financement par capital-risque. »

Les autres ? Et, en particulier,

que le coût social des créations d'entreprises innovantes est souvent très élevé : « Tous les entrepreneurs que je connais dans la Silicon Valley ont divorcé une fois, parfois deux. D'autres, usés, excédés, disjonctent au bout de quelques années. » Les équipes choisies sont censées avoir acquis une expérience industrielle dans un grand groupe et avoir exercé des responsabilités dans un centre de profits... « et non pas de dépenses », tient-il à souligner.

« Les scientifiques perfectionnistes ne nous intéressent pas : nous cherchons des vendeurs qui savent ce que sont un marché et une ligne de produits. »

Les critères de choix se révèlent d'autant plus sévères que les six investisseurs de cette société de capital-risque participent, sur leurs finances personnelles, à tous les investissements réalisés, à hauteur de 5 % : soit une mise au

point de vue. L se qualifie lui-même volontiers de « bousculeur intellectuel ». Denis Chastenot, spécialiste de la physique atomique et des solides, responsable depuis peu de la mission FRADE (1) que lui a confiée Jean-Pierre Duport, délégué de la DATAR, privilégie en effet le terrain plutôt que les digressions de séminaires. A quarante-deux ans, ce chercheur au CNRS toujours entre trains et avions est en effet l'un des adeptes « militant » des plus convaincus du rôle majeur que jouent, ou devraient jouer, les interfaces universités-entreprises. Dans ce terme, il met un contenu qui s'appuie sur des réalisations concrètes, ces sociétés de recherche sous contrat - encore rares en France - qu'il dit être « les véritables incubateurs de demain ». Ces structures qu'il compare à des « bras d'articulation » et dont il se montre persuadé que, « pérennes ou temporaires », elles permettront d'établir entre les universités et les entreprises de production ou de services des relations spécifiques engendrant de la valeur ajoutée.

Pour Denis Chastenot, « il s'agit d'articuler la formation avec le tissu industriel et la recherche appliquée sous contrat sur les axes de développement économique des régions ». A charge pour lui de préciser les méthodes, définir les outils, mettre en œuvre la section dans une perspective d'aménagement du territoire régional ou national. Une mission qu'il peut mener grâce à une trentaine de collaborateurs et à l'appui de l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANACE).

BROUILLONNÉS ET FERTILES. Une démarche dont les origines remontent au début des années 80. « Des années brouillonnes, mais fécondes et dynamiques. Je me souviens qu'à l'époque les troupes du CNRS descendaient dans la rue pour s'opposer aux accords avec Rhône-Poulenc. Ce serait impensable aujourd'hui, ce qui permet de mesurer le chemin parcouru. » Un souvenir relié à un contexte que Denis Chastenot a bien connu au cabinet de Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche : « Notre époque a été au cœur du développement entre recherche publique et recherche industrielle. »

« Quel est le bilan de tout cela ? », s'interroge aujourd'hui Denis Chastenot. J'ai voyagé en France et à l'étranger. J'ai écouté et interrogé. De cette période, j'ai tiré plusieurs constats. Je me suis notamment rendu compte que les véritables bénéficiaires de cet ensemble d'efforts avaient été les grandes entreprises. Elles avaient d'emblée joué le jeu avec les laboratoires publics, tennient les



celles qui sont « hyper-coconées » dans les pépinières d'entreprises. Un milieu que l'investisseur de Finovélec connaît bien, puisqu'en qualité d'ancien chef du département transfert de technologies du ministère de la recherche il a participé au lancement de la plupart de ces incubateurs. « En fait, il n'y a pas beaucoup de vrais entrepreneurs dans les pépinières », constate Bernard Daugeras. La plupart de ces créateurs sont venus là pour être indépendants. »

Au « small is beautiful », Bernard Daugeras préfère de loin le « big is plenty full ». Une bonne affaire doit aussi, selon ce financier, naître avec une ambition « au minimum européenne » : l'Europe représente 20 % à 25 % du marché de la technologie mondiale, alors que la France n'en représente que 5 % - et développer le plus rapidement possible une part de marché en Amérique du Nord et (ou) dans le Sud-Est asiatique. Spécialisées dans l'informatique, l'électronique, la santé ou la communication, les entreprises sélectionnées par Finovélec se lancent généralement à l'assaut du marché à partir de niches de compétences. Au bout de sept ans, celles qui auront résisté seront revendues à des tiers ou, supprime récompense, introduites en Bourse sur le second marché.

JACKPOT. De la même façon, les meilleurs entrepreneurs sont constitués par des équipes : « Nous ne croyons pas aux hommes-orchestres ni aux sur-hommes », reconnaît Bernard Daugeras. L'expérience montre

pot de 500 000 francs par personne, sur les 60 millions de francs investis au total en 1990.

La soixantaine de sociétés innovantes retenues par Finovélec sont donc le plus souvent issues d'essais. « Beaucoup d'entre elles ont d'ailleurs démarré », précise Bernard Daugeras, « à la suite d'un travail en perenne de leur créateur. » Ce filtre serré n'empêche pas les financiers de Finovélec de se tromper « une fois sur trois ou quatre » et de décrocher « le jackpot une fois sur dix ». « Ces chiffres montrent que, faute d'un marché suffisamment large, nous ne sommes pas encore assez sélectifs. » Pour M. Daugeras, c'est avant tout une question de « culture » : « Les Français ne sont ni des vendeurs ni des entrepreneurs : c'est dommage parce qu'avec tout le savoir-faire existant il y aurait de beaux coups à réaliser ! »

Valérie Devillechabrolle

MBA pour MANAGERS du DEVELOPPEMENT LOCAL

sept. 91/sept. 92 (1 semaine/mois + 2 stages)
sélection sur dossier (5 ans d'exp. prof. et Bac+5) jusqu'à fin mai

INSTITUT DES MANAGERS DU DEVELOPPEMENT LOCAL
93 rue de la Jonquièrre 75017 PARIS
01 40.25.39.02

Un chercheur en mission

Denis Chastenot milite en faveur des interfaces entreprises-universités

mêmes propos, possédant le même langage. Ce qui explique pour partie qu'aujourd'hui le CNRS engage 350 millions de francs de contrats annuels.

« Mais dans le même temps, le monde de l'industrie restait coupé des universités et des écoles d'ingénieurs. Cela au milieu des années 80, époque des formidables mutations, de concurrence, de mondialisation de l'économie où la recherche-développement devenait un outil fondamental de la stratégie de l'entreprise. »

Mais, si les grands groupes - et c'est le syndrome bien français de type TGV - tiraient leur épingle du jeu, les 30 000 PME-PMI dispersées sur tout le territoire, et qui représentent 46 % des effectifs salariés de l'industrie, attendaient des interventions qui pouvaient être difficilement assurées par des laboratoires universitaires.

PÉNURIE D'HOMMES. « Ce que réclament les petites et moyennes entreprises, poursuit Denis Chastenot, ce n'est pas tant la valorisation de la recherche que la solution à leurs problèmes de ressources humaines. Elles manquent de bonhommes avec un regard neuf, capables de rentrer dans la mentalité de l'entreprise. »

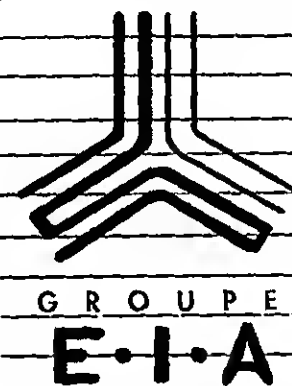
Selon Denis Chastenot, la solution ne saurait passer sans formation. Et donc, pour partie, par les filières technologiques universitaires proches de la recherche appliquée. D'où, une nouvelle fois, le rôle des interfaces professionnalisées qui, d'incubateurs et pépinières de projets, peuvent aussi être lieux de formation de chercheurs à la gestion de projets. A la condition toutefois d'être localisées physiquement, comme c'est le cas à Tarbes, et de travailler avec les IUT, les écoles d'ingénieurs, les lycées techniques. Les

sites pilotes de Reims, Le Mans, Compiègne, où l'emploi se doit d'être consolidé, et de Brest, Saint-Nazaire, Belfort. Tours ainsi que la Corse, en pleine mutation économique, sont actuellement de la compétence de la mission FRADE.

« Nous sommes mobilisés sur ces objectifs », conclut Denis Chastenot. Ils ont aussi pour but de drainer des compétences dans les régions et, partant, de recréer une dynamique locale qui consolide l'emploi. Or toutes les régions sont aujourd'hui bien équipées pour recevoir des entreprises. En revanche, elles souffrent d'un problème grave : celui de la pénurie d'hommes. »

Jean Menanteau

(1) FRADE : Formation et recherche appliquée pour le développement économique et l'aménagement du territoire.



Groupe Ecole Internationale des Affaires

CESEM Méditerranée - CECE/MBA International - Executive MBA, ESC Marseille Provence - ISEFI, Institut de Finance - ISGA Ingénierie du tertiaire.

CESEM MEDITERRANEE

Le CESEM Méditerranée (Centre d'Etudes Supérieures Européennes de Management) a été créé en 1989 au sein de l'Ecole Internationale des Affaires de Marseille Luminy pour répondre aux exigences croissantes nées de l'internationalisation des marchés.

Partenaire du CESEM Reims et soutenu par la Communauté Economique Européenne, le CESEM Méditerranée s'est forgé, en trois ans une réelle dimension européenne.

Pour créer des programmes parfaitement intégrés, le CESEM Méditerranée a noué des liens solides avec trois institutions européennes, partenaires garantis de l'homogénéité des enseignements dans chaque pays : le Middlesex Polytechnic de Londres, la Hochschule de Brême et l'Université de Valence.

Une croissance rapide des effectifs - 175 étudiants de quatre nationalités à Marseille dès Septembre 1991 - témoigne de l'attrait pour une formation internationale dans son contenu comme dans son vœu, pour une double qualification et une double expérience professionnelle.

2 ans en France, 2 ans à l'Etranger

Reconnus sur concours après le baccalauréat, les étudiants suivent une formation à la gestion, en quatre ans, qui leur offre de multiples possibilités.

Inscrits à un programme binationnel, les Césémiens réalisent la moitié de leurs études dans un pays européen de leur choix : Royaume Uni, Allemagne, ou Espagne et l'autre moitié en France.

Les deux premières années sont consacrées à l'étude de l'environnement et des fonctions de l'entreprise ainsi qu'aux techniques de gestion.

Un enseignement systématiquement adapté au cadre européen et dans lequel l'équipe pédagogique s'attache au développement personnel de l'individu.

La réalisation d'un stage en troisième année permet aux étudiants de confronter leurs connaissances à la réalité des pratiques managériales ; mais c'est aussi pour les entreprises à dimension européenne une opportunité de contribuer à la formation de futurs cadres internationaux.

Une conceptualisation des expé-

riences vécues en stage au cours de la quatrième année permet à chacun d'effectuer la synthèse des différentes disciplines et de se spécialiser dans l'un des domaines qu'il privilégie.

Deux diplômes

A la fin des études deux diplômes sont délivrés : celui du CESEM Méditerranée et celui de l'institution partenaire.

Quelque soit le pays dans lequel ils ont initié leur cursus, ces jeunes européens sont intégrés au sein de promotions plurinationales dans lesquelles ils peuvent partager leurs connaissances, leurs expériences et leur culture.

Un acquis interculturel certain pour ces futurs cadres qui développent également leur capacité d'adaptation à un environnement professionnel européen.

Déjà bilingues, ils ont effectivement acquis un an d'expérience en entreprise afin de posséder un réel savoir faire et saisir, au terme de leur formation, les meilleures opportunités dans le contexte international et plus particulièrement européen des années 90.

Renseignements :
Groupe EIA Domaine de Luminy C 921 13288 Marseille Cedex 09
Tél : 91 26 98 00 Fax : 91 26 81 62

5021311111



TARBES
de notre envoyée spéciale

SERENIT, une société de six salariés, créée en 1987 à l'initiative de l'ENI, a joué un rôle moteur dans cette dynamique.

CIVILISME ÉCONOMIQUE. Les entreprises aussi, doivent éviter certains excès. « L'intérêt d'un entrepreneur est de publier ses travaux et d'obtenir des contrats les plus chers possible », déclare Arnaud de Boyssoud, PDG de Souté, une entreprise spécialisée dans le bâtiment. SERENIT. Ce qui n'est pas l'intérêt de l'entreprise. Il faut donc bien clarifier la relation et prévoir des clauses qui tiennent au laboratoire. « Il s'agit d'un contrat de collaboration, de recherche qu'elle ou elle développe pour vous. » Depuis trois ans, SERENIT gère aussi le projet de fin d'études des ingénieurs quinquennaires. « Les sujets sont proposés par les entreprises », explique François Lascias, directeur du développement de SERENIT. « C'est la pièce maîtresse du dispositif, car elle valorise le travail des

tion et de transfert de technologie (CRITT) où siègent, autour de l'ENI, des partenaires tels que la CCI de Tarbes, le comité départemental de développement économique (CDDE), émanation du conseil général, et des industriels. Dernier maillon : le Centre d'entreprise et d'innovation, une pouponnière d'entreprises officiellement créée en septembre dernier, qui a déjà donné naissance à deux sociétés montées par des élèves de l'ENI.

Francine Aizicovitch

L'Atlantopôle de Nantes joue le travail en équipe

OISEAUX RARES. Une fois recrutés, ces quatre oiseaux rares n'ont pas passé moins de trois ans à réunir les 1 500 chercheurs de Loire-Atlantique et autant d'industriels, afin de définir les thèmes répondant le mieux aux besoins locaux. Enfin, et c'est la partie la plus délicate, à charger pour eux désormais de construire les bâtiments incubateurs (2 800 mètres carrés chacun), *a priori* les mieux adaptés aux besoins de chaque interface.

Visiblement la greffe a pris : les universitaires s'impliquent de plus en plus dans l'Atlanpôle et, conservation symbolique, la Chambre d'agriculture a décidé d'emménager dans l'immeuble la concernant. Pourtant, à quinze mois de son départ, Jean-Yves Delaune n'entend pas se contenter de gérer l'acquis. Con vaincu qu'aucune science n'est mineure, ce libéral, qui ne jure que par le marché, envisage de créer un type d'incubateur entièrement nouveau : un immeuble situé en milieu littéraire pour créer des sociétés de services en linguistique, ethnologie et langues étrangères.

Frédéric Lemaître

Echanges d'intérêts

On pourrait, au vu de ce raisonnement un peu schématisé, penser que la recherche appliquée se comporte comme un parasite de la recherche fondamentale, qu'elle est totalement dénuée d'initiative propre, de créativité. Une analyse que contredit Yves Farge : « Il arrive souvent que des idées nouvelles jaillissent des échanges entre les entreprises et les laboratoires universitaires. Ni l'entreprise ni le laboratoire ne peuvent en revendiquer la paternité ».

Catherine Leroy

**GROUPE
CERAM-CERICS**

SOPHIA ANTIPOLIS

MS
EN MANAGEMENT DES TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION

Le CERAM Mestiers poursuit sa campagne de recrutement 91-92 pour cette formation de haut niveau (7^e promotion) définie et animée avec le concours des professionnels et experts de son comité scientifique : constructeurs, SSII, consultants, utilisateurs.

MS
EN SECURITE DES SYSTEMES
D'INFORMATION

Le CERAM Masters poursuit sa campagne de recrutement (12e promotion), afin de développer la formation de haut niveau qu'elle a mise au point. Ces grandes entreprises et organisations ont collaboré à la création de ces Masters et assurent les enseignements : AEROSPATIALE, APAVE, BOUILLON LAFITTE, CA, CEA, EGIS FINANCES, COETT, CNIL, BANQUE PARISIENNE, CLUSIF, COMPAGNIE GENERALE D'ETUDE, CSCE, DIGITAL EUROPE, ELF AQUITAINE, GEMP, AGRICOLE, FRAMATOME, FRANCIS TELECOM, GEMP, CARD, INFONET, IBM, LOGICAM, MEMOGARDE, OSCI, PEAT MARWICK, QUESTREL, RHONE POULENC, SEPT GROUP, SEPT, SERETE CONSTRUCTIONS, THOMSON, THORN EMI SOFTWARE, TRANSPAC, UAF, XP CONS

MS
EN ARCHITECTURE ET
ADMINISTRATION DE RESEAUX

Le CERPAR Maitres poursuit sa campagne de recrutement 91-92 pour cette formation de haut niveau (la promotion) définie et animée avec le concours des professionnels et experts de son domaine scientifique : DEC.INRIA, IBM, BULL, RALP, XEROX, UNISYS, SEMA, CREDIT AGRICOLE, THOMSON, CNET, MATRA, ALCATEL, EPFL, SAGATEL, SEPT, TRANSPAG, CSEE, TELESYSTEME, AEROSPATIALE, INFONET, IRI, TECHNOLOGIES, OSTEEL, MICROSOFT, IDATE, AXONE, etc..

MS
EN INGENIERIE DU TERTIAIRE

Compétitivité, réactivité, productivité... rien de tout cela n'est possible sans une profonde révision des modes d'organisation. C'est pourquoi nous nous consacrons à la mise au point de solutions innovantes, basées sur les dernières technologies de l'information. Ce bascule est prioritaire dans le tertiaire.

Le tertiaire est le secteur des tâches administratives auxquelles n'échappent aucune entreprise, c'est aussi le secteur, en développement et à diversité, des services publics ou privés.

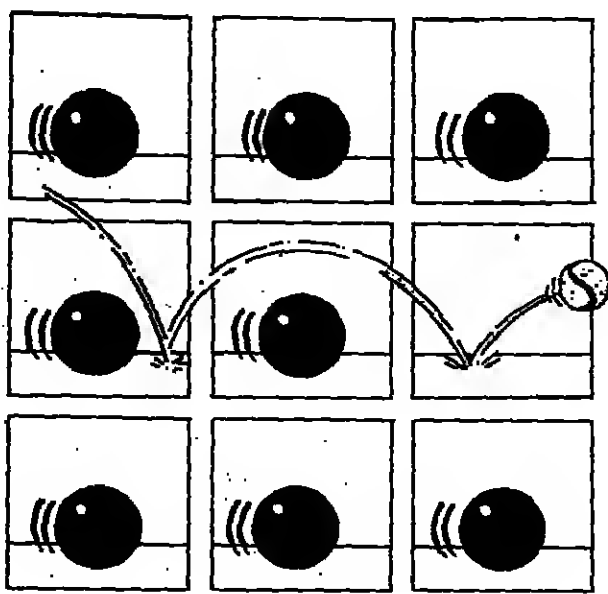
Une entreprise dans ce domaine, c'est intégrer les technologies de l'information dans la cohérence d'un projet d'organisation globale et de mettre en oeuvre un schéma directeur stratégique.

C'est aussi assurer un rôle de consultant qui maîtrise la prise en compte de l'impact des nouvelles technologies de l'information sur le changement au service d'un souci prioritaire de la Direction Générale.

Le CERAM Maîtrise personnel sa campagne de recrutement et pour cette formation de haut niveau (2e promotion) elle a organisé les concours des professionnels et experts de compétence scientifique : UAP, IBM, URSSAF, BULL, ACCORD, CREDIT AGRICOLE, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, TECHNOLOGIES, CREDIT AGRICOLE, CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CONSULTANTS, GENPEC, MICROSOFT, DIGITAL FRANCE, ORTEL, CNET, APPEL, RANK XEROX, ETC...

Renseignements : Service Recrutement MS CERAM-CERICS
Les Lucioles - BP 120 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex
Tél. : 93 95 45 73

Le Monde *des* Cadres



LA CULTURE DES DIFFERENCES

Partager notre culture, c'est intégrer un groupe de renommée internationale, et partager un esprit de différence au sein d'une organisation européenne.

Filiat du groupe américain QUAKER OATS, nous sommes l'une des plus grandes références de l'agroalimentaire avec des marques à très forte notoriété (CRUESLI, MUESLI, OH !, CROUSTY MIEL, FIDO, FIDELE, STEAKY, DELIKAT, GATORADE).

Intégrer les différences, c'est cultiver la vôtre... C'est aussi conjuguer réussite commune et épanouissement individuel.

QUAKER FRANCE Direction des Ressources Humaines
40, bd de Dunkerque - 13002 MARSEILLE.



NOS DIFFERENCES
NOUS RASSEMBLENT

QUAKER FRANCE

Notre ville de 40.000 habitants, au centre d'une agglomération de 250.000, offre un cadre de développement et la possibilité d'acquiescence de plusieurs grands projets pour améliorer le cadre de vie de nos concitoyens.

CONSTRUIRE L'EXPANSION D'UNE AGGLOMERATION DE 200.000 HABITANTS

DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES TECHNIQUES

En plus des tâches classiques qui vous incombent - gestion des services techniques de la mairie au jour le jour, responsabilité directe des études et des travaux neufs - vous avez une fonction de prospective au sein d'un groupe de travail, autour du Maire et du Directeur Général. Vous êtes alors une force de proposition en matière d'aménagement urbain.

Obligatoirement ingénieur de formation, vous correspondez à l'un des deux profils suivants :

- statutaire de la fonction publique, vous venez d'une mairie ou d'un service de l'Etat.
- après une expérience dans le privé, vous voulez aujourd'hui apporter votre savoir-faire à l'administration municipale, car le service public vous attire.

Dans les deux cas, vous avez environ 35/40 ans. Au-delà de vos compétences techniques, ce sont vos qualités de meneur d'hommes qui nous intéressent, car vous encadrez des équipes nombreuses qu'il faut motiver et former. L'élan à donner dépend de vous. Autonome, pédagogue, avant tout homme de terrain, ces responsabilités vous apporteront une large ouverture sur la vie économique d'une région qui "bouge". Vous avez donc une personnalité "trampée" et possédez l'autorité naturelle et l'envergure nécessaire à la prise en main immédiate de cette direction.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et rémunération, sous la référence F 13 K01 à notre Conseil RESOUDRE, 50, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

RESOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

MARKETING INDUSTRIEL

CHARGE D'ETUDES DE MARCHES

Nous sommes une société papetière française, solidement implantée, en fort développement, et nous fabriquons et commercialisons une gamme étendue et variée de produits.

Nous étudions les structures marketing et créons le poste de chargé d'études.

Rattaché au directeur marketing, il aura pour mission de participer à une meilleure connaissance des marchés européens (évolution, concurrence...) de façon à déterminer les choix de produits et les stratégies d'évolution à moyen et long terme.

Le poste consiste à assurer une veille économique du marché, à traiter les données disponibles, mais aussi à effectuer des actions de terrain d'enquête et de collecte d'informations. Il implique de nombreux contacts tant internes qu'externes à la société, ainsi que des déplacements en France et en Europe.

Nous recherchons un candidat de formation ESC ou équivalent, débutant ou ayant acquis une première expérience, disposant de qualités de rigueur et de curiosité, de capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse. En outre, nous attendons un sens relationnel marqué. La connaissance de l'anglais est impérative, l'allemand est souhaité.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 16 A 2155-1M. - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



FORMATION PROFESSIONNELLE

EXPERTISE EN INFORMATIQUE DE GESTION

DIPLÔME DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

■ **FORMATION** : 9 mois et un stage en entreprise : cursus pluridisciplinaire d'informatique et de gestion conduisant aux fonctions de chef de projet, de systèmes d'information ou concepteur (ouverte aux étudiants ou aux salariés bénéficiant d'un congé individuel de formation).

■ **ADMISSION** : Bac + 4 et expérience professionnelle.

■ **SÉLECTION** : le 17 juin 1991

■ **INFORMATION** : Nathalie MERLEAU
Tél. (1) 47 55 42 85
U.F.R. Informatique de Gestion.



Place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75775 Paris Cédex 16

MAITRISE MIAGE

Diplôme national

Formation préparant à la fonction

d'ANALYSTE EN INFORMATIQUE DE GESTION

en trois ans
(deux soirées et une demi-journée par semaine)
sanctionnée par un diplôme : la maîtrise MIAGE

Prochaine rentrée : 1^{er} octobre 1991

Ecrire à l'INSTITUT SUPÉRIEUR D'INFORMATIQUE
Bâtiment 334 - Université Paris-Sud - 91405 Orsay Cedex.



Institut Supérieur d'Informatique
et d'Automatique

Informatique industrielle

Vous êtes INGENIEUR DIPLOMÉ : l'ISIA vous forme en 2 ans à la conduite de grands projets (EPR, Eurojet...) relevant de l'informatique industrielle (génie logiciel, automatique, télécommunications, robotique).

Les études sont gratuites et une rémunération est prévue dans le cadre du projet d'étude. L'environnement exceptionnel de Sophia Antipolis, 1^{re} technopole européenne, située près de Nice, et l'effectif réduit des promotions, permettent d'assurer la qualité d'un enseignement à la pointe des innovations, avec un encadrement de haut niveau.

L'ISIA délivre un diplôme d'ingénieur de Spécialité de l'Ecole des Mines de Paris. Sélection sur dossier et entretiens.
Préinscription : ISIA, rue Claude-Daunesse,
Sophia Antipolis, 06565 Valbonne Cedex.
Tél. 93.95.75.75 ou 93.95.75.24.

ECOLE DES MINES DE PARIS



MASTERE
back-office

Organisation, contrôle et audit
des opérations financières

Formation ouverte aux cadres et demandeurs d'emploi

PARTENAIRES

Association Française des Banques, Association Bancaire Italienne, Banque de France, Banque Indosuez, Banque pour l'Industrie Française, Banque Nationale de Paris, Banque MSM, Banque Paribas, Banque Populaire, BDA/Deloitte & Touche, Caisse de Gestion Mobilière, Chicago Board of Trade, City University Business School London, Commission des Opérations de Bourse, Concept Recrutement, Crédit Agricole, Crédit Commercial de France, Crédit du Nord, Crédit Foncier de France, Crédit Fonder de Monaco, Crédit Lyonnais, Fininvest, GSF, Instituto Universitario de Administración de Empresas, International London Stock Exchange, International Society of Securities Administrators, Chase Manhattan Bank, Citibank, Deutsche Bank, Dresdner Bank, Midland Bank, Nomura, Union Bank of Switzerland, Merrill S.A., NASDAQ International, Revue Banque, SCBF, SICOVAM, Société de Diffusion d'Informations Boursières, Société des Bourses Françaises, Stockholm Option Market, Stockholm Universitet, Sun Microsystems, WHU Coblenz.

PROGRAMME AGRÉÉ PAR L'ÉTAT (CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION, AFD)

CLOTURE DES INSCRIPTIONS : 15 MAI 1991

MS back-office - Groupe CERAM-CERICS - BP 120 - Sophia Antipolis
06561 Valbonne cedex - Tél. : (16) 92 94 22 00



avec le soutien de la Commission
des Communautés Européennes

PROJET D'AMBIANCE DE RECHERCHE
ET D'INNOVATION
CERAM - COMETT - CERICS

مكتبة الأمل

هكذا من الاحل

VIII Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

Le Monde

des
Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

Notre jeune Cabinet de Conseil est né il y a 4 ans d'une passion : le développement conjoint des compétences et de la compétitivité de l'entreprise. Aujourd'hui forts de l'enrichissement de nos méthodes et de la croissance de notre activité, nous recherchons des

CONSULTANTS de DIRECTION

MANAGEMENT ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

De formation supérieure (Bac + 5), vous avez 8 à 10 ans d'expérience, dont au moins 5 en cabinet. Vous avez acquis la dimension de conseil de direction en conduisant des actions de changement relatives :

- au management et à l'organisation générale,
 - à l'audit et à la gestion des ressources humaines,
 - aux systèmes d'information, de formation et de communication interne, etc.
- Si vous êtes innovateur et entrepreneur et si vous souhaitez rejoindre une structure légère pour en devenir partenaire associé, nous vous proposons d'intégrer notre cabinet.



Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. C 3 M à notre Conseil HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57, rue des Mathurins 75008 PARIS. Tél. 42 65 38 39

BANQUE D'AFFAIRES, adossée à un grand Groupe Français, recherche pour accompagner son développement deux nouveaux collaborateurs :

Responsable clientèle

Nous sommes intéressés par un cadre à fort potentiel commercial, pouvant s'intégrer dans une équipe performante et vendre des produits financiers sophistiqués. Vous avez une première expérience de la vente dans un secteur fortement concurrentiel, bancaire ou non bancaire ; une connaissance de la clientèle institutionnelle française ou étrangère serait appréciée. Réf. FBF 2/M

Opérateur de salle des marchés

Nous recherchons un jeune cadre à fort potentiel technique, ayant déjà acquis deux ans d'expérience professionnelle au sein d'une Salle des Marchés et possédant une bonne connaissance des produits Cash, Optionnels et Futurs.

Une partie de votre travail sera effectuée en liaison avec les gestionnaires de la Maison, au sein de la salle des fonds, notamment indiciaires, existants ou à développer. Réf. FBF 3/M

La rémunération sera fonction de l'expérience et des compétences. Elle comportera une part variable (Bonus et Intéressement). Des possibilités de carrières diversifiées vous seront offertes en FRANCE et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à notre conseil : INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 Paris

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

VILLE DE CAEN

115 000 habitants - Capitale Régionale, Ville Universitaire, recherche son
DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES
(2500 agents - Budget global de la Ville : 980 MF)

Définition de l'emploi

Membre de l'équipe de Direction des Services Municipaux, il contribue à la définition de la politique de gestion des ressources humaines de la Ville qu'il est chargé d'animer et de mettre en oeuvre.

Profil du poste

- Formation supérieure de niveau bac + 4 minimum (droit, gestion, sciences sociales)
- Solide expérience de la fonction acquise en Collectivité ou en PME-PMI de plus de 500 personnes
- Sens de l'organisation, de l'animation et de la communication
- Goût pour l'innovation et les relations humaines

Conditions de recrutement

- soit par voie de mutation ou de détachement d'un Directeur ou Administrateur territorial dans le cadre statutaire complété par un régime indemnitaire motivant
- soit dans un cadre contractuel à un niveau équivalent

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo d'identité, devront être déposées avant le 7 mai 1991 à Monsieur le Sénateur Maire, Direction du Personnel, Hôtel de Ville, 14027 CAEN cedex.

Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus au Secrétariat Général : Tél. 31.30.42.27

Directeur des Relations Humaines

VEZ REJOINDRE UN
DÉPARTEMENT DYNAMIQUE
EN PLEIN ESSOR ÉCONOMIQUE



LE CONSEIL
GÉNÉRAL DE
L'ESSONNE

recherche un DIRECTEUR Administrateur Territorial

Vous assurerez l'encadrement et l'animation des trois sous-directions suivantes :

- Sous-direction des finances et des marchés : 40 Agents
- Gestion des marchés, budgets, études financières.
- Sous-direction du domaine et des moyens généraux : 25 Agents
- Gestion du domaine privé du département. Diverses acquisitions : matériels, véhicules, etc.
- Sous-direction du personnel et de l'action sociale : 40 Agents
- Gestion du personnel.
- Conception d'une politique novatrice en gestion des Ressources Humaines

Vous avez :
• Une formation supérieure et polyvalente : droit, finances, gestion...
• Une solide expérience des collectivités territoriales à un poste de direction
• Manager reconnu, vos qualités de gestionnaire, votre sens des contacts, votre rigueur vous permettront d'intégrer une équipe de direction ambitieuse et dynamique.

Merci d'adresser sous réf. 1626M, lettre manuscrite, CV et photo à notre conseil
LIGHT ANNE GRILLON, 17119 rue Jeanne BRACONNIER
43000 MEUDON LA FORÊT CEDEX

U HT

Jeune statisticien

Nous sommes une importante Caisse de Retraite de cadres basée à Paris-La Défense. Au sein de notre entité Prévoyance, nous vous proposons de prendre en main les études statistiques, fonction que nous créons.

Vous êtes diplômé de l'ENSAE, l'ISUP ou de l'enseignement supérieur en mathématiques, statistiques, économétrie... Vous avez une première expérience professionnelle que vous souhaitez valoriser dans un environnement en évolution. Notre conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette recherche, vous remercie de lui envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV), sous référence 431 B.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél.: (1) 42 94 21 34.
Conseil de direction

Magazine Economique
recherche

JOURNALISTE CONFIRME

Vous avez une solide expérience de la presse économique et notamment des placements financiers pour les particuliers. Vous avez l'habitude de proposer des sujets, de coordonner des pigistes, d'élaborer des numéros spéciaux. Vous privilégiez le travail d'équipe. Vous êtes un professionnel et saurez faire valoir votre talent au sein d'un groupe performant.

Merci de nous adresser votre CV + lettre manuscrite + prétentions s/réf. 4884 M (à préciser sur l'enveloppe) à
AFFLUENTS - 43, rue du Chemin-Vert 75011 PARIS - qui transmettra. Discretion et réponse assurées.



La ville de CHALON-SUR-SAONE (60 000 habitants)
recherche :

un(e) attachée(e) de presse

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez déjà acquis une expérience du métier de trois à quatre ans. Disponible, vous avez le sens du travail en équipe.

Venez rejoindre le service communication où :

- vous assurerez les relations avec la presse locale, régionale et nationale ;
- vous participerez à l'élaboration de la politique de communication ;
- vous travaillerez directement avec le Député-Maire.

Envoyez curriculum vitae, photo et souhaits de rémunération à :

Dominique PERBEN, Député Maire,
Service Information et Relations Publiques,
Mairie de Chalon-sur-Saône, place de l'Hôtel-de-Ville
BP 92, 71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex. Tél. : 85-48-01-70

LE MUSÉE DU LOUVRE

recrute

son chef du service de l'accueil du public

Dans un environnement évolutif, il doit :

- gérer et faire évoluer 110 agents ;
- concevoir les aménagements matériels et les moyens propres à améliorer la qualité de l'accueil du public (4,5 millions de visiteurs/an) ;
- participer aux réflexions d'ensemble sur le projet Grand Louvre.

Formation supérieure (bac + 4), 35 ans minimum.
Statut de contractuel. Salaire : 189-236 KF

Candidatures à adresser au :
MUSÉE DU LOUVRE - Ressources Humaines
34, quai du Louvre - 75008 Paris Cedex 01

S.I.V.O.M. DE LA ROCHELLE

recrute

DIRECTEUR DU SERVICE ÉCONOMIQUE

MISSION :
En liaison avec le Secrétariat Général, il coordonne et anime le Service Économique (5 personnes) :

- accueil des entreprises ;
- gestion d'un parc immobilier ;
- développement de zones industrielles et d'activités ;
- suivi parc technologique et zone agro-alimentaire.

PROFIL :
Directeur du Service Administratif, Administrateur Territorial ou Contractuel

Conditions salariales statutaires plus indemnités.
Expérience indispensable dans les secteurs considérés.
Connaissance du milieu économique. Anglais.

Adresser avant le 3 MAI 1991
Candidature et CV à M. le Président du S.I.V.O.M.
de la région de La Rochelle
Direction du Personnel - Hôtel de ville
BP 1541 - 17086 La Rochelle Cedex 02

JEUNES CONSULTANTS

Solide ment installés dans le Conseil en Organisation, nous accueillons des diplômés Bac + 5, écoles d'ingénieurs, de commerce ou universités, motivés par la gestion du changement. Vous serez :
• acteur de l'évolution d'une clientèle variée et, grâce à des missions innovantes, coauteur à prendre de larges responsabilités,
• apprécié pour vos qualités de contact, vos facultés de réflexion, votre goût réel du travail en équipe et votre créativité,
• retenu si vous êtes capable de vous investir dans notre développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :
ASCODE S.A. 72 bd Haussmann, 75008 Paris.

Le Monde *des* Cadres

NEGOCIATEUR CHARGE DES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES Assurances collectives

Paris - Ce groupe, un des leaders sur le marché des assurances collectives renforce sa structure commerciale et souhaite intégrer pour son développement action commerciale, un chargé des relations avec ses partenaires. Au sein de l'unité relations extérieures, il aura pour mission d'assurer l'interface entre les partenaires et les commerciaux du département dans le but d'optimiser les négociations commerciales. Son activité le conduira à suivre l'action des partenaires pour la prévoyance, négocier des arbitrages et établir des relations de confiance. Il devra également les informer et les former en organisant et en animant des stages.

Enfin, il assurera l'assistance et le conseil auprès des inspecteurs commerciaux. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (bac + 4 minimum - droit... éco... commercial...) disposant de 3 à 5 ans d'expérience en prévoyance ou retraite (si possible). Des capacités pédagogiques, un tempérament accrocheur et un excellent sens relationnel seront vos meilleurs atouts. Ecrivez à P. EVEN en précisant la référence A/D2209M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 48.88.79.60.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

DEVELOPPEZ NOTRE ACTIVITE FORMATION AU MANAGEMENT

PA Consulting Group, leader international du Conseil en Management et Technologie, poursuit son expansion en France. En nous appuyant sur le savoir-faire de notre Centre International de Formation - SUNDRIE PARK MANAGEMENT CENTRE accueillant, tous les ans, plus de 4.000 cadres européens - nous créons à Paris un département spécialisé dans la formation et le développement personnel des cadres et dirigeants, et recherchons son animateur. Sa mission sera d'offrir aux entreprises le moyen d'améliorer leurs performances par le développement personnel de leurs man-

gers, au travers de programmes de formation adaptés et utilisant les technologies d'enseignement les plus sophistiquées. Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'au moins 35 ans, il disposera d'une solide culture en Ressources Humaines et aura une réelle expérience du marketing de services auprès de grandes entreprises nationales et internationales. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/655M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Notre avenir : DIRIGER NOS RESSOURCES HUMAINES

Avec plus de 1,2 milliard de CA, 16 milliards d'actifs gérés, 180 000 clients confiants et satisfaits, la B.P.R.O.P. (Banque Populaire de la Région Ouest de Paris) joue un rôle de premier plan dans la stratégie d'expansion du Groupe Bancaire Français, les Banques Populaires.

Par ses performances, notre banque manifeste sa volonté d'être chaque jour "PLUS ET MEUX BANQUIER". Cette réussite, nous la devons avant tout au milieu de collaborateurs qui quotidiennement contribuent au développement de la B.P.R.O.P. C'est dans ce contexte riche en perspectives, que nous recherchons

L'ADJOINT DE NOTRE DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

A 35/40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une expérience réussie dans la fonction personnel en tant qu'adjoint (grandes entreprises) ou DRH (PME-PMI). Véritable professionnel des Ressources Humaines, rompu aux négociations individuelles et collectives, vous saurez aborder la fonction dans sa globalité et serez à l'écoute de nos directions opérationnelles. Homme de communication et de dialogue, vous animerez l'ensemble de notre équipe Ressources Humaines. Force de proposition, vous avez toutes les qualités requises pour vendre et concrétiser vos projets. Vous l'avez compris, vos compétences et vos résultats seront les facteurs clés de votre avenir.

Pour un premier entretien à Paris, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. LM/P2 à notre Conseil - Rémi CHEVALIER - HRC - 1, chemin de Montigny - B.P. 85 - 95223 HERBLAY CEDEX.

B.P.R.O.P.
Plus et mieux banquier

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PERPIGNAN

recherche

Consultant Industriel Généraliste H/F

De formation Ecole d'Ingénieurs ou Ecole Supérieure de Commerce, vous disposez de quelques années d'expérience acquise en entreprise, dans des fonctions de généraliste.

Vous aurez pour mission, en liaison avec le Responsable du Service, de mener des actions d'information et de conseil aux entreprises industrielles, dans les domaines de la création, du développement, de la transmission, de l'innovation et de la diversification.

Votre dynamisme, votre enthousiasme et votre goût pour la communication faciliteront votre intégration au contact industriel local et vous permettront d'animer des groupes de réflexion par secteur d'activité.

Méthodique, doté de solides qualités d'analyse et de synthèse, vous serez, par ailleurs, amené à réaliser des missions de diagnostic et de conseil individuel auprès des PMI en matière de gestion industrielle.

Votre goût pour le travail en équipe, vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer avec aisance dans cette fonction. La connaissance de l'Espagnol et de l'Anglais est souhaitée.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) sous réf. 285 à C.K. - 23 bis, rue Pierre Guérin - 75016 PARIS

Chantal Kenyon

Pour une nouvelle chaîne de **TELEVISION** **CHEF DE PROJET COMMERCIAL et RP**

- Organiser, coordonner, réaliser, assurer la mise en place et le suivi des produits d'information.
- Encadrer une équipe (5 à 8 personnes).

- Formation supérieure.
- Expérience encadrement et responsabilité de projet (télématique, multi-médias).
- Environ 30 ans.

- Suivi de clientèle (relations publiques, événements, actions marketing, suivi d'audience).
- BTS Action commerciale + spécialisation RP.
- Goût de la responsabilité.
- Expérience minimale 2 ans (commercial/marketing/relations publiques).

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions à GRECOM
3, rue Stephenson - 78182 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

GRECOM

Jeunes Diplômés

Parmi les grands de la bureautique, avec une place de premier plan sur le marché des technologies de pointe, nous devons notre réussite à la qualité de notre gamme de produits, large et compétitive, et la volonté d'implication de nos équipes. Rejoindre l'une d'entre elles, c'est pour vous, Jeunes Diplômés d'Ecoles supérieures de commerce (ESCP, ESSEC, ESC, Sciences Po), l'opportunité d'évoluer vers une carrière riche et diversifiée.

Dynamique et enthousiaste, vous souhaitez vous investir dans un projet d'entreprise ambitieux. Au sein de notre Direction Commerciale, vous participerez à la préparation des objectifs par réseau et à l'application de notre politique commerciale. En collaboration étroite avec les autres directions, vous participerez au lancement de nos nouveaux produits et animerez la force de vente.

Postes à pourvoir à Paris, Lille, Bordeaux, Marseille.

Proposez-nous votre candidature sous référence 225/M, en indiquant votre préférence géographique. CANON FRANCE SA Service Ressources et Développement 93154 LE BLANC MESNIL CEDEX.

Canon

Des carrières pleines de vie.

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,6 millions de clients, 4.000 agences et 22.000 collaborateurs est le 5^{ème} groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche pour le Département Crédit de la Direction du Développement, force de proposition et d'anticipation : son Expert Marketing Marché des Particuliers.

Vous prendrez en charge la responsabilité et l'animation du département. Vous analyserez, préviendrez l'évolution du marché et vous élaborerez des propositions d'action, notamment en matière de financement du logement et de la consommation. Vous metrez en place et développerez les gammes de produits et techniques communes.

35/40 ans, de formation supérieure, vous maîtrisez parfaitement les techniques de financement aux particuliers. Pragmatique, ouvert mais aussi stratégique, relationnel mais aussi technicien, vous savez dialoguer avec les juristes et les financiers pour créer des produits. Tâche, persévérant, vous aimez mener des réunions, persuader et faire appliquer les décisions. Poste de haut niveau basé à Paris, chaque candidature sera étudiée avec la plus grande attention.

CONTACT
Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 3613A/LM à : Dominique CLEVENOT-HINDER, BOSSARD CARRIERES, 4, rue Quentin Baucher 75008 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

**EXPERT
MARKETING
MARCHÉ DES
PARTICULIERS**

**B. INYSSAUBI
Carrières**

502131111

سكننا من الاجل

X Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

A partir d'un concept nouveau, notre progression est exceptionnelle. Notre réussite est liée à une équipe soudée travaillant dans un climat très motivant. Notre activité principale : le recrutement de postes opérationnels (commercial, marketing, technique et production) par **ANNONCE** et **APPROCHE DIRECTE**. Nous recherchons des :

CONSULTANTS

AIX - 1020 300 KP + STRASBOURG - 3213

VOTRE MISSION : Après une période de formation approfondie à nos méthodes, vous créez et développez votre propre clientèle. Vous menez à bien vos missions de recrutement avec une grande autonomie. Vous agissez en véritable partenaire de l'entreprise.

NOUS VOUS OFFRONS : Un climat où l'engagement, le professionnalisme et les résultats sont appréciés. Une image de marque, de crédibilité, de courtoisie et d'efficacité. La certitude d'évoluer dans vos responsabilités, notamment en prenant la direction d'un bureau en France ou à l'étranger.

VOTRE PROFIL : 28-32 ans. Formation supérieure (Grandes Ecoles de Commerce, Ingénieur). Une expérience commerciale exigeante (4 ans minimum). L'animation d'une équipe est un plus. Un charisme, autorité de caractère, ténacité, esprit de décision.

Pour un entretien individuel à

Strasbourg pour la réf. 3213 le 02/05/91, adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN - 7, rue de la Porte de Buc - 67000 STRASBOURG. FAX : 39.49.51.94.

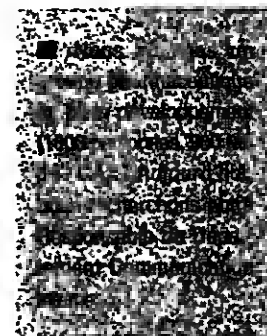
Aix pour la réf. 1020 le 7/05/91, adressez ou télécopez CV, lettre et photo à EUROMAN 5, allée Claude Farbin - 13100 AIX EN PROVENCE. Fax : 42.21.91.74.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIX

USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

Responsable du département Communication Interne



Votre mission : optimiser la circulation de l'information et favoriser les échanges au sein du Groupe.

Rattaché à notre Direction des Ressources Humaines, participant activement à la réalisation de sa politique, vous aurez l'entière responsabilité de votre budget. Vous élaborerez votre plan d'action : un rôle d'audit et d'écoute d'abord, puis de mise en œuvre de différents outils (réunions, événements, journaux internes, vidéos...). En liaison étroite avec les responsables de nos différents secteurs, vous valoriserez l'ensemble de leurs actions et garantirez un maximum de cohérence.

De formation BAC + 5 (CELSA...), vous justifiez déjà d'une première expérience. Et ce qui vous intéresse avant tout, c'est d'être responsable à part entière de l'ensemble d'un projet de communication. Un défi passionnant qui vous ouvrira de nombreuses opportunités.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous la référence 22-J à JOUVEINAL - D.R.H. - BP 100 - 94265 FRESNES CEDEX.

jouveinal



setec organisation

Recherche

CONSULTANT SENIOR

pour la direction et le développement d'une équipe de consultants

- Setec Organisation est une société du Groupe SETEC (900 personnes), spécialisée en management de projets, audit de fonctionnement, étude de faisabilité, organisation administrative.
- Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous avez 40 - 45 ans et vous bénéficiez d'une expérience de 10 ans en conseil d'entreprise.
- Votre dynamisme et votre potentiel vous permettent d'animer une équipe tout en effectuant directement certaines missions.
- La connaissance du milieu des grandes administrations et des collectivités territoriales est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre C.V. lettre manuscrite, photo et prétentions à

SETEC ORGANISATION

Tour Gamma D - 58, Quai de la Rapée - 75583 PARIS CEDEX 12

◆ Nous sommes un Cabinet de COURTAGE D'ASSURANCES national installé dans le SUD DE LA FRANCE. Nos activités très diversifiées s'étendent sur tout le territoire, spécialement dans le domaine de la construction et des grosses entreprises. Nous recherchons tout :

DIRECTEUR GESTIONNAIRE

◆ S'intégrant dans l'équipe de Direction, vous serez chargé de gérer et d'animer l'ensemble des services en corrélation avec les stratégies de l'entreprise.

Point de rencontre de toutes les informations, vous serez amené à intervenir dans le relationnel de l'entreprise, et à ce titre parlerez anglais.

◆ A 45 ans environ, vous avez l'expérience, l'autorité et le dynamisme qui s'imposent.

◆ Merci d'adresser sous réf. 678 B lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel à notre Conseil PSYNERGIE - 42 rue Fargès 13006 MARSEILLE qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

PSYNERGIE

MARSEILLE - PARIS

MONTPELLIER



50 personnes. Répondant 44 Cahiers de Retraites complémentaires 750 000 entreprises adhérentes.

38 ans d'expérience, de formation supérieure, vous avez une expérience dans un poste analogue ou en Ressources Humaines.

CREEZ à Paris (94° Malakoff) le poste

RESPONSABLE ACTION SOCIALE ET COMMUNICATION

Relevant du D.S., vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE et animerez et superviserez une équipe de 8 personnes chargées, en relation étroite avec les Caisses, de :
◆ préciser l'orientation générale de l'Action Sociale des Caisses, mettre en œuvre la planification des fonds, produire les conseils nécessaires ;
◆ participer à l'information des futurs allocataires ;
◆ élaborer sous budget et documents ;
◆ veiller à l'organisation matérielle de toute réunion et commission.

POSSIBILITES D'EVOLUTION.

Merci d'adresser, sous référence UNIRS/SOC/SA, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil : Richard Bératout - GROUPE BNC Conseil 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Réponse et sélection absolues assurées.



VILLE DE COLOMBES

80.000 HABITANTS recrute

UN(E) SECRETAIRE GENERAL ADJOINT RESPONSABLE DU SECTEUR SANITAIRE, SOCIAL, VIE DES QUARTIERS

De formation BAC + 4, vous avez impérativement l'expérience des collectivités locales.

VOTRE MISSION : Coordonner, animer, développer et optimiser les programmes d'actions du secteur Sanitaire (Direction de la Santé), Social (Service Social, C.A.S.), Petite Enfance (Crèches, Halte Garderie) et Vie des Quartiers (Mairies de Quartiers) en ayant le souci de la cohérence.

Votre expérience en matière de gestion, votre ouverture, votre aptitude à la communication, à la concertation comme votre dynamisme, constitueront d'indéniables atouts pour assumer pleinement la fonction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous réf/GAR à : GENEVIEVE CAJAT CONSEIL 36, Bd de Clusby 75018 PARIS.



recrute un **RESPONSABLE FINANCIER**

pour la **Direction des Ressources Humaines et du Personnel**

De formation universitaire à dominante économique ou juridique, vous assurerez le suivi financier - paye, élaboration et suivi du budget, des tableaux de bord, bilan des activités du service - ainsi que la gestion des personnels vacataires et associatifs en collaboration avec les services concernés.

Homme de contact, vous êtes un familier de l'informatique et bénéficiez d'une bonne connaissance de la Fonction Publique Territoriale et du statut de ses personnels.

Ce poste sera pourvu dans le cadre d'emploi de catégorie A de la Fonction Publique et s'adresse en priorité à un habitant (Attaché).

Merci d'envoyer avant le 15 Mai lettre manuscrite + CV + photo, sous la référence DGS 191 à : M. le Maire, Conseiller général - Hôtel de Ville - BP 201 - CLICHY-CEDEX

MARSEILLE PROVENCE

Vendre un technopole au soleil

Fort de sa position géographique, MARSEILLE se situe depuis bientôt 3 décennies au carrefour stratégique de l'Europe du Nord et du Bassin Méditerranéen.

MFPSOL, en prenant ses nouvelles orientations, a su attirer à elle les flux de la haute technologie. Pour conduire le technopole de Châteaubert à son plein épanouissement, nous recherchons le :

Responsable de sa Commercialisation h/f

Avec le soutien actif de l'ensemble des partenaires (Syndicat Mixte d'équipement de Marseille, Ville et CCM), vous serez l'interlocuteur privilégié des entreprises pour susciter et répondre à leurs attentes tout sur leur stratégie d'implantation que sur le plan foncier.

Vous mènerez à bien ces missions depuis la prospection jusqu'à l'aboutissement des négociations.

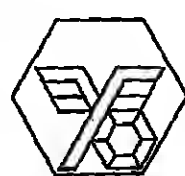
Diplômé de l'enseignement supérieur, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, et vous déterminez une expérience significative de la fonction commerciale, acquise de préférence en immobilier d'entreprise ou au sein d'une entreprise high tech. Une expérience en matière de transfert de technologie ou de création d'entreprise sera un plus.

Si la réussite de cette mission vous passionne, adressez votre candidature sous réf 536 S à notre Conseil PSYNERGIE - 42 rue Fargès - 13006 MARSEILLE qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

PSYNERGIE

MARSEILLE - PARIS

MONTPELLIER



LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE VAL D'OISE - YVELINES recherche pour son **INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU PARFUM, DE LA COSMETIQUE ET DE L'AROMATIQUE ALIMENTAIRE - I.S.I.P.C.A.**

COORDINATEUR PEDAGOGIQUE

Vous assurerez :
• la coordination de l'enseignement,
• le suivi pédagogique des étudiants,
• l'assistance au Directeur dans le domaine "Etudes et Développement",
• l'enseignement (1,2 journée par semaine).

De formation Ingénieur Chimiste, Docteur en chimie organique, en pharmacie, en médecine..., vous justifiez d'une expérience confirmée en laboratoire recherche-développement ou en formulation dans le secteur de la parfumerie, de la cosmétologie ou de l'aromatique alimentaire.

Poste à pourvoir rapidement à Versailles.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à C.C.I.I./I.S.I.P.C.A. - 36, rue du Parc de Clagny - 78000 VERSAILLES



Leader en agro-aliments, le Groupe Roullier, CA 2000 collaborateurs - s'attache depuis 1985 à diversifier ses activités (agro-aliments, agro-industrie, agro-équipement, agro-alimentaire, biotechnologies). Pour accompagner ce développement, nous recherchons :

CHARGEUR DE COMMUNICATION INTERNE

Au sein de notre DPH, spécialiste de la communication interne, contribuant à la mobilisation des ressources humaines :

• sera, par ses conseils et son sens de l'innovation, l'élément moteur et la force de propositions pour la mise en œuvre de notre politique interne d'information et de communication ;
• prendra en charge, grâce à son tempérament pragmatique, tout le processus de réalisation de nos outils de communication interne : journal d'entreprise en particulier - en y associant toutes les structures relationnelles et internes du Groupe ;

• participera, compte tenu de ses compétences techniques, à certaines réalisations en communication externe.

Ce poste sera confié à un collaborateur expérimenté, ayant fait la preuve :

• d'excellentes aptitudes rédactionnelles,
• d'une pratique des moyens modernes de communication,
• du sens de l'entreprise dans ses dimensions économiques et sociales,
• d'évidentes capacités relationnelles.

Des projets pleins la terre

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE DIJON pour faire face à son développement recrute

4 PROFESSEURS PERMANENTS en marketing - contrôle de gestion ressources humaines - finance

Ils assureront des cours et des suivis de stages. Ils mèneront des études avec les élèves, participeront à des recherches et à des responsabilités administratives.

Pratique d'entreprise ou de conseil avec une expérience pédagogique réussie, ou formation académique d'enseignant-chercheur. Pratique de l'anglais obligatoire.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation à :

Hubert BONAL, Directeur du Groupe

École Supérieure de Commerce de

Bourgogne-Franche-Comté

23 rue Sabin - 21000 DIJON

ROULE SUPERIEUR DE COMMERCE

DIJON

Le Monde des Cadres

Demain, nous serons 12 000 !

Venez vivre une grande aventure au sein de notre fonction Ressources Humaines.



En avril 92, Euro Disney ouvrira ses portes : un fabuleux parc à thèmes avec des attractions, des boutiques, des restaurants et un immense complexe hôtelier feront vivre la féerie. Un univers de magie où chacun sait faire triompher la courtoisie, le sourire et le professionnalisme. Euro Disney compte déjà 1 600 personnes, et d'ici l'ouverture, nous serons 12 000 à participer à l'invention quotidienne du merveilleux. Dès aujourd'hui, rejoignez notre division Ressources Humaines et avec nous, faites vivre l'esprit Disney.

Chargé de recrutement confirmé

BILINGUE ANGLAIS

Vous rejoindrez l'équipe de recrutement cadres et non cadres et interviendrez sur des missions allant du Directeur de la maintenance au spécialiste train à vapeur en passant par des tapissiers décorateurs et des techniciens du cinéma et du théâtre. Avec 3 ans d'expérience dans une fonction de recrutement, vous avez le sens de l'organisation et savez bien gérer un planning. A l'écoute de vos différents interlocuteurs, vous saurez comprendre leurs besoins et répondre à leurs attentes. (Réf. HR/1106/01/1M)

Analystes rémunérations

BILINGUE ANGLAIS

De formation type IEP ou 3e cycle Gestion des Ressources Humaines, vous possédez une première expérience de l'analyse des rémunérations, ou débutant, vous êtes vous out familiarisé avec le sujet. Vous prendrez en charge l'établissement des statistiques relatives aux salaires pratiqués sur le marché européen pour les multiples fonctions que nous offrons.

Capable d'évaluer les postes avec les départements, vous saurez avec tact et fermeté faire appliquer la grille établie dans un souci d'homogénéité des salaires. Vivacité d'esprit, sens de l'analyse et de la synthèse, confidentialité seront vos atouts pour évoluer dans la fonction Ressources Humaines. (Réf. HR/1106/03/1M)

Traducteurs anglais

LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE. Dans un univers résolument tourné vers la scène internationale, nos traducteurs jouent un rôle de premier plan. Rattaché à notre département Ressources Humaines, vous traduirez une multitude de textes très variés pour nos différents départements. Une mission passionnante qui vous permettra également d'exercer vos talents en interprétation. Voilà l'occasion d'ajouter une touche de magie à votre expérience de 2 à 3 ans. (Réf. HR/1106/03/1M)

Adressez-nous votre candidature, sous la référence du poste choisi, à Euro Disney, Service recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.



les professionnels de l'imagination

RECHERCHONS

CADRE pour diriger filiale dans organisation de colloques et d'événements

Ce monton à cinq pattes devra avoir une capacité relationnelle de haut niveau et de management intégrant un savoir faire rédactionnel et créatif le tout mûné d'une bonne culture générale.

Envoyer CV, lettre d'accompagnement avec prétentions + photo à : REGC - Référence A.P., 87, rue Voltaire - 92000 Puteaux

CADRES COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU

donnez une autre dimension à votre carrière

Vous avez entre 28 et 35 ans. De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...) ou Ecole d'ingénieur, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction commerciale dans l'industrie, la pharmacie, les services ou les produits de grande consommation.

La CEGOS, premier cabinet européen de conseil, formation et recrutement, vous offre aujourd'hui l'opportunité de rejoindre son équipe de :

CONSULTANTS

au sein du DÉPARTEMENT FORMATION COMMERCIALE

Nos consultants viennent tous de l'entreprise. Tous sont riches d'une expérience de management réussie. Tous sont devenus des professionnels de la formation par goût du contact et de la communication.

Votre métier consistera à diagnostiquer les besoins des entreprises en termes de formation commerciale, à concevoir des interventions sur mesure, à mettre en place des formations-actions, outils d'évolution et de performance des entreprises et des hommes. Vous négociez vos contacts directement avec les dirigeants commerciaux. Réaliste et impliqué, votre compétence alliée à une forte puissance du travail garantira la réussite de chacune de vos missions.

L'extraordinaire richesse de nos 500 consultants vous permettra de développer votre savoir faire en termes de leadership, de communication et de management, d'approfondir votre connaissance de plusieurs secteurs économiques et d'atteindre un niveau d'expertise à la mesure de vos ambitions. La rémunération est bien sûr, élevée et motivante. Ces postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV sous référence 15010 à Mlle S. ERITZPOKHOF - CEGOS - Division Recrutement - Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos

CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 245 milliards de francs de dépôts, 7,8 millions de clients, 4.000 agences et 22.000 collaborateurs est le 5ème groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel recherche : un responsable communication commerciale.

Vous participerez à la conception et à la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication.

Vous cotiserez régulièrement des partenaires extérieurs de haut niveau et vous devrez mettre la même ardeur à la lecture d'un "B.A.T." qu'à la définition d'une stratégie de communication.

Professionnel de la communication votre formation supérieure est nécessairement complétée par une expérience d'environ 5 ans acquise de préférence dans le secteur bancaire. Rattaché au Dircom, vos talents de manager associés à votre perspicacité seront des atouts déterminants pour réussir dans ce poste.

CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 308/LM à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

RESPONSABLE COMMUNICATION COMMERCIALE



AMIENS

LA VILLE D'AMIENS (Somme)

Capitale de la Région Picardie - 138 000 habitants - 1 heure de Paris recrute pour son Conservatoire de Région

UN DIRECTEUR

MISSIONS :

- Élaborer et suivre le projet pédagogique.
- Diriger et animer les équipes (administratifs et enseignants).
- Superviser les travaux de restructuration et de rénovation de l'établissement.
- Dynamiser les relations avec les partenaires extérieurs.

PROFIL :

- Sens des relations humaines.
- Expérience de la négociation.
- Capacité à manager une équipe.

Peuvent faire acte de candidature les personnes inscrites sur la liste d'aptitude aux fonctions de Directeur de Conservatoire de Région.

La prise de fonction est prévue en septembre 1991.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photocopie du diplôme, références, photo, prétentions) à :

M. le Député Maire - BP 2720 - 80027 AMIENS Cedex avant le 17 MAI 1991

Pour obtenir des renseignements complémentaires, téléphoner au SERVICE RESSOURCES HUMAINES. Tél. : 22-97-41-70



REJOIGNEZ UNE COLLECTIVITÉ DYNAMIQUE

LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

1 million d'habitants

recrute

SON SOUS-DIRECTEUR DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

- Placé(e) à la tête d'un service de 250 agents (budget de 300 MF), vous animerez la politique départementale dans le domaine de la protection de l'enfance et de la famille.

- Administrateur, Directeur d'établissement ou Inspecteur principal de l'action sociale et sociale, vous ferez preuve de qualités d'organisateur, de décideur, vous êtes sensibilisé(e) aux méthodes et outils de gestion modernes (évaluation et contrôle d'activité).

- Une connaissance de l'action sociale et médico-sociale ainsi que des partenaires institutionnels constituerait un atout supplémentaire.

Si cet emploi correspond à vos ambitions et à vos qualités, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à :

M. le Président du Conseil Général
Hôtel du Département
Boulevard de France - 91012 Évry Cedex

Votre contact : Nicolas BRUNNER,
Directeur de la Solidarité et de la Famille. Tél. 60-77-96-90

SEVRES

Ville de SEVRES

Hauts de Seine - 22 000 hab.

recrute un

REDACTEUR

pour le SECRETARIAT GENERAL

Vous êtes titulaire d'un DEUG ou d'une licence de Droit (de préférence Droit Public).

Salaire brut annuel de début de carrière :

81.000 F + 13ème mois.

Adressez lettre de candidature, CV et photo à :

M. le Maire - BP 70 - 93311 Sevres Cedex.

Le Monde de la Fonction Commerciale



PORT AUTONOME DE ROUEN

recherche un

jeune cadre E.S.C. ou équivalent

pour son service

EXPLOITATION ET DÉVELOPPEMENT

La mission :

- Développement économique et commercial d'un secteur d'activité.
- Approche de la compétitivité du Port dans le domaine des transports terrestres.
- Etudes économico-commerciales et de compétitivité.

Une première expérience dans le domaine de la logistique transport ou du maritime serait appréciée.

Ad. lettre manusc. CV, photo et prétentions à Y. LE GOFF, 34, bd de Boisguilbert - BP 4075 - 76022 ROUEN Cedex

سكزا انا الاصل

سكزا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

XII Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

Le Monde de la Fonction Commerciale

Investissez-vous dans la banque !

Esprit de décision, qualité, initiative...

3 banques régionales du groupe CIC - Union Européenne (26 000 salariés, 112 Mds de francs générés sur les cinq continents) s'appuient chaque jour sur ces valeurs pour apporter un service de haut niveau à leur clientèle française et européenne.

De formation Bac + 4 + 5, Ecole de Commerce ou 3ème cycle universitaire, vous êtes motivé par une activité commerciale et opérationnelle.

Dans l'une de nos trois banques, une carrière diversifiée vous attend : encadrement d'agence, responsabilité de clientèle, analyse financière...

A travers vos relations avec les entreprises ou les particuliers, vous êtes en prise directe avec un environnement économique varié et passionnant.

Mais bien sûr, le bon réflexe, c'est d'en parler avec votre banquier !

BANQUE SCALBERT DUFONT
L'esprit de décision.

BANQUE SCALBERT-DUPONT
(Nord - Pas-de-Calais - Picardie)
Emmanuel MERIAUX
36, rue de l'Hôpital Militaire - BP 567
59023 LILLE CEDEX



CREDIT INDUSTRIEL D'ALSACE ET DE LORRAINE
(Alsace - Moselle - Franche-Comté)
Jean-Marie NOTTER
31, rue Jean Wenger-Valentin
67000 STRASBOURG



LA BANQUE D'INITIATIVES

SOCIÉTÉ NANCEIENNE VARIN-BERNIER
(Lorraine - Champagne - Ardennes - Région parisienne)
Hugues ALBINET
4, rue Piron
Immeuble "Les Thiers" - 54000 NANCY



GRAND METROPOLITAN FOODS EUROPE

La Division Gâteaux de Grand Metropolitan, leader européen de la pâtisserie industrielle recherche son :

DIRECTEUR EXPORT H/F

Vous développerez les ventes à l'export des sociétés du groupe : Gingembre-Brossard, Delin Surgelés et Vinchon Jeannette (France), Desobry Boone (Belgique), Diehoek (Hollande), Memory Lane Cakes, Fleur de lys et Kaysens (Grande Bretagne). Vous appuyant sur les réseaux déjà en place vous développerez de nouveaux circuits et territoires.

Vous définirez et mettez en œuvre la politique export de la Division et de chacune des sociétés.

Agé de 35 à 45 ans, vous avez acquis une solide expérience des ventes en grande consommation alimentaire et une bonne connaissance des marchés européens et grand export.

Véritable citoyen européen, vous êtes bilingue anglais : La connaissance d'une autre langue serait un plus.

Ce poste basé à Paris, représente un véritable challenge dans un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :

Pascal - Direction des Ressources Humaines - 21 rue Weber - 75116 PARIS

... adding value



INGENIEURS COMMERCIAUX, INVESTISSEZ DANS LA VENTE HAUTE TECHNOLOGIE !

PARIS - NANCY - NICE



Division française de Philips Medical Systems International, l'un des leaders mondiaux, Philips

Systèmes Médicaux est spécialisé dans la commercialisation de matériel médical de haute technologie : radiologie numérique, IRM, scanner, ultrasons.

Vous êtes ingénieur ou diplômé d'une école de commerce, débutant ou avec une première expérience. Au sein d'une équipe régionale, et dans le cadre de la stratégie commerciale de l'entreprise, votre mission consistera à initier et conclure les affaires, en incluant les montages financiers.

Après une période de formation en France et à l'étranger, vous prendrez la responsabilité

d'un secteur géographique. De larges opportunités d'évolution vous seront offertes au sein de notre société et dans les autres unités du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence IC/LM, en précisant la ville souhaitée, à Philips Systèmes Médicaux, M. Douet, 2 rue Benoît-Malon, BP 300, 92156 Suresnes Cedex.

3615
PHILIPS
RECRUTEMENT
JOE

"Philips en France, c'est un CA de l'ordre de 24 milliards, 21 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN

RESPONSABLE DE BUREAU

MARCHE DES PROFESSIONNELS

Pour Melun et Fontainebleau

• Afin d'accroître notre développement sur la Seine et Marne, nous recherchons des collaborateurs évolutifs, justifiant d'une expérience commerciale bancaire ou de services à une clientèle d'entrepreneurs individuels et de petites entreprises, et ayant pu démontrer leur capacité à animer une équipe.

• Votre formation supérieure et votre expérience vous ont donné des compétences tant sur le marché des particuliers que sur celui des professionnels : vous souhaitez maintenant conforter votre réussite dans une entreprise dont la structure est de nature à permettre la réalisation de projets professionnels valorisants.

• Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions) sous la réf. RB - 0101 à Hugues ALBINET, SNVB - DRH, 1 rue Piron - 54000 NANCY qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES

Prenez une initiative décisive pour votre Avenir

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Ingénieurs d'affaires

Dans le cadre de sa forte croissance, PRISME, SSII internationale sur systèmes intermédiaires (IBM) 230 personnes, recherche pour son siège situé à JOUY-EN-JOSAS, des

A réception d'un appel d'offres, vous initiez et menez les divers contacts avec les prospects. En collaboration avec vos collègues consultants, vous élaborerez une proposition, vous saurez la défendre et la négocier au mieux pour conclure la vente. Interlocuteur privilégié des clients, vous veillerez à leur entière satisfaction et les accompagnerez dans leur développement en proposant des projets adaptés à leurs besoins.

Votre FORMATION : Ecole de Commerce ou Ingénieur.

Votre EXPERIENCE : plusieurs années dans la vente de produits de gestion sur plateforme IBM AS/400 ou équivalent (Vente, Stocks, Achats, GMAO, Finance).

Vos QUALITÉS : de réels talents commerciaux, un esprit d'analyse et de synthèse et bien sûr un très bon dynamisme.

Notre système de rémunération est particulièrement intéressant (plus de 500 Kf réparti en salaire fixe + intéressements) et vous disposerez d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Philippe VANDEPUTTE - Société PRISME - 1, rue J.B. Huot - 91450 JOUY-EN-JOSAS - Tél. 31.05.93.70.



Le Monde de l'Informatique

Ingénieur Electronique et Informatique Industrielle

Vous aimez la technique et les voyages, alors...

Notre métier est la conception et la réalisation de systèmes numériques de contrôle et de surveillance de procédés de fabrication en continu.

Nous équipons dans le monde les grands de l'industrie (chimie, sidérurgie, pétrochimie, agro-alimentaire, etc.). Ce sont des systèmes évolués en électronique et informatique industrielle.

Au sein de notre service "Affaires Internationales", votre métier sera, en liaison avec les ingénieurs d'affaires, de participer à la définition et à la réalisation des projets. Puis, chez le client, le système installé et branché, vous démarrerez le processus, testez toutes les fonctionnalités, effectuez les réglages et adaptations nécessaires, assurez la mise en service totale avec l'ensemble des caractéristiques techniques prévues au cahier des charges. Vous formez les techniciens à l'exploitation du système.

A ce poste, situé en proche banlieue Sud de Paris, nous souhaitons un jeune Ingénieur, débutant ou première expérience, (de type AM, ESIEE, ESEO, ESIGEE, ESME, etc.) connaissant les langages C, Assembleur, Pascal, Basic et les opérating systèmes DOS et UNIX.

Disponible, vous aurez à vous déplacer fréquemment en France mais aussi en Chine, Corée, Inde, URSS... nous exigeons de vous l'Anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CIE 449 M, à SEFOP, notre Conseil.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

SEFOP

MEMBRE DE SYNTec

L'informatique industrielle et technique est votre domaine ?

INGENIEURS DE REALISATION CHEFS DE PROJET

De formation BAC + 5 (Grande Ecole, Ecole d'Ingénieur ou Universitaire), vous êtes débutant ou avez de 1 à 5 ans d'expérience.

Vous participerez à de grands projets en développant des logiciels dans les environnements :

RMK, UNIX, VMS...

WINDOWS, X-WINDOWS,

BASES de Données Relationnelles.

Nous vous proposons de rejoindre notre structure à taille humaine, de partager le grand professionnalisme de notre équipe et de participer à notre évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions), à CODRA - Z.A. de Courtabœuf 19, avenue de Norvège - 91953 LES ULIS CEDEX - Tél. : 69.35.82.00. Vous pouvez aussi en savoir plus sur notre société et saisir votre CV en tapant 3615 MEDIAPR en précisant la réf. M15S.

CODRA

RESEAUX LOCAUX TOKEN RING

Au sein de la Direction Organisation & Informatique de notre Groupe, le domaine de la Communication et des Réseaux occupe une place de plus en plus importante. Notre réseau mondial RP-Net dessert 260 sites dans 35 pays.

Les réseaux locaux se développent rapidement dans les principaux sites. Pour répondre à cette évolution, nous souhaitons compléter notre équipe spécialisée "Réseaux d'Etablissements" basée au siège du Groupe Courbevoie (92), en y intégrant un professionnel du Token Ring.

C'est à la fois un consultant opérationnel qui validera des politiques techniques ainsi qu'un expert capable de mener des interventions pointues et d'apporter

ses compétences en matière d'architecture de nouveaux réseaux locaux.

A 30 ans environ, de formation ingénieur ou universitaire, vous avez déjà une expérience réseaux, dont 2 ans minimum dans les réseaux locaux Token Ring.

Vos atouts pour réussir dans cette mission :

- un esprit de synthèse,
- un sens du dialogue,
- une grande mobilité physique et intellectuelle,
- une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser en précisant la référence 1675 M et votre souhait de rémunération à notre conseil PLEIN CADRE - 160 avenue de Versailles 75016 PARIS qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

RHÔNE-POULENC

Logique et Informatique à vous de jouer !

jeune diplômé à fort potentiel

Paris - Nous sommes une importante Société de service public et notre activité nous conduit à développer une informatique très avancée et à l'utiliser comme un outil quotidien de gestion, efficace, simple et fiable. Attentifs à cette exigence de rigueur et de sûreté, nous souhaitons encore accroître la qualité de nos applications informatiques en recrutant un CONCEPTEUR.

En liaison très étroite avec le chef de projet informatique et l'utilisateur final, votre mission sera de concevoir le schéma logique de base de nos applications sur lequel viendront se greffer les fonctionnalités souhaitées par les services utilisateurs et de veiller à la cohérence des applications entre elles.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en informatique de préférence ou mathématiques (Université, Grande Ecole). Vous savez faire preuve de curiosité d'esprit, du sens de l'essentiel, de rigueur dans le raisonnement sans pour autant négliger la créativité. Vos qualités relationnelles vous permettront de mettre votre objectivité et votre capacité de recul au service de vos interlocuteurs, dans des domaines très variés. Vous bénéficiez d'un support technique. Ce poste très enrichissant complètera vos connaissances théoriques et vous mettra en contact avec le dernier état de l'art en informatique.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions sous référence C.101 MA notre Conseil Catherine Charvet qui traitera votre dossier en toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49, rue Saint Roch, 75001 Paris.

X log X

S.A. au capital de 400 000 F. Tél. 39 57 52 58

Jeune SSII spécialiste UNIX, nous offrons un service d'administration système sur site et vendons du matériel informatique.

SPECIALISTE UNIX PARIS - CHAMBERY

Dans le contexte de notre collaboration avec la Direction des Etudes et Recherches et la Direction de l'Équipement d'EDF, nous vous proposons l'opportunité d'une première mission d'1 à 2 ans à CHAMBERY ou à PARIS, pour la prise en charge de l'administration système et de développements en C.

Vous êtes :

INGENIEUR INFORMATICIEN

- de niveau DUT ou Ingénieur,
- débutant à fort potentiel ou déjà confirmé,
- Vous connaissez UNIX.

Ecrivez à Jean-François Rocheman, X log X, 29 bd Descartes, 78180 Saint-Quentin-en-Yvelines.



SAPHYMO-PHY, société d'instrumentation nucléaire et environnement (CA 70 MF 60 personnes) située à Rungis (10 Km au Sud de Paris), filiale du groupe BEFC (CA : 160 MF)

recherche UN CHEF DE PROJETS

Vous êtes Ingénieur ou Universitaire Electronicien, vous avez une expérience de 3 à 5 ans (au plus) en électronique et informatique industrielle.

Vous souhaitez travailler dans un environnement stable avec de rapides perspectives d'évolution. Directement rattaché au Directeur Technique, vous lancez et dirigez plusieurs projets de développement de systèmes d'instrumentation de Haute Technologie.

Vous encadrez et motivez une équipe d'Ingénieurs et de Techniciens. Pour ce poste clé, nous souhaitons rencontrer un candidat alliant la vivacité et l'autonomie à d'excellentes capacités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil : Marie-France STEPHANN - B2 Ressources Humaines 2 rue de la Couture - Silic 327 94596 RUNGIS Cedex.

B2

"RESSOURCES HUMAINES"

Société, leader dans son domaine, spécialisée dans les systèmes Informatisés d'accès au service d'entreprises au moyen d'un badge unique (carte à puce, cartes magnétiques, main libre...)

recherche un

INFORMATICIEN CHEF DE PROJET

Formation soit Ecole d'Ingénieur, soit Universitaire type DEA d'Informatique. Expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine UNIX. Anglais impératif.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 010 à Sté ESTEREL - 22, rue Louis Blanc 93400 ST OUE



L'Intelligence des Systèmes



La Région d'Ile-de-France

recrute

UN CHARGÉ DE MISSIONS INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

Il aura pour mission, au sein de la Direction des Systèmes d'Information, d'assister le Chef du Département des Etudes d'Organisation et d'Informatique dans les domaines suivants :

- spécification des projets nouveaux ;
- suivi de projets sectoriels développés sous le SGBD/R ORACLE ;
- suivi fonctionnel des réseaux locaux ;
- encadrement de la sous-traitance.

Profil du candidat :

- bonne connaissance ORACLE ;
- expérience de la gestion de projet ;
- connaissance en réseaux locaux ;
- expérience de la sous-traitance.

Envoyer candidature manuscrite + curriculum vitae + photo à :

Région d'Ile-de-France
Direction de l'Administration Générale
Service du Personnel
251, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

845 000 LECTEURS CADRES,
le Monde
est le premier titre
d'information des cadres.

(IPSOS 90)

هذا هو العنوان

سكزاونا الاحل

XIV Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Ingénieur Méthodes

Si, comme nous, vous pensez qu'un produit pour répondre aux exigences de prix et de qualité, doit être, certes, bien étudié mais aussi son mode de fabrication bien pensé ; alors, nous serons heureux de vous accueillir au sein de notre Département "Capteurs" où, situé entre les études et la fabrication, votre rôle sera de concevoir, réaliser et mettre en œuvre l'ensemble des moyens de production. Vous participerez à la définition des gammes opératoires, à l'évaluation des prix de revient à la formation des opérateurs aux nouveaux outils, et les sensibiliserez à la qualité.

Ce poste, situé en proche banlieue Sud de Paris, peut convenir à un jeune ingénieur, débutant ou première expérience, de formation mécanique (type A.M.), ayant de bonnes connaissances en usinage des matériaux. Evidemment, la pratique de la langue anglaise est indispensable pour pouvoir évoluer dans notre groupe.

Quant à nous, notre département conçoit et réalise des équipements de mesures (de pression, débit, niveau, température) installés dans tous les processus industriels. Nous faisons partie d'un groupe international parmi les tout premiers à développer un ensemble de produits et systèmes numériques servant à la surveillance et au contrôle de procédés de fabrication en continu.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. CIM 450 M à SEFOP, notre Conseil.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.



MEMBRE DE SYNTec



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

Maintenance et performances, nos exigences sont à l'heure européenne

SOFTAL est une des filiales de PECHINEY spécialisée dans la production de profilés d'aluminium. Notre établissement est installé à HAM, dans la Somme (à 120 kms de Paris et 20 de Saint Quentin). Avec trois presses à filer de grosse capacité et une activité de traitement de surface par anodisation et laquage en plein développement, nous soumettons chaque année 20 000 tonnes de produits, soit 10% du marché français.

Nous avons décidé de faire de ce site l'unité la plus performante en Europe dans ce type de fabrications.

Il s'agit donc de gagner les secondes qui font des tonnes et des MF, d'améliorer les équipements existants et de participer à un très important programme d'investissements. De gros budgets annuels, plusieurs dizaines de MF, en maintenance, travaux neufs ou de rénovation, une équipe de techniciens de haut niveau remarquablement encadrés, et, pour vous, une mission superbe d'ingénieur passionné par les nouvelles techniques, de pédagogie soucieux de transmettre son savoir, d'animateur attentif aux autres. Le tout dans un cadre de grande envergure et dans un groupe d'avenir.

Vous êtes ingénieur généraliste (type AM...) avec de fortes compétences en mécanique, automatisme, hydraulique, vous avez une expérience réussie du commandement, vous avez la trentaine et beaucoup d'enthousiasme.

Venez donc parler de cette affaire avec notre Conseil, SEFOP, qui vous remercie de lui adresser votre dossier sous réf. LIM 451 M.

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.



MEMBRE DE SYNTec

Ingénieur électronicien aujourd'hui, Commercial Export demain... au Japon !



N°1 européen et partenaire des plus grands constructeurs automobiles en sécurité habitacle, nous vous proposons de participer à un challenge ambitieux : doubler le CA Export de notre branche Sécurité Habitacle en 3 ans.

SECURITE HABITACLE

Pour relever le pari, nous commercialisons des produits mondialement reconnus : airbags et verrous de portes, alarmes périmétriques et volants, télécommandes infra-rouge ou radio-fréquence, commercialisées sous les marques NISSAN et VALEO.

Votre formation d'ingénieur, votre expérience (3 à 10 ans) des produits électroniques grand public (sécurité habitacle chez un constructeur ou un équipementier automobile) vous permettront de développer les projets en cours avec les grands constructeurs japonais, en relation avec notre bureau commercial de Tokyo.

Vous serez chargé : d'initier les nouveaux produits technologiquement et commercialement par la définition du cahier des charges avec le client, de suivre l'avancement des projets (études, prototypes, industrialisation, lancement) dans nos différentes unités de production européennes, de gérer la rentabilité de vos affaires.

A 30-35 ans, vous êtes parfaitement bilingue anglais et disponible pour passer le tiers de votre temps en déplacements Asie-Europe. Votre sens commercial et vos compétences techniques vous permettront une grande autonomie.

La politique de gestion des carrières de notre Groupe, votre réussite à ce poste (et vos éventuelles connaissances en allemand et/ou en espagnol) vous permettront d'évoluer à l'échelle mondiale.

Intéressé ? Adressez-nous rapidement votre dossier (lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous réf. CIM à notre Conseil SELECOM - 286 rue du Faubourg Saint-Hippolyte - 75006 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et véhicules industriels dans le monde.



L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE



Etudier les solutions techniques les plus avancées dans les réseaux de communication d'entreprise

Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio, filiale de COGECOM (Groupe France Telecom) est le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications. Dans le cadre de notre activité Communications d'Entreprises, nous recherchons un

INGENIEUR CONSULTANT EN TELECOMMUNICATIONS

Vous êtes diplômé d'une école supérieure d'ingénieurs, et vous disposez d'au moins cinq ans d'expérience dans les réseaux de télécommunications et/ou informatiques : PABX ou réseaux locaux, ou vidéo... tout d'abord en conception et développement puis dans une activité de conduite de projet ou de conseil.

Nous vous confierons des missions auprès de grandes entreprises clientes dans le domaine des Télécoms pouvant aller jusqu'à l'intégration de la voix, des données, et de l'image : de l'étude des besoins à l'établissement des scénarios de solutions en relation avec les équipes techniques de réalisation.

Vous bénéficierez de l'apport de notre environnement et de notre expérience dans les domaines très avancés des Télécoms : RNIS, images, transmissions par satellites... et des nombreuses opportunités de coopération avec les équipes de FRANCE TELECOM. Par vos interventions, vous intégrerez les technologies

actuelles et vous soutiendrez de nouvelles recherches. Poste situé à Paris. Des déplacements sont à prévoir. Ecrire sous réf. 16 A 2159-1M à notre conseil Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS - Discretion absolue.



CHEF DE PROJET ORGANISATION

Société leader d'un Groupe international, nous représentons un effectif de 1000 personnes pour un CA de 1,5 milliard de francs. Notre activité se situe dans le domaine du luxe. Hommes de différents métiers, nous créons, fabriquons et vendons nos produits dans le monde entier.

Le Département Contrôle de gestion/Organisation développe des projets d'organisation nécessaires à la croissance de l'Entreprise. Sur le "terrain", le chef de projet met en œuvre cette organisation en s'appuyant dans chaque Département sur un interlocuteur privilégié. Logistique et gestion commerciale sont les deux premiers objectifs opérationnels car, avec 12 lignes de produits, nous gérons 140 000 références.

A 28 ans environ, vous possédez une formation ingénieur ou commerciale complétée par une expérience en organisation de 2/3 ans acquise en entreprise ou en cabinet. Sans être un spécialiste, vous maîtrisez l'informatique. Qualités relationnelles et d'animation, persuasion, souplesse d'adaptation, sont des atouts indispensables pour réussir à ce poste.

Christine SUQUET vous remercie de lui faire parvenir lettre, CV et photo, sous réf. 3219A/M, BOSSARD CARRIERES 4 rue Quentin Bauchart 75008 PARIS



PRODUITS ELECTRONIQUES A LA PUISSANCE MITSUBISHI

MITSUBISHI CORPORATION, actionnaire principal de SM2E, voilà une mutation de première grandeur pour notre société : Capital x 5, bientôt 10 000 m2 de surface de production, achats et marketing à la dimension internationale. Nous sommes spécialisés dans la conception et la réalisation de composants et de produits électroniques de haute technicité. Les "Méthodes" qui garantissent le respect et l'efficacité des procédés passent au premier plan. Vous avez un rôle clé à jouer.

INGENIEUR RESPONSABLE DE LA DIVISION METHODES

Vous bénéficiez de l'apport de notre environnement et de notre expérience dans les domaines très avancés des Télécoms : RNIS, images, transmissions par satellites... et des nombreuses opportunités de coopération avec les équipes de FRANCE TELECOM. Par vos interventions, vous intégrerez les technologies actuelles et vous soutiendrez de nouvelles recherches.

Poste situé à Paris. Des déplacements sont à prévoir. Ecrire sous réf. 16 A 2159-1M à notre conseil Cabinet ETAP 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS - Discretion absolue.

TECHNICIEN METHODES

Vous participez à la définition et à la mise en place des moyens de fabrication dans un souci constant de productivité. Ingénieur ou Technicien à fort potentiel de 26-30 ans, vous justifiez d'une expérience des techniques de production en ligne de l'ordre de deux ans.

Réf. TM

Anglais nécessaire pour ces postes évolutifs, basés à BESANCON. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant la référence à notre Conseil CENAS, Catherine GIRARD, Tour Neptune - Cédex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.



Un grand de la chimie dans le monde Une équipe à taille humaine en France

Leader et toujours précurseur, Hercules a la volonté d'être plus que jamais présent auprès des Industriels papeteriers, en période de forts investissements. Nous nous en donnons les moyens :

- en poursuivant une politique de qualité totale ;
- en renforçant notre équipe d'ingénieurs par la création d'un nouveau poste d'

ingénieur assistance technique

Jeune ingénieur, parlant anglais, vous voulez après une solide formation pratique, assumer vite des responsabilités importantes et diversifiées, en assistant nos clients dans leur développement, avec le support de notre usine de Grenoble (certifiée ISO 9002) et de nos laboratoires européens spécialisés dans les industries papeterières.

L'exigence de notre marché et les moyens de notre groupe vous permettront une évolution professionnelle enviable, au prix d'un engagement personnel important incluant disponibilité, mobilité, et autonomie, dans un environnement technique et humain de qualité.

Adressez lettre, CV, photo sous réf. M 603 à Madame C. Légeron, Direction du Personnel, Hercules France, 3 rue Peugeot, 92508 Rueil Malmaison



INGENIEUR CHIMISTE APPLICATIONS

Vous aurez pour mission de conduire et de superviser des programmes de recherche et de développement pour des applications cosmétiques (dentifrices, shampoings, crèmes...) et d'assurer l'assistance après-vente.

Ingénieur chimiste, biologiste, vous possédez une première expérience dans ce domaine ou vous êtes un débutant disposant d'une spécialisation en cosmétologie. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer C.V. + lettre manuscrite à M^{me} V. DUDON - AQUALON FRANCE BV Z.I. - 27460 ALIZAY

Société spécialisée dans les installations de systèmes de Sécurité et de Télésurveillance, recherche :

Responsable exploitation

"Patron" de cette unité d'une quarantaine de personnes, vous avez à 35 ans environ gardé un contact étroit avec la technique (courants faibles). A la fois homme de communication et de commandement, vous êtes capable d'avoir une vision globale des problèmes.


Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence A1 04 08 à notre Conseil, Madame Claude Faverre, FAVEREAU CONSULTANTS, 62 rue de la Fédération, 75015 PARIS.



Le Monde

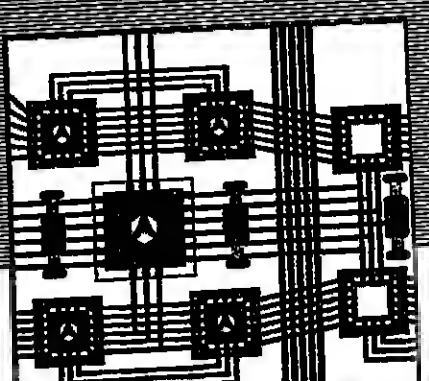
des Secteurs de Pointe

REPRODUCTION INTERDITE

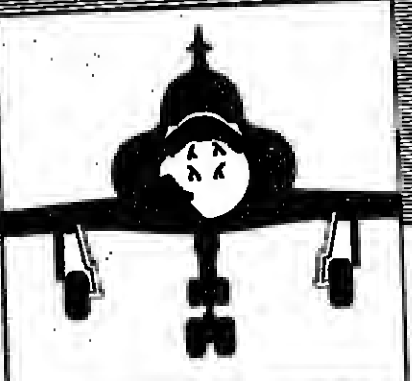


RADAR

Des hommes, l'histoire, l'intelligence




Avoir un esprit projet : la condition sine qua non d'une équipe de 25 personnes pour faire du radar qui équipera le fleuron des avions de combat français un modèle d'efficacité. Pour répondre à des exigences liées à la sécurité du pays, la chaîne de la complémentarité Thomson se met en oeuvre.



C'est simple : dans ce radar, tout est nouveau. L'antenne mobile agissant tel un oeil à facettes, des calculateurs dont la puissance est égale aux fameux CRAY dans un volume de 20 litres, une capacité de détection et de visualisation jamais atteintes, autant de spécificités que nos équipes doivent intégrer pour réaliser ce bijou de sophistication.



Nos équipes participent à tout le processus, de la rédaction du cahier des charges jusqu'au prototypage en passant par les essais. Elles possèdent toutes les compétences : hyperfréquence, conception de circuits intégrés ASIC spéciaux "sur-mesure", coordination et même gestion d'affaires. Des moyens techniques et l'intelligence des hommes associés.



JEUNES INGÉNIEURS

Parce que l'intelligence distingue un individu d'un autre. Lorsqu'on rassemble des hommes qui ont cette singularité, on obtient la population Thomson. Une intelligence qui dépasse les frontières : 100.000 personnes dans 50 pays, sur 5 continents et un CA de 77 milliards de francs.

Une intelligence diversifiée : 2 métiers, l'électronique professionnelle et l'électronique grand public (respectivement numéro 2 et 4 mondial).

Une intelligence authentique. Un réseau international de compétences, doté d'une capacité d'adaptation et de réponse, de métiers multiples, de domaines d'activité variés.

Des projets intelligents. De ceux qui font une époque. Les hommes qui conçoivent et réalisent ces projets signent leur temps ; comme on signe une oeuvre.

THOMSON

THOMSON - Direction des Ressources Humaines - Cedex 67 - 92045 Paris la Défense

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

مكتبة الادب

هكذا من الاجل

XVI Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

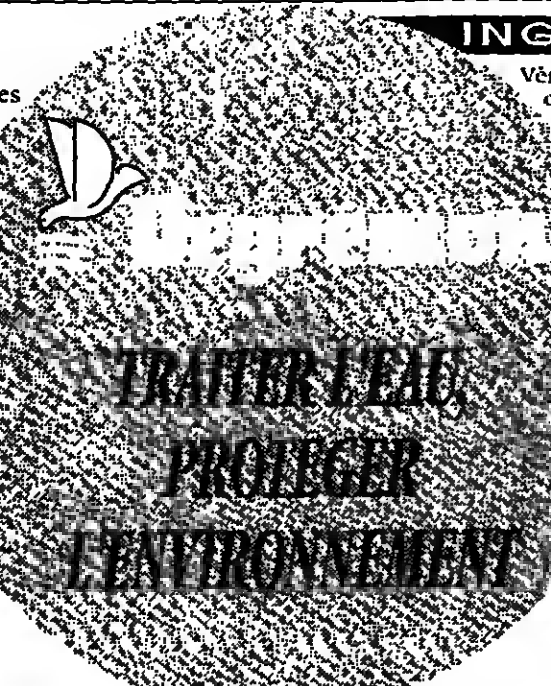
REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Impératif majeur des prochaines décennies, la protection de l'environnement est devenue l'un des moteurs les plus puissants de l'économie.

Filiale du Groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez et leader mondial (2 600 personnes, 2,8 milliards de FF de CA) nous répondons à un besoin vital de l'homme en traitant et améliorant la qualité de l'eau.

En Province et en Région Parisienne nous mettons en place tous les moyens pour renforcer notre position prépondérante sur tous les marchés : collectivités locales et industries. Pour prendre part à ce projet passionnant, nous recherchons :



INGENIEURS PROJETS
Véritable chef d'orchestre des projets, de leur conception jusqu'à la conclusion des marchés avec nos clients, en répondant notamment aux appels d'offres, vous participez activement aux différentes négociations techniques, budgétaires,...

INGENIEURS D'AFFAIRES
Responsable de l'exécution des contrats, vous pilotez la réalisation de nos installations jusqu'à leur mise en service. Vous en coordonnez l'exécution assistée par les services spécialisés du siège ainsi que par les sous-traitants (Génie Civil et Electricité...). Vous êtes par ailleurs garant de la marge de nos affaires.

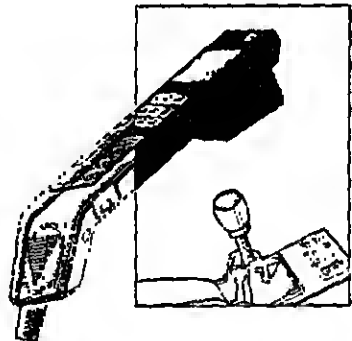
Organisé - vous menez plusieurs affaires de front - autonome, bon gestionnaire, pugnace, vous avez un grand sens relationnel.

Pour ces postes, vous êtes Ingénieur généraliste, Génie Chimique, Hydraulique, Agro, etc... et vous avez acquis une première expérience si possible dans le traitement de l'eau ou dans l'ingénierie.

Nous vous proposons d'évoluer à terme dans un groupe qui offre de nombreuses perspectives tant en France qu'à l'étranger. Nous vous apporterons la formation indispensable à votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier (CV + prétentions) sous la réf DE 50 en précisant le poste et la région choisis à notre Conseil qui vous garantira la stricte confidentialité de votre candidature.

COCEPLAN 2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16



Ligne de conduite

Alcatel Radiotéléphone, 1450 personnes - 1,3 milliard de F de CA est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite. Pour accompagner notre croissance, nous recherchons un

Concepteur circuits intégrés analogiques

Au sein d'une équipe chargée de la conception d'ASIC, vous travaillez sur les futurs équipements de radiotéléphonie portable - européens. Vous participez à la définition d'architecture radio, établissez les spécifications des composants UHF/SHF et réalisez leur conception.

Ingénieur électronicien, vous avez 2 ans d'expérience de la conception de circuits analogiques hautes fréquences et une bonne maîtrise de la langue anglaise.

ALCATEL

RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV) à :
Jean-Philippe Blonde
56, avenue Jean Jaurès - 92707 Colombes Cedex.

Ingénieur Logiciel Temps Réel

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous réalisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète d'équipements de radiologie et de radiothérapie.

Nous renforçons nos équipes dans le domaine du logiciel de contrôle de systèmes d'imagerie.

Vous participerez aux spécifications fonctionnelles et vous serez ensuite chargé de la conception, du développement, du test et de l'intégration de ce logiciel. Vous gèrerez votre projet jusqu'à l'évaluation clinique auprès du client.

Diplômé d'une école d'ingénieurs en informatique ou automatique, débutant ou avec 2 ans d'expérience, vous alliez à votre connaissance des microprocesseurs Intel ou Motorola et moyen temps réel (VRTX), la pratique de l'anglais.

Nous vous proposons un poste évolutif dans un environnement technologique de haut niveau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/rif. IAT au Service Recrutement GENERAL ELECTRIC CGR - 283, rue de la Minière 78330 BUC.



General Electric CGR

SANS EQUIPE, UN REALISATEUR N'EST RIEN ...



Filiale du groupe ALIA (250 pers.), SIVAN est spécialisée en Informatique Industrielle et Scientifique. Nous évoluons en permanence sur des projets d'importance faisant appel à la haute technologie.

Venez rejoindre notre équipe et mettre en scène votre talent; nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATIENS
[Grandes écoles - 1 à 5 ans d'expérience]

TELECOM ET RESEAUX (réf. 411)
- Participation au développement du futur radiotéléphone cellulaire européen pour l'automobile et l'aviation.
- Conception et réalisation de logiciels destinés à gérer des réseaux de fibres optiques.
- Interconnexion de FAX vers des centres serveurs.

INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE (réf. 412)
- Calcul de structure. Calcul de combustion, d'écoulement et d'aérodynamisme.
- Modélisation par la méthode des éléments finis, étude de simulation et analyse numérique.

PROCESS ET TEMPS REEL (réf. 413)
- Conception et réalisation de logiciels destinés à la signalisation ferroviaire.
- Développement d'application de contrôle commande et supervision de réseaux pour le dispatching d'énergie électrique.
- Développement de logiciels embarqués dans l'avionique, l'automobile et le ferroviaire.

Ces projets vous amèneront à utiliser des techniques telles que :
- Les langages C, FORTRAN, PASCAL, ADA, et orientés objet.
- Les matériels SUN, DIGITAL, HP, IBM.
- Les O.S. UNIX, VRTX, OS2, OS9, ERM, RTEA.
- Les moniteurs Temps Réel VRTX, PSOS, VxWORKS, MOP.
- Les normes et environnements graphiques ISO, X25, TCP/IP, RNIS, VIF, FAX, X-WINDOW, DATAVEWS.

Vous travaillerez sur des scénarii de valeur et metrez à profit votre professionnalisme en vous réalisant pleinement. Nous offrons un rôle de tout premier ordre aux professionnels et proposons aux plus ambitieux une formation en interne ainsi que de réelles possibilités d'évolution afin de développer une carrière brillante.

Merci d'envoyer CV + lettre + photo avec réf. choisie à Béatrice VARENE - SIVAN - 10, bd de Strasbourg - 75010 PARIS

NOS PROJETS PASSENT PAR VOUS SIVAN

Euroconsult EC

Economic Resource and Consulting Group on High-Tech Industries
Conseil et recherche sur les industries de haute technologie

• La branche Espace d'Euroconsult est spécialisée dans les études et le conseil sur le développement industriel, commercial et financier de l'espace au niveau international.

• Elle compte une centaine de clients à travers le monde : agences spatiales, organismes publics, groupes industriels.

• Pour élargir son équipe d'économistes et de consultants spécialisés dans l'espace, Euroconsult recherche un

Economiste chef de projet dans le domaine spatial

Formation doctorale (économie Industrielle, économie Internationale, affaires internationales, gestion...)

Expérience quelques années de réalisation d'études économiques internationales dans le domaine spatial ou des domaines proches (télécommunications, électronique professionnelle, aérospatial)

Motivation le candidat devra avoir une forte motivation pour développer et maintenir une expertise économique internationale de très haut niveau dans le secteur spatial au sein d'une petite équipe spécialisée, leader dans ce domaine.

envoyer lettre et CV à Euroconsult, 71, Bd. Richard Lenoir 75011 Paris



Concours de recrutement au Centre national de la recherche scientifique (grade IE2, concours n° 33)

INGENIEUR D'ETUDES PROJETEUR OPTO-MECANIQUE

- Instrumentation sondes spatiales et grands télescopes
- Connaissances en CAO et anglais souhaitées
- Coopération internationale

DÉPARTEMENT DE RECHERCHE SPATIALE
Observatoire de Paris, section de Meudon, 92190

• Date limite de retrait des dossiers : 26-04-1991
• Date limite de dépôt des dossiers : 29-04-1991
• Renseignements : 43-29-87-20

(CNRS, délégation régionale, secteur PARIS B)



Aqualon

Filiale française (220 personnes, 330 MFF) du leader mondial des polymères hydrosolubles, nous renforçons notre équipe de vente

ingénieur technico-commercial

Reportant au D.C. France, basé au siège de Ruell-Malmaison, vous développez applications et ventes de nos spécialités chimiques auprès d'une clientèle diversifiée dont vous assurez le suivi technique et commercial.

Formation interne, support technique de nos laboratoires et de nos unités de production française et européennes, contribueront à valoriser votre acquis professionnel dans l'environnement fort et évolutif d'un groupe de renommée mondiale.

Jeune ingénieur chimiste, une première expérience similaire, vous êtes prêt(e) à organiser votre action avec autonomie et esprit d'équipe, parlez et écrivez anglais, êtes disponible pour de fréquents déplacements en clientèle.

Adressez lettre, CV, photo, rémunération à Madame V. DUDON, Aqualon France, 3 rue Peugeot 92508 Ruell-Malmaison cedex

URGENT

Pour division électronique d'une grande société aéronautique, proche banlieue ouest de Paris.

INGENIEUR ELECTRONICIEN EXPERIMENTAL (Expérience 2 à 5 ans)

ACTIVITES
- Pilotage du développement des composants intégrés analogiques spécifiques.
- Suivi de ce développement chez les fabricants aux Etats-Unis. Nombreux voyages.
- Manager une équipe

QUALITES REQUISES

- Connaissances en électronique analogique.
- Parfaitement bilingue ANGLAIS indispensable.
- Autonomie, capacité de décision.
- Très bon contact.
- Disponible (voyages).



Adressez C.V. et prétentions à T2i, 92, rue Saint Lazare 75009 PARIS ou Téléphonez pour RV à François LAULAN au 42.85.38.41.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Communiquer, naviguer, identifier, la preuve par trois de notre compétence système

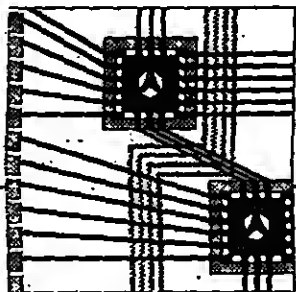
Née en juillet 1990 de la fusion des unités de radiocommunication du Groupe Thomson, la Division CNI (Communication, Navigation, Identification) rassemble les compétences les plus pointues. Résultat, cette union place le Groupe en tête du palmarès européen dans ce domaine d'activité.

Et ses ambitions ne s'arrêtent pas là. En effet, cette unification marquée par la participation aux plus grands programmes internationaux, qu'ils soient civils (couverture VHF-UHF de 9 pays dont le Brésil, la Chine, l'Egypte) ou militaires (AWACS, MIDS, SATURN, NIS...) et par la performance des solutions proposées lui confèrent aujourd'hui une dimension mondiale.

Au sein de la Division CNI, le domaine Communications Aéronautiques a pour vocation la fourniture d'équipements et systèmes complets pour les aéronefs (segment bord) et pour les réseaux de communications Air/Sol de la Défense Aérienne (segment sol). Elle réalise des programmes de haute technologie dans un contexte très international dont :

- MIDS : système de diffusion des informations tactiques,
- SATURN : nouveau système de communication UHF protégé,
- Systèmes de communication de l'AWACS et de l'avion de combat Rafale.

Pour répondre à la croissance de son activité, la Direction des Communications Aéronautiques recherche plusieurs responsables programmes et concepteurs systèmes de haut niveau dont :



"ARCHITECTES" FONCTIONS NUMERIQUES

Au sein des équipes de maîtrise d'œuvre des grands programmes de radiocommunications nouvelle génération MIDS et SATURN, vous aurez la responsabilité de concevoir l'architecture des fonctions numériques gérant les réseaux radio et les interfaces ordinateur-hôte.

Une expérience d'environ 5 ans en qualité d'ingénieur de conception et de développement d'architectures numériques temps réel, vous aura préparé à assumer de telles fonctions. Les programmes étant menés en coopération internationale, la pratique courante de l'anglais est indispensable. Réf. CNI 6

INGENIEUR SYSTEME RESEAU

Au sein du Groupe Etude et Architecture Système des Réseaux Sol-Air, vous serez Responsable Système du volet réseau sol.

Ingénieur en Télécommunications doté d'une expérience d'environ 4 à 5 ans en conception et développement de Matériels de Commutation Numérique, vous maîtrisez en outre les protocoles de communication. Environnement international. Anglais souhaité. Réf. CNI 4

ADJOINT SYSTEME POUR LE PROGRAMME SATURN

Vous serez le Responsable de l'ensemble des aspects Intégration et validation de ce programme de communications nouvelle génération.

Ingénieur grande école, vous avez une expérience de 5 à 7 ans en Recherche et Développement dans l'Electronique professionnelle et vous maîtrisez les systèmes de simulation d'environnement.

Le programme, mené en coopération internationale (Europe - Etats Unis), impose la maîtrise de l'anglais. Réf. CNI 67

INGENIEUR SYSTEME DE COMMUNICATIONS

Au sein d'un Programme de Développement d'un nouveau Système de Radiocommunications, vous serez chargé des spécifications systèmes.

Ingénieur de formation Radio-communications vous pouvez faire valoir une expérience de 3 à 5 ans en Recherche et Développement et vous dominez les aspects liaisons radio. Environnement international. Anglais souhaité. Réf. CNI 71

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisie au Service Gestion des Cadres - THOMSON CNI - BP 402 - 92103 BOULOGNE

THOMSON

DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

IMPLIQUEZ-VOUS DANS LE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ DE GRANDS PROGRAMMES EUROPÉENS !



La Direction des lanceurs du CNES à Evry (91) recherche dans le cadre des programmes Ariane.

Ingénieur grande école

Dans le cadre de l'Agence spatiale française, au sein des équipes assurance produit localisées à Evry, il vous sera confié l'assurance qualité d'éléments importants du lanceur Ariane et le management de ces activités auprès des industriels européens concernés.

Vous participerez à des campagnes de lancement en Guyane (1 par an de 1 à 2 mois). La pratique de l'anglais est nécessaire.

Vous avez une formation d'ingénieur généraliste avec une expérience de 5 ans environ acquise dans le domaine de la mécanique au sein d'un projet, dans la production d'ensembles complexes ou en assurance qualité.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. 90/DKA/36, à la Division du personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex. Minitel 3615 code CNESPACE.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Quand les projets sont partout, les compétences n'ont pas de frontières

Division électricité et nucléaire

6000 personnes,

5 milliards de CA,

une activité

d'entreprise

risolument tournée

vers l'exportation.

Pour les secteurs

de l'Energie,

de Transport,

de l'Industrie,

de l'Équipement tertiaire

et du Nucléaire,

elle étudie et réalise

des projets nationaux

et internationaux.

Ingénieur d'affaires export

Rattaché à un chef de département, vous êtes le chef de file d'un contrat de grande envergure (50-200 MF), et en assurez la gestion complète depuis l'élaboration de l'offre et sa négociation jusqu'à sa réalisation complète (technique, coût, délai, qualité et contractuel).

Chef de service

Rattaché à un chef de département, vous êtes le responsable d'une ligne d'activités et assurez la pérennité de votre centre de profit : élaboration d'offres et négociation, gestion des contrats obtenus, animation de votre équipe.

Ingénieur de formation, vous connaissez les domaines électriques ou électromécaniques. Votre expérience de 5 ans minimum, tout particulièrement dans l'entreprise générale, témoigne de votre savoir-faire. Votre parfaite maîtrise de l'anglais et vos réelles capacités à manager sont vos atouts pour nous rejoindre et vous permettre d'évoluer au sein de notre groupe.

Postes basés à Cergy-Pontoise (accès direct par le RER ligne A).

Merci de nous adresser CV et prétentions sous réf. 17.04 à Spie Batignolles, Frédéric Guinier, Pôle Edison, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

INGENIEUR D'AFFAIRES
CHEF DE SERVICE

Spie Batignolles

GROUPE SCHNEIDER

un esprit d'entreprises

سكزا بن الاصل

صلى الله عليه وسلم

XVIII Le Monde • Mercredi 17 avril 1991

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Au sein d'un Groupe Chimique de tout premier plan (+ de 250 établissements dans 100 pays), nous recherchons :

DEUX INGENIEURS PROCEDES BRETAGNE PARIS

En Bretagne, il sera rattaché au Directeur d'une usine à taille humaine et il aura des responsabilités opérationnelles d'assistance à la fabrication : optimisation de procédés, solution de problèmes techniques,...

A Paris, il sera intégré à une équipe de développement de procédés (études, calculs, réalisations).

Ces deux postes conviendront à des ingénieurs ENSIC, IGC, UTC, ENSPM (ou spécialisation Génie Chimique d'une autre Grande Ecole), pour la Bretagne il pourra être débutant ou avoir une ou deux années d'expérience, pour Paris, il est impératif de disposer de 3 à 5 ans d'expérience.

Ces deux postes impliquent un tempérament d'opérateur et une volonté marquée de progresser.

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



mf PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST CHEF DE PRODUCTION

C'est un Chef de Production, que n'impressionne pas le travail en première ligne, que nous recherchons pour notre usine de RAON L'ETAPPE (88), un de nos 7 sites de production, spécialisé dans le papier d'emballage frictionné avec un peu d'impression écrite. En effet, le Directeur, responsable de deux usines, ne peut en conséquence être présent en permanence.

Superviser les services de Production et de Maintenance, il vous revient d'assurer la production de papier (Capacité de 40 000 Tonnes/an) en quantité, qualité, délais et coûts et d'en suivre les ratios d'exploitation. Vous participez naturellement aux aménagements qui s'imposent tant en ce qui concerne l'appareil que l'organisation de la production. Vous animez et coordonnez l'activité de vos collaborateurs et veillez à la qualité de leurs conditions de travail et à l'actualisation permanente de leur potentiel technique.

Nous vous voyons ingénieur généraliste (AM - INSA...) doté d'une expérience significative des activités de process en continu, et pourquoi pas en papeterie.

Méthodique, solide, animateur, votre développement peut trouver sa place au sein de notre groupe. Merci d'adresser votre candidature (référence 103/LM) à SEFOP Rhône-Alpes 1, place Firmin Gautier EUROPOLE - 38000 GRENOBLE, qui nous aide dans notre recherche.

SEFOP Rhône-Alpes



Ingénieur d'affaires Groupe des ventes

Du secteur public aux entreprises privées, France Câbles et Radio - 700 personnes, 1,4 milliard de CA, filiale de Cogeco (Groupe France Télécom) - est le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications. Ses services internationaux commercialisent des liaisons et services spécialisés à destination de grandes entreprises implantées dans le monde entier. Nous vous proposons de rejoindre cette activité en plein essor.

Vous prendrez en charge de A à Z la responsabilité d'affaires, depuis l'analyse des besoins jusqu'à la vente de solutions adaptées à chaque client.

A 35 ans environ, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, française ou étrangère, complétée par une formation en marketing/commercial, vous possédez une expérience de 5 ans minimum, acquise dans la vente de services de télécommunications, informatiques ou électroniques professionnels à l'international. Anglais courant indispensable. Seconde langue souhaitée.

Merci d'adresser CV, lettre, photo et prétentions, sous réf. CI/A13/M, à France Câbles et Radio, DRHA, 124 rue Réaumur, 75091 Paris Cedex 02.

MEDIA SYSTEM

Villeroy & Boch

Premier fabricant européen de Céramique pour la maison recherche, pour son service technique central FRANCE, un

diplômé
IDN,
INSA,
ENI ou
similaire

Ingénieur Bureau d'Etudes

Agé de 35 ans ou moins, vous avez :

- Une expérience industrielle d'entretien ou de fabrication,
- Des notions de D.A.O. et une pratique de logiciels intégrés,
- Une bonne connaissance de l'Allemand et de l'Anglais,
- Une bonne capacité de négociation.

Rattaché au chef du service technique central, le poste requiert une intégration dans une petite équipe ainsi qu'une capacité d'autonomie.

La mission recouvre :

- L'estimation des coûts des investissements industriels,
- L'élaboration des cahiers des charges,
- Les simulations d'exploitation et le suivi économique des réalisations,
- La mise à disposition des nouvelles installations.

Le poste, basé à LA FERTE GAUCHER (90 kms à l'Est de PARIS), comporte des déplacements de courte durée.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions avec lettre manuscrite sous réf. 2239 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

PARFRANCE



Filiale d'un très grand groupe multiservices, multiactivités, nous sommes spécialisés dans le Transport de Voyageurs.

Dans le cadre de notre développement nous recherchons un

Consultant en Informatique Industrielle et Automatique

Intégré à l'équipe informatique de notre siège, vous effectuez les études technico-économiques (rédaction de cahiers des charges, dépeçage d'appels d'offres...) concernant les systèmes automatisés d'aide à la régulation de trafic, de manœuvre et d'information des voyageurs dont doivent progressivement s'équiper nos sociétés.

Vous définissez les axes de développement du groupe en matière de systèmes temps réel, de manœuvre et êtes l'interlocuteur privilégié des industriels et SSII prestataires. Vous assurez également la veille technologique dans ces domaines et diffusez l'information dans les filiales.

De formation supérieure spécialisée (école d'ingénieur de type ENSI), vous avez une première expérience acquise dans le secteur de l'industrie, de l'Aéronautique, de la Défense, de l'Energie ou du Transport qui vous a permis de confirmer votre goût pour les nouvelles technologies.

Vous voulez maintenant valoriser vos qualités relationnelles et vos compétences dans une fonction alliant technicité, contacts humains et autonomie.

Pour prendre contact, envoyer dossier complet (lettre man., CV, photo et prétentions) sous référence CIA/ET à TRANSCET - Direction des Ressources Humaines - 66 Avenue du Maine - 75014 PARIS, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

DESSEIN

UN AVENIR D'AVANCE

FRANCE TELECOM

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications (CNET) est un organisme de recherche et de développement de FRANCE TELECOM. Il est chargé de la recherche, de l'innovation et du développement des technologies de télécommunications. Il dispose d'un budget de 1000 milliards de francs et emploie plus de 10 000 personnes. Il est spécialisé dans les télécommunications.

Nous recherchons pour le site de LANNION

1 INGENIEUR

POUR SES ETUDES DE RACCORDEMENT D'ABONNES SUR FIBRE OPTIQUE

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur de grande école ou équivalent, vous travaillerez au sein d'une équipe de recherche spécialisée en distribution numérique sur fibre optique. Les besoins d'harmonisation des architectures des futurs réseaux vous conduiront à des contacts fréquents avec nos partenaires étrangers, tant pour des échanges d'idées que pour des actions de normalisation internationale. Vous participerez à la diffusion et à l'application des résultats de vos travaux dans le groupe FRANCE TELECOM et dans l'industrie. Débuts ou confirmés, vous devrez avoir une forte motivation pour l'exercice d'une activité technique et scientifique. De bonnes connaissances dans les domaines suivants seront appréciées :

- Transmission numérique sur fibre optique et microprocesseurs - Exploitation de réseaux

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à : CNET/RAA, Service du Personnel 2, route de Tregastel - BP 40 22201 LANNION



INGENIEUR PHYSICIEN EXPERIMENTE

De formation Ingénieur ou Universitaire (Physique/Matériaux), après 3 à 5 ans d'expérience, vous souhaitez vous orienter vers l'expertise technique sur des produits qui vous passionnent (matériaux optiques polymères).

Au sein de notre Département R & D, sur notre site pilote de SAINT-MAUR (450 p.), nous vous confierons la responsabilité du développement de méthodes spécifiques de mesures dans le domaine de la caractérisation des matériaux et l'analyse de leurs propriétés physiques, ceci en liaison avec les équipes internes et les laboratoires extérieurs.

Votre curiosité intellectuelle, capacité d'innovation, liées à un excellent sens technique et une bonne compréhension des phénomènes physiques, ainsi que votre goût pour l'animation d'équipes (3 personnes), font de vous l'homme de la situation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence IPE/AM :

EUROPA



Termiaux de transactions multimédias

COMPTES ET FINANCES

Le Monde des Secteurs de Pointe



A TOULOUSE, LE RÊVE DEVIENT CNES.

Nous partageons tous ce même rêve : conquérir l'espace. En 25 ans, nous avons fait de la France, une puissance spatiale reconnue. Chaque jour, par notre travail de recherche et notre maîtrise technologique, nous repoussons les limites du possible. Nous avons signé les programmes européens et nationaux, les plus prestigieux : ARIANE, HERMES, SPOT, TELECOM... Nous sommes les ingénieurs, les scientifiques, les techniciens du CNES TOULOUSE. Et notre réussite est comme nous l'avons rêvée !

Vous aussi, concrétisez au CNES TOULOUSE, le projet de carrière dont vous rêvez. Si vous êtes diplômé des plus hautes écoles, votre réussite est au CNES.

ÉCRIVEZ AU :

Division du personnel : 18, avenue Edouard-Belin
31055 Toulouse Cedex

Schlumberger

Services Pétroliers

PAS DE PERFORMANCE SANS QUALITÉ

Les Services Pétroliers de SCHLUMBERGER conçoivent, fabriquent et utilisent partout dans le monde des équipements destinés à la recherche, à l'évaluation et à l'exploitation des champs pétroliers. A Melun, la Division FLOPETROL, spécialisée dans la conception et la production d'équipements d'essais de puits mettant en œuvre des technologies avancées (électronique, physique, informatique, électromécanique...) recherche un

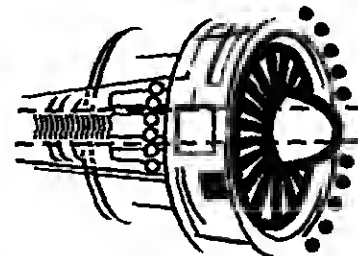
INGÉNIEUR QUALITÉ LIGNE DE PRODUIT

En étroite relation avec les responsables des Etudes, de la Production et du Terrain, vous assurerez la QUALITÉ à toutes les étapes de la vie des produits, depuis la conception (vérification des standards, contrôle des spécifications), la fabrication (mise en place des procédures de contrôle, audit des process en interne et chez les sous-traitants) jusqu'à la vente. Vous analyserez également les écarts et proposerez les actions correctives nécessaires et serez le promoteur permanent des méthodes et des outils du plan QUALITÉ.

Ce poste, riche de relations internes et externes, s'adresse à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole possédant de préférence une première expérience dans le QUALITÉ électronique et une personnalité ouverte aux contacts.

Il vous ouvrira de larges perspectives d'évolution. Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence LM/1704, à la Direction du Personnel

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
Division Flopetrol
228, rue Einstein - B.P. 592 - 77005 MELUN Cedex



ELECMA, Division Electronique de la SNECMA est spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériels électroniques complexes de mesure et de régulation fonctionnant dans un environnement sévère sur moteurs et véhicules aérospatiaux.

Nous recherchons pour notre établissement de Suresnes (92) :

ELECTRONICIENS

Etude et conception de circuits électroniques de puissance, circuits analogiques et numériques.

INFORMATICIENS

Développement logiciel temps réel.



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation, la SNECMA bénéficie d'une formidable capacité de recherche, conception, développement, production, qui la place parmi les leaders de la double compétition mondiale des avions d'armes et des avions de transports civils.

Ingénieurs débutants ou première expérience, vous rejoindrez nos équipes de spécialistes et prendrez en charge l'étude et le développement de matériels sol ou embarqués.

Le GROUPE SNECMA offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite accompagnée d'un CV sous référence FG/XP au GROUPE SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2, Boulevard du Général Marial Valin - 75724 PARIS Cedex 13.

GROUPE SNECMA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE LA RÉGULATION INDUSTRIELLE

Recherche H/F pour l'unité d'Amiens

AU SERVICE QUALITÉ :

- Ingénieur assurance qualité

Responsable de la mise en place système qualité totale et procédure certification ISO 9001. Ingénieur électronique de 3 à 5 ans d'expérience.

AU SERVICE R/D

- Ingénieur étude électronique/logiciel

Responsable du développement d'un ensemble électronique + logiciel de la conception à la mise en production. Débutant à 5 ans d'expérience.

- Ingénieur chef de projets

Responsable développement d'un projet incluant électronique, logiciel et mécanique. à 15 ans d'expérience.

ANGLAIS INDISPENSABLE DANS CES DIFFÉRENTS POSTES

Envoyer CV et lettre manuscrite : HONEYWELL S.A. - 80084 AMIENS - CEDEX 2

TELECOMS, SYSTEMES... ET SAVOIR-FAIRE INDUSTRIEL TEKELEC !

TEKELEC TECHNOLOGIES, fer de lance des activités de Tekelec Airtronie, démontre, comme toutes les sociétés du groupe, sa vocation à découvrir les technologies de demain. Deux de ses divisions, Tekelec Systems, partenaires des grands projets civils et militaires, et Tekelec Télécom, expert en conception, développement, fabrication et commercialisation d'une large gamme d'équipements de mesure, ont de nombreuses opportunités à proposer à des...

INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

ELECTRONICIENS INFORMATIENS CONFIRMES

Il s'agit d'assurer le développement d'équipements électroniques et de logiciels associés, la conception, la vente et la fabrication d'appareils de pointe. Un contexte on ne peut plus stimulant, où chacun, trouve la possibilité d'exprimer pleinement sa créativité. Nous sommes très ouverts à des formations et expériences diverses : Ecoles d'Ingénieurs, BTS, DUT, expérience en laboratoire.

Service Emploi : (réf. MO/201)
TEKELEC TECHNOLOGIES,
29 Avenue de la Baltique
- ZA de Courtaboeuf - 91953 Les Ulis.
Ou candidature sur Minitel 3616 Code C2,
tapez TKLC.



VOTRE CONTRAT AVEC L'AVENIR

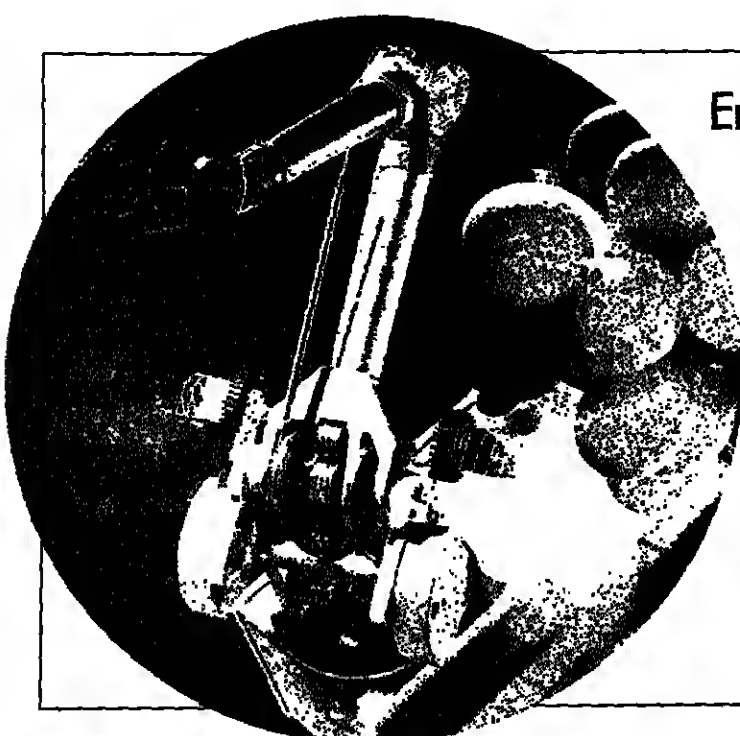
هكذا في الامتحان

هكذا من الامم

XX Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe



Entre les hautes technologies et vous, il y a des atomes crochus

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES, (X, Mines, Centrale, Supélec, Télécom...)

La vocation première du CEA : maîtriser l'atome. L'expertise qu'exige un tel domaine lui a permis d'acquérir un savoir-faire inégalé dans tous les secteurs à la pointe de la recherche. Jeune ingénieur, vous êtes généraliste, ou spécialiste de l'un des domaines suivants : physique, neutronique, chimie, mathématiques, mécanique, thermohydraulique, électronique, optronique, télécommunications-réseaux, informatique, intelligence artificielle, robotique...

Au cœur des enjeux scientifiques, technologiques et industriels de demain, le CEA vous offre la possibilité de travailler sur des programmes et la croisée de la recherche et de l'industrie. Rejoindre nos équipes, c'est avoir l'opportunité de suivre des projets depuis la conception jusqu'à leur réalisation, tout en disposant des outils les plus performants au sein de centres de recherche de réputation internationale, implantés en région parisienne, Aquitaine, Touraine, Bourgogne et Sud-Est.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/164 à Paul Queyssalier
CEA - Direction des Ressources Humaines - 31-33 rue de la Fédération - 75015 PARIS.



LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE

Le monde est un village

Ingenierie à l'export

Notre métier : concevoir et réaliser les équipements des grands de la sidérurgie mondiale. Sur des process rapides, dans un contexte exigeant, nous allons chercher 85 % de notre CA à l'étranger. Rejoignez-nous pour vivre votre métier d'ingénieur.

Ingenieur généraliste

Cergy-Pontoise ou région lyonnaise,

Intégré à la Direction de l'Ingenierie, vous intervenez dès la conception de projets puis en assurez la réalisation : pilotage des études, suivi des sous-traitants, relations avec les partenaires et fournisseurs. Vous intervenez vous-même sur site lors de la mise en service.

Vous élargissez rapidement vos compétences techniques et humaines, faites la preuve de votre aisance dans les contacts internationaux et affirmez vos capacités à encadrer. Vous êtes mobile et parlez couramment l'anglais. Nous vous confierons la responsabilité de projets ambitieux.

Ingenieur diplômé, à dominante mécanique ou automatismes, débutant ou avec une première expérience, adressez votre dossier de candidature, sous référence NAO 07, à Anne Ortali, CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, Parc Saint-Christophe, 95864 Cergy-Pontoise Cedex.



Groupe Davy Corporation

La performance tout naturellement

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS



La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en FRANCE pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 5 000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants. L'ETABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS, dans le cadre du développement de son Centre d'Essais crée le poste :

INGENIEUR D'ESSAIS SPECIALISTE DYNAMIQUE DU VEHICULE

Diplômé Ingenieur Mécanique, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins trois ans au sein d'un bureau d'études, de préférence acquise auprès d'un constructeur automobile ou d'un équipementier.

Nous vous proposons de donner un nouvel élan à votre carrière en vous confiant la responsabilité de l'activité dynamique du véhicule.

Vous intervenerez dans la négociation technique de nos contrats d'essais avec des clients publics ou privés diversifiés.

Vous assurerez l'animation et le suivi technique de ces essais en pilotant une petite équipe.

Une veille technologique permanente vous permettra de développer de nouvelles procédures d'essais et de participer à la définition des investissements.

Vous deviendrez rapidement un véritable spécialiste dans votre domaine. Vous saurez conseiller les différents responsables d'essais et vous ferez reconnaître auprès d'interlocuteurs variés dans le cadre de notre présence au sein de groupes de professionnels nationaux et internationaux.

Votre rigueur, votre sens de l'autonomie et de l'organisation, votre goût de la technique vous permettront de vous épanouir pleinement à ce poste évolutif.



SI CETTE OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE VOUS INTÉRESSE, NOUS VOUS REMETTRONS D'ADRESSER C.V. DÉTAILLÉ, LETTRE MANUSCRITE, PHOTO ET PRÉSENTATIONS, SOUS RÉF. : LM 748 À NOTRE CONSEIL : MIREILLE PROUST CONSULTANTS - 10, RUE DE LA GARE - BP 1352 - 49013 ANGERS CEDEX 01

N°1 EN EUROPE EN 1992

C'est le challenge que nous vous proposons en devenant

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES

France Nord-Ouest Réf. M/4220/A

France Sud-Ouest Réf. M/4220/B

Constructeur de matériels pour l'industrie du Bâtiment et des T.P., premier français pour les presses de préfabrification, 185 personnes, C.A. 200 MF, nous serons les premiers en Europe grâce à notre dynamisme et au soutien de nos actionnaires (Suez, Crédit National...). Nous équipons les services intégrés des grands du BTP et les entreprises spécialisées dans la fabrication des parpaings, bordures, pavés...

À l'écoute de vos clients dès les avant-projets, vous serez leur conseil technique et économique et leur proposerez les solutions adaptées à leur besoin. Vous vivrez les projets jusqu'à la mise en route.

Vous bénéficierez de la formation nécessaire à l'accomplissement de vos tâches techniques et commerciales.

Ingenieur - débutant ou première expérience -, autonome avec une bonne capacité à vous adapter à des interlocuteurs très différents, vous maîtrisez l'anglais et vous voulez réussir dans un poste qui vous permettra d'étendre ensuite votre champ d'action à l'international.

Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre manuscrite) sous référence choisie (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations avant de vous recevoir.



cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Membre de Syntec

Systèmes Electroniques Sophistiqués

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Amérique du Nord - Europe

Entreprise de 1500 personnes, nous appartenons à l'un des premiers groupes industriels français, leader mondial en électronique professionnelle. Nous souhaitons encore renforcer notre présence sur les pays industrialisés.

Intégré dans une petite équipe commerciale export affectée aux Pays Occidentaux et assisté en interne par les services techniques et financiers, vous prendrez en charge, dans un contexte de coopération internationale, la promotion de notre activité sur différentes zones, jusqu'à la signature des contrats.

Ce poste implique des contacts à haut niveau, tant avec les Industriels qu'avec les administrations des pays concernés. Il s'adresse à un Ingenieur, âgé de 28 ans au moins. Il aura acquis, à partir d'une première expérience technique, une pratique commerciale ou affaires orientée export dans le domaine des biens d'équipements lourds.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 EC :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Maignan - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AMSTERDAM BORDEAUX BRUXELLES LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

B.E., Méthodes et Qualité...

Jeune Ingenieur Chef de Service

AM ou équiv.

Près Chartres

Débutant ou en début de carrière, cette fonction vous intéresse : une Entreprise industrielle de taille humaine (80 pers.), filiale d'un Groupe réputé internationalement (1500 pers., 1 Md de CA, 60 % à l'export), une production de grande série dans le domaine du chauffage, tout le fonctionnement de l'Entreprise vu d'un poste englobant la périphérie de la production (Bureau d'Etudes, Méthodes Industrialisation et Contrôle qualité). Sous l'autorité hiérarchique du Directeur Usine, vous animerez une équipe de 7 techniciens, dessinateurs et ouvriers professionnels. Un poste rempli de fonctions plus importantes au sein du Groupe. L'ingénieur généraliste que nous recherchons, passionné, ouvert et ambicieux s'exprime correctement en anglais.

ORION vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations) sous réf. 104.794 M.

35, rue du Rocher 75008 Paris



Humain et Technicien

Le Monde des Secteurs de Pointe

Schlumberger Industries

Au sein de SCHLUMBERGER INDUSTRIES, un des leaders mondiaux de la mesure et du comptage, notre établissement de Velizy est spécialisé dans l'acquisition de mesures et l'enregistrement magnétique pour l'aéronautique et le spatial.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

CHEFS DE PROJET

De formation Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une expérience (5 ans au moins) en informatique (Temps réel - C) et une bonne connaissance de l'électronique.

Au sein de nos bureaux d'études, vous serez en charge d'une équipe (4/6 personnes) d'ingénieurs et Techniciens Hard et Soft. Vous aurez la responsabilité complète de projets de systèmes d'acquisition de données (enregistreurs magnétiques / Télémétrie) de l'appel d'offre à la recette finale.

Dans un environnement motivant (Temps réel, C, VAX-VMS, SGBM, DEC WINDOWS...) vous superviserez les spécifications, les analyses, la conception et le codage.

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Votre formation d'ingénieur généraliste complétée par une première expérience vous donne une bonne compétence analogique et numérique.

Vous pourrez développer votre potentiel dans un projet important en étude, conception, saisie, mise au point et test de cartes (CAO MENTOR) dans un environnement de haute technologie.

L'ensemble de ces postes vous permettra de prouver votre savoir-faire et d'évoluer au sein du groupe.

L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Acquisition de Mesures
& Enregistrement Magnétique
1, rue Neuport - BP 54 - 78140 VELIZY

En permanence,
sur votre
feuille, tous
les postes
INGENIEURS
ET CADRES
proposés par
Schlumberger

3614

CRAY VALLEY

La Division Résines de TOTAL CHIMIE, leader sur ses marchés, intègre pour son laboratoire de Recherche (Verneuil en Halatte - 60) son

RESPONSABLE SYNTHESE ORGANIQUE

Vous superviserez le développement d'une gamme de produits très performants. Votre mission s'articule autour de l'optimisation des procédés de fabrication des produits entrant dans la composition de revêtements.

Vous développerez des relations avec nos activités industrielles en France et aux USA, et vous enrichirez de votre savoir faire les groupes de recherche travaillant dans la chimie des polymères.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur ou universitaire) et titulaire d'un doctorat, vous avez une expérience industrielle de 3 à 5 ans en recherche et développement sur l'optimisation des procédés de la chimie organique.

Pour ce poste, l'anglais est indispensable et l'allemand souhaité. Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer au sein d'un groupe diversifié, de dimension internationale et en fort développement. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 16A2158/1 à ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS



recherche

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

(HAUTE-NORMANDIE)

Votre mission

- Ingénieur chimiste débutant, option génie chimique souhaitée.
- Anglais lu et parlé.

Votre activité

- Au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous prendrez en charge une ligne de produits.
- Vous assurerez également les fonctions d'un chef de projet.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo
et prétentions sous n° 8286
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Filiat d'un groupe américain
(CA : 2000 MF, 500 pers.)
leader mondial sur le
marché d'additifs pour huiles
moteurs et industrielles

Voyez l'informatique technique et industrielle sous un nouveau jour.

Société de Services et d'Ingénierie Informatiques spécialisée dans la conception et la réalisation des systèmes d'information interconnectés, notre activité **Industrie Aérospatiale Défense**, vous permettra de valoriser vos compétences et d'évoluer dans différentes techniques de pointe : Temps réel, Traitement du Signal, Gestion Electronique de Documents, On Line Transactional Processing, Imagerie,...

INGENIEURS LOGICIEL

Débutant, titulaire d'un diplôme d'ingénieur (grandes écoles ou universités), vos compétences Assembleur, C, UNIX, VMS, vous permettent de participer au développement de logiciels temps réel. [Réf : LM 41]

Fait d'une première expérience professionnelle, vous souhaitez participer à l'étude et à la réalisation d'applications dans le domaine du contrôle de process, de l'automatisme et des systèmes embarqués. [Réf : LM 42]

INGENIEURS CONCEPTEURS

Vos premières années en développement de logiciels dans un environnement méthodologique vous permettent d'intégrer nos équipes spécialisées en ingénierie de systèmes. De bonnes connaissances des SGBD/R, de l'imagerie (XII, GKS...) et des télécommunications (X25...) seront appréciées. [Réf : LM 43]

Ces postes sont basés en région parisienne.

ALCATEL
TITN ANSWARE

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie à
Laurence LE CALVEZ, Alcatel TITN Answer - 1, rue Galvani - BP 110 - 91 301 MASSY CEDEX.

Ne signez pas un chèque en blanc sur votre carrière...



Choisir son entreprise pour réussir sa vie professionnelle, progresser, évoluer, s'épanouir... pas facile. Pourtant les questions-clés restent les mêmes : quel type de poste vous propose-t-on ? Sur quel projet ? Quelles sont les différentes évolutions de carrières envisageables ? Quelle est la stratégie de l'entreprise pour les cinq ans à venir ? Chez MATRA COMMUNICATION, nous savons répondre à toutes ces questions que vous vous posez.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES Débutants ou première expérience

Parce que nos projets dans le domaine des radiocommunications numériques (PAN EUROPEEN ou RUBIS), des réseaux d'entreprise et de l'image (visio-phonie, D2 MAC) sont l'illustration même de la réussite de nos équipes, nous recrutons de jeunes ingénieurs, capables d'évoluer parmi l'ensemble de nos projets et de nos métiers. Chez nous, le parcours professionnel des ingénieurs débute généralement par le **développement logiciel** :

Vous participerez à la réalisation d'un projet depuis sa conception, en définissant les spécifications fonctionnelles, jusqu'à la phase de validation et d'intégration. Le développement logiciel couvre les principaux domaines de notre activité : transmission de données, protocoles de réseaux (RNIS), interface homme/machine, traitement du signal, logiciel intégré temps réel, systèmes d'exploitation.

Le développement logiciel : une formation essentielle qui vous permettra d'évoluer plus loin ou au-delà de la technique : **responsable d'intégration ou d'architecture systèmes, responsable d'affaires (France ou international), responsable marketing...**

Le talent commence par savoir choisir son entreprise. Posez-nous vos questions. Merci de nous envoyer un dossier de candidature sous référence IGE.

MATRA COMMUNICATION
Service Recrutement
B.P. 26 - Rue Jean-Pierre Timbaud
78392 Bois d'Arcy Cedex.



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

5021211111

سكنى من الاجل

Le Monde des Secteurs de Pointe

L'AVENIR EST DANS LES CARTES

Leader dans le secteur CARTES A MEMOIRE, fabriquées en continu dans notre usine d'ORLÉANS (45), nous recherchons :

INGENIEUR "PROCESS-ENGINEERING"

Une mission focalisée sur l'Atelier CARTES A MEMOIRE (Microélectronique et Assemblage/test).

Trois axes principaux :
• suivi du processus
• industrialisation nouveaux produits
• définition des nouveaux équipements, en liaison avec le service industrialisation.

Deux objectifs : réduction des rejets ET des coûts.
Une formation type A & M et un bon niveau en Electronique sont nécessaires pour une bonne maîtrise de ce poste. Réf. 9106 M.

INGENIEUR "TESTS et CARACTERISATION" FORMATION ELECTRONIQUE INFORMATIQUE

Une mission au sein de la production de cartes à micro circuits et du montage de chips :

• Elaboration des tests électriques de production (mise en place des équipements, réalisation des programmes de tests, optimisation des moyens existants).
• Caractérisation électrique (effectuée sur chaque nouveau produit, sur ceux livrés par les fournisseurs et sur les produits en cours de fabrication).

Ce poste nécessite une double compétence électronique ET informatique et s'adresse à un jeune ingénieur débutant (ou possédant une première expérience). Réf. 9107 M.

Les possibilités d'évolution sont réelles et importantes au sein de notre société, appartenant à un grand groupe français (5000 personnes).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., CV, photo et prêt.) strictement à notre Conseil Pécasse, GALAMPOX - AXOME - 65 Av. de Wagram - 75017 PARIS - Tél. 47 66 70 70.

AXOME

Ingénieurs top niveau pour organiser et protéger un monde de rêve.



Euro Disney ouvrira dès le printemps 1992, vaste complexe de loisirs, c'est aussi une formidable organisation "industrielle" au service de l'imagination.

INGENIEUR CONSEIL EN ORGANISATION

Vous participerez à la mise en œuvre d'un système d'optimisation des ressources en termes d'équipements et d'hommes. Votre audit et vos conseils devront amener une réelle amélioration des méthodes de l'organisation, de l'efficacité, et une réduction des coûts.

Vous avez de préférence une formation d'ingénieur complétée par un 3e cycle de gestion / IAE / MBA. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en cabinet ou en grande entreprise.

RESPONSABLE DE L'ENVIRONNEMENT

Vous élaborerez et mettez en place des programmes de contrôle de l'environnement pour le parc (déchets toxiques, pollution de l'air, de l'eau...).

Une solide formation école d'ingénieur, chimie, biologie, géologie ou sciences de la nature doublée d'une expérience similaire dans un contexte américain ou anglo-saxon sont nécessaires.

Pour nous rejoindre dès aujourd'hui, merci d'adresser votre candidature, sous réf. MB/1106/01/IM, en précisant le poste choisi, à Euro Disney, Service recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.



les professionnels de l'imagination

Pilotez notre projet de radiotéléphonie privée de demain

Nous sommes le n°1 français dans le domaine des radiocommunications : grands réseaux et terminaux de systèmes de radiotéléphonie publics et privés (sécurité, pompiers,...). Au sein de notre Département Recherche et Développement des Systèmes à valeur ajoutée, vous prendrez en charge la conception et la réalisation de la nouvelle génération d'équipements nécessaires aux infrastructures des futurs systèmes privés de radiotéléphonie à signalisation numérique.

En relation étroite avec le Marketing, vous définirez les spécifications et le cahier des charges technique. Vous constituerez et animeriez une équipe afin de réaliser le développement du produit sur le plan matériel et sur le plan logiciel, puis assurerez le suivi de l'industrialisation en liaison avec notre usine.

Vous souhaitez valoriser votre formation d'ingénieur généraliste (INSA, ESIEE, IDN,...) et votre expérience de 6 ans environ acquise dans le domaine des télécommunications. Vous êtes motivé par cette fonction essentielle pour le développement stratégique européen de notre Société.



Merci d'adresser votre candidature s/réf. E.245/M à notre conseil OBERTHUR CONSULTANTS, 49, rue Saint Roch, 75001 PARIS.

ECOLE DES MINES DE PARIS MASTERE MATERIAUX ET MISE EN FORME

OBJECTIF

Donner une formation pluridisciplinaire concernant le domaine de la transformation des matériaux (métaux, polymères, composites). Sanctionnée par un diplôme de l'Ecole des Mines de Paris, cette formation s'adresse à des :

Ingénieurs et des titulaires de D.E.A. ou équivalent

Destinée à favoriser l'insertion et l'évolution de carrière dans un secteur économique à haute technologie, cette formation bénéficie de l'appui d'industries importantes. Elle s'adresse également aux ingénieurs de l'industrie dans le cadre de la formation permanente.

DUREE - LIEU

Un an dont quatre mois de stage en entreprise. Début des cours : 23 septembre 1991 à SOPHIA ANTIPOLIS (Alpes-Maritimes) ou Centre de Mise en Forme des Matériaux (CENEF), Centre de recherche de renommée internationale en liaison constante avec l'industrie.

FRAIS DE SCOLARITE

40 000 F pris en charge par l'entreprise ou s'effectue le stage rémunéré. Possibilité de pré-embauche industrielle.

INSCRIPTION : Dès maintenant (promotion de 15 élèves)

M. Y. LABOUREUR - Ecole des Mines - Sophia Antipolis 06565 VALBONNE cedex. Tél. (14) 93.95.75.24 (joindre un CV complet à la demande)

DIRECTEUR TECHNIQUE - CADRE SUPÉRIEUR NANCY

Cet important organisme immobilier assure la construction, la gestion locative, la vente et la maintenance d'un très important parc immobilier (20.000 logements).

La Direction Générale

RECHERCHE SON DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

dynamique, de formation ingénieur génie civil et urbanisme

Arts et Métiers ou équivalent

Salaire motivant et négociable

Adresser CV, photo et prétentions à Chantal Gerbelli, OPAC de Meurthe-et-Moselle, 12, rue de Serre - BP 610 - 54010 Nancy Cedex

Dans le cadre de son développement.

le Service INGÉNIERIE de M.T.T.

recherche

des INGÉNIEURS et TECHNICIENS

Expérimentés en matériel (numérique, analogique) et logiciel (PC, Temps Réel, Systèmes Experts, Object).

Aptes à rédiger des documentations techniques professionnelles.

Travailleurs enthousiastes, passionnés par la technique et la réussite,

pour CONCEVOIR des systèmes répondant à des besoins spécifiques et, en particulier, des systèmes NOVATEURS de test de cartes électroniques.

CV et lettre de motivation à adresser à Christian PIERRE

M.T.T., ZAI de Courtabœuf,

4, avenue des Andes, 91952 Les Ulis Cedex

Vous êtes jeunes diplômés en MECANIQUE - MATERIAUX

Vous voulez valoriser votre diplôme, Grande Ecole ou DEA

L'ECOLE DES MINES DE PARIS

vous propose de préparer une thèse de doctorat ou

CENTRE DE MISE EN FORME DES MATERIAUX

dans les domaines de recherche suivants : matériaux modernes (alliages métalliques, polymères, composites), mécanique, simulation numérique, rhéologie, métallurgie, tribologie, surfaces, plastiques.

En liaison avec l'industrie française et internationale.

• Durée et lieu : 3 ans près d'Antibes (06).

• Rémunération : 108 000 F net annuel ou bourses CIFRE.

Envoyer CV détaillé et photo à Madame CAPITANT Ecole des Mines de Paris/CENEF - Sophia Antipolis 06565 VALBONNE cedex - Tél. 93.95.74.37

URGENT

le C.N.R.S. recherche

UN INGÉNIEUR

AUTOMATIQUE/ELECTRONIQUE/INFORMATIQUE

Mesures physiques, grandes écoles, ENSI, INSA ou docteur ès sciences pour la conception et la responsabilité technique du contrôle des lignes et instruments français ou synchronisme européen de Grenoble.

Pour recevoir un dossier de candidature contacter d'urgence

R. BAUDOUIN-SAVOIS. Tél. 76-51-47-69 ou

J.-P. SIMON. Tél. 76-82-66-17

Dépôt des dossiers complets avant le 26 AVRIL.

CHEZ NOUS, VOTRE EVOLUTION PASSE PAR PLUS D'UNE VOIE !

Notre position privilégiée dans le domaine des cartes multivoies sur micro-ordinateurs compatibles fait de nous le leader incontesté en France. Notre force : vous donner à la fois la capacité de vous exprimer à votre guise et les moyens de vous investir totalement.

INGENIEUR

Diplômé Bac + 4 + 5, vous avez acquis une solide expérience du développement Hard.

En collaboration directe avec notre Directeur Technique, vous prendrez en charge l'intégration de fonctionnalités, ainsi que le contrôle technique de la fabrication des produits.

Pour ce poste, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Optez pour la meilleure voie et adressez-nous votre candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions) à

D. LEPINAUX - IMPACT TECHNOLOGIES 6, rue de l'Acadie 91953 LES ULIS CEDEX.

BCEOM



SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

recherche un

INGENIEUR D'ÉTUDES PLANIFICATEUR DES TRANSPORTS

Au sein de notre département "Développement Régional et Urbain" (40 personnes environ), vous serez chargé de réaliser des études en France et à l'étranger (Afrique, Asie, Amérique Latine, Europe de l'Est), ayant pour objectif l'analyse et la conception de systèmes de transports urbains et interurbains.

De formation scientifique (BAC + 4/5), et fort d'une expérience professionnelle de 2 à 5 ans, vous avez mis en œuvre des logiciels de prévision de la demande. Vous possédez en outre une bonne connaissance de l'exploitation des transports en commun et de la gestion de la voirie urbaine.

La maîtrise de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence 91/07 à : BCEOM - D.R.H. 15, Square Max-Hymans - 75741 PARIS Cedex 15.

Société de distribution d'Eau recherche pour sa région de LYON

INGENIEUR ASSAINISSEMENT

Mission :

Rattaché au Service Environnement, il sera responsable de l'activité "Assistance Technique" à l'exploitation des stations d'épuration. Il coordonnera une équipe constituée d'ingénieurs et de techniciens.

Profil :

Formation ingénieur complétée d'une spécialisation dans le traitement des Eaux. Une expérience professionnelle minimum de 5 ans dans l'exploitation de l'assistance technique de station d'épuration.

Mobilité :

De nombreux déplacements sont à prévoir dans la France.

Envoyer CV + lettre manuscrite + prétentions à :

PUBLIPRINT PA N° 3317, BP 126 - 69685 CHASSIEU Cedex

recherche deux Ingénieurs Grandes Ecoles 30 - 35 ans

1 INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN 1 INGÉNIEUR THERMICIEN

• Expérience dans le dimensionnement et le chiffrage de projets au sein d'une Société d'Ingénierie spécialisée dans l'étude de procédés énergétiques.

• Ils intégreront une équipe pluridisciplinaire chargée de la réalisation d'études de faisabilité et du montage industriel de ces projets.

Merci d'adresser votre candidature - CV, lettre manuscrite et prétentions à : Mr GILLET Hugues - SOFREGAZ, 92/98, Bld Victor Hugo - 92115 CLICHY

SOFREGAZ



هكذا من الاعمال

REPRODUCTION INTERDITE

XXIV Le Monde • Mercredi 17 avril 1991 •

Le Monde des Secteurs de Pointe

Vivre les métiers d'intervention et de fabrication à travers toutes les activités du Groupe Framatome.

Framatome, jeune groupe industriel multidisciplinaire d'envergure internationale, est le premier constructeur et exportateur mondial de centrales nucléaires avec 55 unités en service dans le monde, le deuxième groupe européen de mécanique, la première entreprise française de mécatronique et le premier pôle européen d'intelligence artificielle.

Le Groupe Framatome : une stratégie internationale, une participation active dans de nombreux projets d'Europe de l'Ouest (réacteurs à neutrons rapides), Gales (rôle à la locomotion par électro-aimants implantés) en outre-mer (Tahiti, Nouméa, etc.), de nombreuses alliances avec de grands partenaires industriels (Alcatel, IBM, Babcock & Wilcox...).

Vivre les métiers d'intervention et de fabrication dans le Groupe Framatome, c'est agir au cœur des hautes technologies, bénéficier d'un large champ d'action en France et dans le monde. C'est aussi découvrir une grande complémentarité de métiers, une réelle synergie des compétences.

En intervention, nos ingénieurs étendent leurs compétences de la prestation de conseil à la remise d'installations clés en main et contribuent à la mise en service de grands complexes industriels (plates-formes offshore, Eurotunnel, CNES...).

Les activités de fabrication, quant à elles, vont de la chaudronnerie à la production de connecteurs, en passant par la métallurgie et les systèmes mécaniques de haute technologie comme les tunnels ou les télescopes géants.

En maintenance nucléaire, où nous occupons le 1er rang européen, nous intervenons sur un marché mondial de 440 tranches en fonctionnement ; nos équipes industrielles ont déjà fabriqué plus de 350 équipements nucléaires (cuves, générateurs, pressuriseurs...).

En mécanique, toutes nos interventions nécessitent le savoir-faire d'ingénieurs spécialisés en recherche et développement associés à la production, méthode ou encore métallurgie.

En qualité, votre compétence reconnue sur le plan international nous permet de dispenser notre savoir-faire en assurance de la qualité pour de grands travaux multi-disciplinaires (plus de 1 000 audits réalisés).

En connectique, Burndy, Jupiter et Souriau élaborent des composants pour diverses industries : automobile, informatique, télécommunications, marine, aéronautique, espace.

INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES

Voici quelques exemples d'opportunités pour découvrir les multiples activités d'intervention et de fabrication du Groupe Framatome :

- Essais et mise en service (réf. EMS/164)
- Direction de chantier (réf. DC/164)
- Assurance et contrôle qualité (réf. ACQ/164)
- Pilotage de lignes de production (réf. PRO/164)
- Essais non destructifs et traitement du signal (réf. END/164)

Ces différentes fonctions ouvertes sur l'entreprise, riches en contacts, sont également des vecteurs d'avenir. Notre groupe se développe à l'international et en France (Paris, Lyon, Grenoble, Bourgogne, Pays de Loire...), multipliant ainsi les opportunités d'évolution.

Adressez votre dossier, avec la référence choisie, à Groupe Framatome, Service gestion prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

Le Groupe FRAMATOME, c'est :
14 300 personnes sur les cinq continents
un CA de 20 Mds de F dont 25 % à l'export
Nucéaire, Mécanique, Connectique, Informatique

GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

Au cœur de la Normandie, agissez...

Rejoignez l'un de nos centres de résultats EDF-GDF pour jouer un rôle moteur dans la politique d'amélioration de nos produits et du service à la clientèle.

A Caen, au sein du Service technique "Electricité", vous développerez la stratégie d'évolution des réseaux d'électricité moyenne tension et établirez le programme de travaux (130 MF en 1990).

A Lisieux, vous animerez l'action commerciale de l'agence EDF-GDF et serez directement responsable des contacts avec les clients les plus importants (industriels, etc.).

Jeunes ingénieurs, vous mettrez en œuvre dans l'un ou l'autre de ces deux postes vos qualités d'adhésion et d'organisation, votre sens des contacts, votre esprit d'équipe, votre créativité et vos connaissances en informatique. Par la suite, de nombreuses possibilités d'évolution seront à saisir dans nos différentes Directions opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivations), sous référence M/1604C, à Alain Chancel, Département recrutement d'EDF et GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNES INGENIEURS
DEBUTANTS OU
PREMIERE EXPERIENCE
GRANDES ECOLES
OU UNIVERSITES

EDF
GDF



unisabi

UNISABI 1er fabricant français d'aliments préparés pour animaux félin, avec des marques comme PEDIGREE, PAL, SHERA, WHISKAS, CANIGOU PARTNERS, KONRON... + de 4 milliards de CA, une croissance soutenue, 5 usines modernes situées près d'ORLÉANS, de BLOIS et de STRASBOURG, 1150 personnes, et société française du groupe international MARS Incorporated, recherche

INGENIEURS (F/H) GENERALISTES Débutants • 240KF+

• PRODUCTION

En prenant la responsabilité d'une équipe de production de 15 à 20 personnes, nous vous offrons l'opportunité de mettre en pratique l'idée que vous avez du management, de promouvoir l'initiative, de développer l'esprit "qualité". Nous vous apporterons toute la formation nécessaire dans ces domaines où notre groupe est reconnu.

• METHODES MAINTENANCE

En relation avec les services Production et Travaux Neufs, vous avez, au sein de l'équipe Maintenance, la responsabilité d'améliorer l'efficacité d'une zone d'équipements de l'usine. Vous définissez et gérez les méthodes de maintenance. Pour ce faire, vous animez une petite équipe de techniciens motivés et disposez d'un budget d'environ 3 MF.

Que vous soyez une femme ou un homme, vous privilégiez dans votre fonction : • la responsabilité • l'initiative • le développement de vos compétences • la mobilité dans l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à UNISABI - Département Personnel et Organisation - BP7 - 45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL, sous réf. PB/CP.